



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 152 N° 010  
Le vendredi 6 juin 2025

---

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 6 juin 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

### ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1000)

[Français]

#### LOI VISANT À RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE POUR LES CANADIENS

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.)** propose que le projet de loi C-4, Loi concernant certaines mesures d'abordabilité pour les Canadiens et une autre mesure, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Madame la Présidente, je voudrais d'abord remercier mes collègues. Je vois aussi un grand sourire du côté de l'opposition.

Je vous félicite pour votre élection. Je suis heureux de vous voir présider nos séances, et je veux saluer votre travail, tout le professionnalisme et l'honneur que vous apportez à cette fonction.

[Traduction]

C'est un honneur de participer au débat d'aujourd'hui, alors que nous entamons l'étude à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-4, Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

Je souligne que la Chambre a voté à l'unanimité en faveur de la motion des voies et moyens, ce qui est un bon départ. Il s'agit d'une nouvelle législature, d'un nouveau gouvernement et d'une nouvelle ère, où l'on accomplit de grandes choses rapidement.

[Français]

Les Canadiens ont demandé un plan de changement sérieux pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, qui a érodé leur qualité de vie au cours des dernières années. Ils demandent un changement qui mettrait plus d'argent dans les poches des Canadiens, qui bâtirait l'économie la plus forte du G7, qui bâtirait une économie canadienne et non treize, et qui bâtirait un Canada plus abordable. Au moyen du projet de loi C-4, notre gouvernement répond à ce mandat de changement.

Le projet de loi C-4 mettrait en œuvre la réduction d'impôt pour la classe moyenne promise par notre gouvernement. Elle permettrait à plus de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes de bénéficier d'un allègement fiscal. Pour les familles à deux revenus, cela permettrait d'économiser jusqu'à 840 \$ par an à partir de 2026.

[Traduction]

Avec l'adoption du projet de loi, le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers passerait de 15 % à 14 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025. C'est une excellente nouvelle. J'entends mes collègues applaudir, tout comme les Canadiens applaudissent chez eux. Je constate la même chose chez les conservateurs, mais eux, ils se réjouissent en silence.

La réduction d'impôt aiderait les travailleurs canadiens à conserver une plus grande partie de leur revenu et à bâtir un avenir solide pour eux-mêmes, leur famille et leur collectivité. La réduction d'impôt profitera le plus aux travailleurs canadiens qui en ont le plus besoin. En effet, la majeure partie de l'allègement fiscal ira aux contribuables dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, près de la moitié des économies d'impôt allant à ceux qui se trouvent dans la tranche la plus basse.

En outre, le projet de loi C-4 permettrait la mise en œuvre quasi immédiate de l'allègement fiscal. Comme nous avons annoncé la réduction d'impôt pour la classe moyenne, l'Agence du revenu du Canada peut mettre à jour ses tables de retenue à la source pour la période allant de juillet 2025 à décembre 2025, afin que les administrateurs de la paie puissent réduire les retenues d'impôt à compter du 1<sup>er</sup> juillet.

[Français]

Cela signifie que les personnes ayant un revenu d'emploi et d'autres revenus faisant l'objet de retenues à la source pourraient commencer à voir leur retenue être appliquée à un taux inférieur de 14 % dès le 1<sup>er</sup> juillet. C'est une excellente nouvelle.

Cette réduction d'impôt pour la classe moyenne devrait fournir aux Canadiens un allègement fiscal de 2,6 milliards de dollars au cours des six prochains mois et de 5,4 milliards de dollars en 2026. Cette réduction d'impôt pour la classe moyenne devrait permettre aux Canadiens d'économiser plus de 27 milliards de dollars sur cinq ans à partir de 2025-2026. Il ne s'agit là que de la première étape qui permettra de mettre plus d'argent dans les poches des Canadiens.

• (1005)

[Traduction]

Il y a d'autres bonnes nouvelles. C'est une excellente journée pour les Canadiens, parce qu'un autre élément du projet de loi est l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars.

Il y a de quoi se réjouir. Je vois dans le sourire de mes collègues qu'ils se réjouissent. C'est un bon vendredi pour l'opposition aussi.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Le gouvernement fédéral a déjà soutenu la construction des logements dont la population croissante avait besoin. La dernière fois qu'il y a eu une crise du logement aussi importante, c'était après la Seconde Guerre mondiale. Confrontés à la crise, les Canadiens ont fait ce qu'ils font le mieux collectivement: ils se sont serrés les coudes et ils se sont mis au travail pour que des dizaines de milliers de familles aient un toit au-dessus de la tête.

Les Canadiens veulent que leur gouvernement recommence à soutenir la construction de maisons et c'est ce que nous allons faire. C'est pour cette raison que l'une des premières mesures prises par notre gouvernement est l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Le remboursement de la TPS pour l'achat d'une première habitation permettrait aux Canadiens d'économiser jusqu'à 50 000 \$ sur l'achat de leur première maison.

Ce n'est pas tout. Le projet de loi renferme d'autres excellentes mesures: il y a également une réduction de la TPS pour les acheteurs d'une première maison dont la valeur se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars. On peut se réjouir de cette aide aux Canadiens.

[Français]

Comme mes collègues à la Chambre le savent très bien, une maison est souvent l'achat le plus important que la plupart des gens feront au cours de leur vie et c'est plus qu'un simple investissement financier. C'est souvent un investissement dans leur avenir. C'est un investissement dans leur famille. C'est un investissement dans leur retraite, leur tranquillité et leur confort. C'est un investissement dans le rêve canadien.

[Traduction]

En appuyant le projet de loi C-4, nous bonifierions considérablement les mesures d'allègement fiscal déjà importantes qui sont offertes aux acheteurs d'une première propriété, notamment le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, le Régime d'accession à la propriété, et le crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première habitation.

[Français]

Ce faisant, nous permettrons à un plus grand nombre de jeunes et de familles de réaliser leur rêve d'accéder à la propriété, et à un plus grand nombre de Canadiens de commencer à investir dans leur avenir, leur famille, leur retraite, leur tranquillité, leur confort.

[Traduction]

Le projet de loi C-4 est simplement la première étape de notre plan ambitieux visant à stimuler la construction de logements et à veiller à ce que le marché de l'habitation serve les Canadiens, et non l'inverse. À notre congé de TPS pour les acheteurs d'une première propriété, nous ajouterons un plan crédible en vue de stimuler la construction d'habitations, une véritable approche « Équipe Canada » qui bâtira l'avenir de ce pays et qui contribuera à bâtir l'économie la plus forte du G7. Je tiens à saluer mon collègue, le ministre du Logement, qui fera un excellent travail pour stimuler la construction d'habitations au pays.

Je constate que mes collègues conservateurs sont très excités, sans doute parce qu'ils se réjouissent de la troisième mesure, qu'ils s'empresseront d'ajouter à leur bulletin parlementaire pour l'annoncer aux Canadiens. Nous allons supprimer des lois canadiennes la tarification du carbone pour les consommateurs. Je suis convaincu que mes collègues conservateurs jubilent, quoiqu'en silence ce ma-

tin, mais jubilent néanmoins dans leur for intérieur, car, comme nous le savons, la première chose que le premier ministre ait faite à son entrée en fonction a été de mettre fin, à compter du 1<sup>er</sup> avril dernier, à l'application de la taxe sur le carbone pour les consommateurs.

C'était un moment important pour notre pays. L'annulation de la taxe sur le carbone pour les consommateurs était la première étape du plan du gouvernement pour que les Canadiens puissent garder une plus grande partie de leur argent durement gagné. Bien que ce résultat ait effectivement été obtenu par le gouvernement en modifiant la réglementation, le projet de loi C-4 ferait la démarche qui s'impose, au-delà de la suspension réglementaire de la redevance sur les combustibles, en supprimant complètement de la loi la tarification du carbone pour les consommateurs.

• (1010)

[Français]

En même temps, nous recentrerons les normes fédérales de tarification de la pollution par le carbone afin de garantir la mise en place de systèmes de tarification du carbone dans l'ensemble du Canada pour un large éventail d'émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie.

[Traduction]

Autrement dit, la tarification de la pollution pour les grands émetteurs restera un pilier du plan du Canada pour bâtir une économie forte et un avenir plus vert pour nos enfants. Le gouvernement veillera à ce que le système soit équitable et efficace. La tarification du carbone pour l'industrie est l'une des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre les plus importantes du plan global du gouvernement pour infléchir la courbe des émissions et atteindre notre objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

[Français]

Dans l'ensemble, les mesures incluses dans ce projet de loi ouvriront la voie à la croissance économique au Canada. Notre gouvernement a un plan pour aider les Canadiens à garder une plus grande partie de leur argent durement gagné. Il s'agit d'un plan pour les protéger des pires conséquences de la guerre commerciale injustifiée, d'un plan pour bâtir l'économie la plus forte du G7, d'un plan pour bâtir plus que ce que personne ne pourra jamais enlever aux Canadiens et aux Canadiennes.

[Traduction]

Le plan du gouvernement repose sur une nouvelle approche qui consiste à réduire les dépenses liées à l'administration et à augmenter les investissements dans les personnes et les entreprises qui feront croître l'économie. Les Canadiens ont élu le gouvernement actuel pour qu'il défende notre pays et pour qu'il bâtisse une économie forte qui profite à tout le monde. Les Canadiens ont voté pour le changement.

[Français]

Le changement, c'est ajuster notre façon de faire, c'est tirer le parti de nouvelles technologies, c'est économiser de l'argent pour investir plus.

Cela signifie qu'il faut se concentrer sur les résultats pour les Canadiens et s'assurer qu'ils obtiennent ce qu'ils attendent de leur gouvernement. Il est temps que le Canada ait un gouvernement qui se concentre sur l'optimisation des investissements qui stimulent la croissance et produisent des résultats. L'excellence et l'efficacité doivent guider toutes les actions du gouvernement.

[Traduction]

Le Canada est le meilleur pays au monde. La guerre commerciale injustifiée menée par les États-Unis vise à nous affaiblir, et notre souveraineté est menacée. Nous ne les laisserons pas faire. Nous nous y opposerons sans relâche. Nous défendrons les Canadiens, nos industries et nos travailleurs. Il est temps de bâtir un avenir qui rend le Canada fort, et le projet de loi C-4 est la première étape en ce sens pour notre pays.

[Français]

J'encourage tous mes collègues à soutenir les premières étapes de notre plan visant à bâtir un Canada fort en appuyant ce projet de loi.

[Traduction]

Nous sommes un pays fort et libre, et nous devrions tous être fiers d'être Canadiens.

**L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC):** Madame la Présidente, avec cette décision, les libéraux ont complètement changé leur fusil d'épaule. Tous les Canadiens savent, lorsqu'ils font le plein à la pompe, que s'ils ne paient pas la taxe sur le carbone aujourd'hui, c'est grâce à Pierre Poilievre et à l'équipe des conservateurs qui se sont mobilisés contre son imposition.

Je ne le consulte pas souvent, mais je suis sur le site Web du Parti libéral, et on peut y lire ce qui suit: « Pendant que les politiciens conservateurs [comme Pierre Poilievre] s'insurgent contre la tarification de la pollution, nous [les libéraux] avons mis un prix sur la pollution tout en mettant plus d'argent dans les poches des familles canadiennes. »

Le ministre peut-il demander à quelqu'un de mettre leur site Web à jour?

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, je suis ravi d'entendre que les conservateurs passent leur temps sur le site Web du Parti libéral. Ils peuvent même s'inscrire et devenir membres. C'est gratuit, et ils pourront rejoindre ce grand parti qui change la vie des Canadiens depuis des dizaines d'années. Il est très intéressant que les conservateurs veuillent consulter notre site Web; c'est un excellent site, et je suis heureux d'entendre qu'ils étudient la politique qui permettra de bâtir un Canada fort.

Toutefois, ce matin, nous ne parlons ni des conservateurs ni de notre site Web. Nous parlons des Canadiens. Ce que nous allons faire aujourd'hui, c'est changer la vie des Canadiens, car en bâtissant un Canada fort, nous donnons de l'espoir à la prochaine génération. Nous donnons de l'espoir aux travailleurs d'Hamilton, de Shawinigan et du Cap-Breton. Nous donnons de l'espoir à ce pays parce que nous sommes le meilleur pays du monde.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, j'ai deux questions en une pour notre cher ministre des Finances et député de Saint-Maurice—Champlain.

Je suppose que, en tant que parlementaire aguerri, il connaît bien la valeur du Parlement et l'importance du respect et de la considéra-

tion à l'égard du Parlement. Son gouvernement s'est beaucoup pété les bretelles au sujet de l'adoption du discours du Trône et de la motion des voies et moyens. Je me demandais s'il avait l'intention de respecter ce que le Parlement avait ajouté au discours du Trône, c'est-à-dire la demande qu'un budget, ou à tout le moins une mise à jour économique, soit présenté avant l'été. Voilà le premier élément.

Parlons maintenant du projet de loi dont nous débattons aujourd'hui. Le député est aussi un député en provenance du Québec, je présume donc que le Québec est important pour lui. Il sait peut-être que 3,7 milliards de dollars ont été versés en guise de remboursement de la taxe sur le carbone à tout le reste du Canada, mais pas au Québec. Nous avons donc payé 800 millions de dollars pour les Canadiens, alors qu'il n'y avait pas d'argent qui était perçu. Bref, on a versé de l'argent aux Canadiens, alors qu'ils n'avaient pas payé eux non plus. C'est donc un sérieux problème.

En tant que Québécois, le député d'en face trouve-t-il ça normal que le Québec ne reçoive pas sa part?

• (1015)

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, j'accueille la question de mon collègue avec beaucoup d'égards. D'abord, j'ai énormément de respect pour lui.

Comme la plupart des Québécois et des Québécoises, j'ai été content de voir le Bloc québécois voter en faveur de la motion. Le Bloc québécois a voté en faveur d'un Canada fort. C'est quand même assez rare de voir le Bloc québécois se lever pour ça.

Nous le disons depuis longtemps, quand on bâtit un Canada fort, cela aide évidemment le Québec. Je suis content de voir que le député se préoccupe comme nous de l'avenir du Québec tout en voulant bâtir un Canada fort. Je pense que c'était rafraîchissant de voir le Bloc québécois appuyer le gouvernement relativement à cette initiative pour réduire les impôts de tant de Canadiens et de Canadiennes partout au pays.

Nous souhaitons toujours collaborer avec le Bloc québécois parce que, comme Québécois et comme Québécoises, nous savons dans notre cœur que l'avenir du Québec passe par un Canada fort.

[Traduction]

**Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC):** Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination.

Le ministre a fait valoir que la tarification du carbone pour les industries est d'une importance fondamentale. Ce qui est vraiment important, surtout lorsque l'industrie canadienne de l'acier et de l'aluminium est menacée, c'est le prix de la tarification. Le ministre nous dira-t-il aujourd'hui quel sera le prix de la tonne ou va-t-il simplement le publier dans la *Gazette du Canada*?

C'est une question de reddition de comptes. Il s'agit d'informer les Canadiens du coût que représentera pour eux la tarification du carbone pour les industries.

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, j'ai beaucoup de respect pour le député. L'industrie canadienne de l'acier et de l'aluminium est effectivement menacée. Nous sommes véritablement dans une guerre commerciale, et les Canadiens doivent unir leurs forces. C'est le rôle non seulement du gouvernement fédéral, mais aussi du pays tout entier. Le moment est venu de défendre les travailleurs d'ici, notre industrie et le Canada.

*Ordres émanant du gouvernement*

C'est pourquoi j'ai rencontré hier les PDG des grandes aciéries du pays. Bon nombre de mes collègues représentent des collectivités qui risquent de subir des contrecoups. Tout le monde doit se mobiliser, et je suis heureux de voir que le député est prêt à appuyer le projet de loi parce qu'il sait que permettre aux Canadiens d'avoir plus d'argent dans leurs poches les aidera à traverser cette période très difficile.

J'ai confiance en ce pays parce que, lorsque le Canada est menacé, nous savons jouer du coude et, ensemble, nous gagnons la bataille.

[Français]

**L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Madame la Présidente, je remercie l'honorable ministre de sa présentation d'aujourd'hui.

Je sais que les citoyens de Hull—Aylmer ainsi que ceux de tout le Québec sont vraiment préoccupés par cette guerre tarifaire et ces droits de douane injustifiés qui se sont ajoutés au fardeau de nos industries de l'aluminium et de l'acier.

J'aimerais que mon collègue nous dise comment cette réduction d'impôts va venir en aide à tous les Canadiens, et surtout aux Québécois, qui sont préoccupés par cette guerre tarifaire.

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, j'aimerais d'abord remercier mon collègue de son service à la Chambre des communes. L'ensemble des parlementaires a pu constater le travail qu'il a réalisé. Je dois le saluer au nom de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes et le remercier de son travail.

Il soulève une question importante. La mesure qui est au cœur du projet de loi présenté ce matin, c'est une réduction d'impôt. Cette réduction d'impôt bénéficiera à 22 millions de Canadiens et de Canadiennes, partout au pays. Elle arrive à un moment où de nombreuses industries et communautés traversent des difficultés. Il y a beaucoup d'anxiété et de craintes relativement à tout ce qui se passe. On a vu que, dans le monde des droits de douane, les choses changent vite.

Ce matin, ce que nous pouvons faire en tant que parlementaires, c'est dire aux Canadiens et aux Canadiennes que nous serons là pour eux et que nous savons que c'est difficile. L'une des meilleures façons d'aider les gens, c'est leur laisser plus d'argent dans leur poche, afin que les familles puissent avoir un petit surplus d'argent pour faire face aux difficultés qui s'annoncent dans les jours à venir.

J'ai confiance en l'avenir du pays. Le Canada est un pays fort.

● (1020)

[Traduction]

**Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC):** Madame la Présidente, le ministre dit vouloir que l'économie du Canada soit la plus forte des pays du G7. Or, il doit se rendre compte que nous sommes très en retard par rapport à nos partenaires commerciaux. Le rapport de l'OCDE dit: « Le niveau de la productivité du travail au Canada est inférieur à celui des pays comparables [...] », et Carolyn Rogers, de la Banque du Canada, a soutenu l'année dernière que nos indicateurs de productivité sont faméliques: « L'heure a sonné — il faut agir tout de suite. » En 2022, la prédécesseure du ministre a déclaré que les problèmes de productivité du Canada étaient « insidieux ».

Le ministre pense-t-il vraiment qu'après 10 années d'idées libérales recyclées, les libéraux ont enfin trouvé la solution?

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, le député a beaucoup d'expérience à la Chambre, et j'ai le plaisir de l'entendre intervenir depuis de nombreuses années, mais il fait abstraction de certains faits.

Le Canada est l'un des rares pays du G7 à détenir une cote de crédit AAA. Le Canada a le ratio dette-PIB le plus bas. Le député vient de la Colombie-Britannique. Or, nous nous sommes rendus à Banff, tout près de chez lui, avec les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G7, et les politiques adoptées par le Canada nous valent des éloges dans le monde entier.

Les Canadiens comprennent que ce plan visant à bâtir notre pays, à augmenter nos dépenses en matière de défense, à être à la hauteur de la situation et à faire en sorte de construire plus de logements constitue la voie à suivre. Le député devrait donc s'en réjouir. J'ai vu qu'il a voté pour la motion, mais il devrait se réjouir du fait qu'ensemble, nous allons bâtir un Canada fort. Toutes les régions du pays en bénéficieront, y compris celle que le député représente en Colombie-Britannique.

Nous sommes fiers de bâtir notre pays ensemble.

**L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.):** Madame la Présidente, c'est un très grand jour pour les Canadiens, et je sais que les habitants de la circonscription de Waterloo attendaient cette mesure législative avec impatience. Je sais aussi que, lorsque je rentrerai chez moi ce week-end, les gens me demanderont quand ils obtiendront les allègements fiscaux prévus. Je tiens donc à rappeler aux Canadiens ainsi qu'à tous les députés, car beaucoup d'entre eux sont nouveaux ici, quelles sont les prochaines étapes du processus.

Les députés ont montré qu'ils peuvent unir leurs efforts dans l'intérêt des Canadiens. Que peut-on faire pour que les Canadiens puissent profiter des allègements fiscaux et les sentir dans leurs poches le plus tôt possible?

**L'hon. François-Philippe Champagne:** Madame la Présidente, la députée de Waterloo pose une excellente question. Elle sert Waterloo avec distinction et les habitants de la circonscription en sont ravis. Ils peuvent être fiers de l'avoir comme représentante, car Waterloo est un pôle d'innovation au pays.

C'est une bonne nouvelle, comme l'a dit la députée, car si nos collègues d'en face agissent rapidement, nous pourrions mettre à jour la table de retenues à compter du 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours et l'ajuster afin que les contribuables paient moins d'impôt. C'est ce que nous voulons pour les Canadiens, et c'est ce que ceux-ci attendent de la Chambre et du gouvernement.

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, CPC):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui à la Chambre en ce jour qui, ma foi, est très triste pour notre pays. Je suis très surpris, sidéré en fait, d'entendre les députés d'en face dire que c'est une journée excitante. Les chiffres dévastateurs sur le chômage qui viennent d'être publiés sont consternants.

*Ordres émanant du gouvernement*

Statistique Canada a publié des données qui indiquent que le taux de chômage dans notre pays s'est hissé à 7 %. C'est le taux de chômage le plus élevé que notre pays ait connu depuis 2016, abstraction faite de la période de la COVID-19, et il s'inscrit dans une tendance continue sous le gouvernement libéral. Si on examine les statistiques sur le chômage au cours des deux dernières années, on constate que cette tendance à la hausse touche surtout les jeunes. Le taux de chômage général s'élève donc maintenant à 7 %.

De nombreux experts s'attendent à ce que cette tendance à la hausse persiste, et même à ce qu'elle s'accroisse. Par exemple, selon les prévisions de la Banque TD, notre pays pourrait perdre 100 000 emplois d'ici le troisième trimestre de cette année. Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré ce qui suit à titre d'avertissement: « [...] les entreprises nous disent généralement qu'elles prévoient réduire leurs embauches. »

Si on analyse ces chiffres un peu plus en détail, on voit à quel point la situation est difficile pour les jeunes. En cette période où les étudiants cherchent un emploi d'été, un étudiant canadien sur cinq est au chômage, ce qui est très élevé. Ce sont des jeunes qui essaient d'améliorer leur sort, de saisir des occasions pour l'avenir, de faire des études postsecondaires et de trouver un emploi qui leur permettra de subvenir à leurs besoins et de poursuivre leurs études. Cependant, un étudiant canadien sur cinq — plus d'un sur cinq — est sans emploi. La situation est vraiment désespérée pour les jeunes Canadiens. Le taux de chômage au pays est de 7 %, et le taux de chômage est très élevé chez les jeunes, surtout chez les étudiants.

Je remarque que le taux de chômage est particulièrement élevé dans divers grands centres du Sud de l'Ontario. Il est de 10,8 % à Windsor, de 9,1 % à Oshawa, de 8,8 % à Toronto et de 8,4 % à Barrie. Toronto connaît son taux de chômage le plus élevé depuis plus d'une décennie, à l'exception de la période de la pandémie de COVID. Divers secteurs ont été particulièrement touchés, notamment le secteur manufacturier ontarien, qui affiche une perte de 25 000 emplois depuis un an.

Les Canadiens sont de plus en plus désespérés. Il leur faut plus de temps avant de trouver un emploi. Les données montrent que le nombre de chômeurs augmente et que la durée moyenne de chômage a augmenté considérablement, elle aussi, pour atteindre 21 semaines. Plus de Canadiens sont sans emploi, en particulier les jeunes Canadiens. La recherche d'un emploi est plus longue et plus ardue et les chômeurs canadiens sont de plus en plus désespérés.

Pendant que nous menions la recherche sur ces données, j'ai parlé avec des Canadiens qui se retrouvent au chômage. Un certain nombre de personnes m'ont dit qu'elles avaient postulé à plus d'un millier d'emplois. J'ai notamment parlé à un développeur de logiciels de Vancouver, qui m'a raconté son histoire. C'est un jeune professionnel spécialisé de mon âge. Il a dû aller à l'étranger pour obtenir des soins de santé dont il avait besoin, parce qu'il n'arrivait pas à y avoir accès au Canada. Il est revenu au pays avec l'espoir de trouver un emploi, et il cherche du travail depuis plus d'un an.

Je pense qu'on peut s'attendre à ce que les libéraux fassent comme d'habitude et trouvent des excuses pour expliquer la situation. Ils mettront en cause des événements extérieurs qui sont hors de leur contrôle, mais il est important de souligner que la situation actuelle s'inscrit dans une tendance qui ne date pas d'hier.

• (1025)

Cela fait des années que nous avertissons les libéraux que leurs politiques rendent l'embauche de plus en plus difficile pour les employeurs et la recherche d'emploi de plus en plus difficile pour les Canadiens. Nous les avons prévenus à mesure que les statistiques se détérioraient et que s'est installée cette crise du chômage au sortir de la pandémie. J'espère que les sombres statistiques en matière de chômage aujourd'hui vont réveiller le gouvernement libéral et lui faire comprendre que ses politiques ne fonctionnent pas et qu'il est temps de rectifier le tir.

Une autre chose qu'on entend de la part des libéraux en réponse aux mauvaises nouvelles économiques est la promesse qu'ils vont mettre encore plus d'efforts à continuer de faire la même chose. Ils ont instauré de mauvaises politiques économiques qui ont entraîné une crise du logement et une crise du chômage, et maintenant, ils disent qu'ils vont poursuivre dans la même veine. Ils vont hausser le fardeau fiscal et augmenter les dépenses. Je crois que ce que les Canadiens souhaitent réellement, c'est que le gouvernement change de cap.

En ce qui concerne le chômage, je pense que nous pouvons énumérer un certain nombre de facteurs concrets — des facteurs dont nous parlons depuis longtemps — qui font grimper le taux de chômage au pays. Le premier, et il est manifeste, est la stagnation de l'emploi dans le secteur privé. Cette semaine, il y a également des chiffres qui ont été publiés sur la productivité de la main-d'œuvre. La productivité de la main-d'œuvre est en baisse dans le secteur des services, et nous n'assistons pas au genre de croissance tous azimuts de la productivité qui nous permettrait de régler ces problèmes de longue date.

Les investissements sont au point mort à cause des obstacles que le gouvernement a érigés. Les empêchements de tourner en rond et les obstacles nuisent à la capacité des petites et grandes entreprises de créer des emplois pour les Canadiens. C'est particulièrement évident dans le domaine des grands projets, comme les pipelines, qui sont essentiels pour stimuler la croissance de l'emploi. De grands projets dans les secteurs des ressources naturelles, des mines et autres ont été bloqués par le projet de loi libéral C-69 ainsi que par d'autres mesures législatives qui entravent leur réalisation. Nous avons entendu beaucoup de discours sur les grands projets de la part du gouvernement, mais il continue de tenir un double langage en disant qu'il maintiendra les dispositions issues du projet de loi C-69 et que les grands projets ne seront menés à bien que s'il y a consensus.

Nous ne parviendrons jamais à tous nous entendre sur les projets à réaliser et les investissements à faire. Si nous attendons qu'un projet fasse l'unanimité, nous ne construirons jamais rien, ce qui aura des répercussions sur l'emploi et les perspectives d'avenir des Canadiens, comme en témoignent le taux de chômage actuel de 7 % et la crise de l'emploi que nous observons dans tous les secteurs. Il sera essentiel pour notre avenir de mener à bien de grands projets en abrogeant les dispositions du projet de loi C-69 et en mettant fin à l'obstruction et aux formalités administratives.

### *Ordres émanant du gouvernement*

De plus, les petites entreprises font face à toutes sortes d'obstacles. L'augmentation des charges sociales fait qu'il est de plus en plus difficile d'embaucher de nouveaux employés. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, nous l'avons vu imposer aux petites entreprises des mesures fiscales qui diabolisent les propriétaires de petites entreprises en les faisant passer pour des fraudeurs du fisc. Ces mesures prises par le gouvernement ont eu des répercussions sur la crise grandissante du chômage que nous observons.

Ce que nous devons faire en tant que pays pour contrer cette crise de l'emploi, c'est de renverser ces politiques libérales hostiles au développement et à l'investissement, qui rendent si difficile pour les petites et grandes entreprises de créer des emplois et d'embaucher des Canadiens.

L'un des autres problèmes que nous constatons, c'est que le coût de la vie force les travailleurs âgés à rester sur le marché du travail peut-être plus longtemps que prévu. La crise du chômage est particulièrement aiguë chez les jeunes. Le taux de chômage chez les jeunes ne cesse d'augmenter et, comme je l'ai mentionné, il est particulièrement élevé chez les étudiants à la recherche d'un emploi d'été.

● (1030)

L'un des facteurs qui contribuent à cette situation, comme l'ont dit certains experts, c'est que même si les libéraux avaient prédit un soi-disant tsunami gris, soit une grande vague de personnes âgées quittant la population active, nous avons été confrontés à des augmentations spectaculaires du coût de la vie et du prix du panier d'épicerie. En raison de ces problèmes, qui ont frappé les aînés particulièrement durement, des gens ont dû repousser la date de leur retraite. Le coût de la vie, les obstacles au développement et les politiques dont nous avons parlé se répercutent sur le taux de chômage, qui ne cesse de grimper.

L'immigration a aussi joué un rôle. Les libéraux ont bousillé notre système d'immigration, et la conversation à ce sujet a complètement changé. Je me souviens qu'il y a 10 ans, sous le gouvernement précédent, il y avait un large consensus parmi les Canadiens au sujet des niveaux d'immigration, car on cherchait toujours à comprendre les besoins du marché du travail canadien, à envisager l'immigration en fonction de ce qui était dans l'intérêt du Canada, à accueillir des personnes qui apportaient des compétences dont nous avons besoin au pays et à catalyser la croissance de l'emploi pour les Canadiens. Voilà l'approche prudente, efficace et accueillante qu'avait adopté le gouvernement précédent.

Il mettait également beaucoup l'accent sur l'État de droit et la bonne application de la loi. Sous le gouvernement libéral, en revanche, les chiffres ont explosé, et on constate une absence totale d'arrimage, une absence d'arrimage de l'immigration à nos intérêts nationaux et aux besoins du marché du travail. Nous sommes confrontés à des problèmes majeurs. Les niveaux doivent baisser. L'échec plus général du gouvernement en matière d'immigration alimente le chômage. Les fraudes liées au système d'étude d'impact sur le marché du travail comme celles rapportées par le *Globe and Mail*, par exemple, pourraient avoir des conséquences si des personnes censées immigrer pour pallier une pénurie de main-d'œuvre canadienne occupent en fait des emplois que des Canadiens seraient prêts à occuper. Les conservateurs continueront de demander des comptes au gouvernement sur toutes les questions suivantes: l'avancement des projets; la création d'un environnement propice aux investissements et au développement des petites entreprises; la crise du coût de la vie, qui touche les personnes âgées et les personnes de

tous âges, sans parler de son incidence sur les perspectives de retraite; et l'immigration.

Nous avons parlé de ces politiques. Nous avons prédit les problèmes qui en découleraient et dont les chiffres témoignent aujourd'hui. La poursuite d'une tendance de longue date a mené à un taux de chômage total qui atteint parfois 7 % actuellement. Comme je l'ai mentionné, quelques régions présentent un taux de chômage très bas, sauf qu'il est particulièrement élevé, au-dessus de la moyenne nationale, dans bien des grandes villes du centre du Canada. Je sais que les Torontois, en particulier, examinent les chiffres avec beaucoup d'inquiétude, étant donné que ce sont les plus élevés que nous ayons connus depuis plus de 10 ans.

La voie à suivre est claire: il faut éliminer les obstacles à l'emploi, réduire le fardeau fiscal des travailleurs canadiens et mettre le holà à l'interventionnisme d'État de façon à ce que les entreprises puissent prendre de l'expansion et embaucher des travailleurs. Le gouvernement doit également régler le dossier de l'immigration. Pour que l'État s'acquitte de ses fonctions en soutenant les travailleurs ainsi que les étudiants et les jeunes qui cherchent à concrétiser leurs rêves, ces changements sont absolument nécessaires. Malgré les beaux discours sur le changement, le gouvernement s'entête à miser sur les politiques inefficaces qui nous ont menés là où nous en sommes, il continue de tenir un double discours sur les projets d'exploitation des ressources et il maintient des niveaux extrêmement élevés d'immigration. Le gouvernement continue à faire les mêmes choix politiques, alors il obtient les mêmes résultats au chapitre du chômage.

● (1035)

C'est dans cette conjoncture économique que le Parlement est saisi du projet de loi C-4, qui vise prétendument à faire baisser le coût de la vie pour les Canadiens. En ce qui concerne la substance de ce projet de loi d'initiative ministérielle, les conservateurs ont indiqué très clairement qu'à leur avis, les mesures proposées sont loin d'être suffisantes pour offrir aux Canadiens l'allègement fiscal dont ils ont besoin.

Bien entendu, les conservateurs parlent depuis longtemps de la nécessité de se débarrasser de la taxe sur le carbone, autant de son volet pour les consommateurs que de celui pour les industries. Or, pendant 10 ans, les libéraux ont dénoncé ces efforts en employant un argumentaire complètement exagéré. Ils continuent de croire en l'application d'une taxe sur le carbone aux consommateurs et aux industries, et s'ils avaient la moindre chance de la rétablir, voire de l'augmenter, ils le feraient.

Cependant, les libéraux ont constaté que leurs intérêts politiques étaient complètement à l'opposé de leurs convictions profondes. Ils ont donc annoncé leur intention de changer de cap à l'égard de la taxe sur le carbone pour les consommateurs tout en maintenant la taxe sur le carbone pour le secteur industriel, laissant ainsi en place une structure qui permet de refiler la note aux consommateurs.

L'incapacité du gouvernement à s'attaquer résolument aux obstacles, tels que la taxe sur le carbone pour les industries, qui réduisent les perspectives d'avenir et qui freinent les investissements, de même que les décisions qu'il prend plombent les types d'investissement et la croissance de l'emploi dont notre pays a besoin. Le problème réside tant dans les mesures prises par les libéraux que dans celles qu'ils n'ont pas prises, à savoir maintenir les impôts de différents secteurs, des PME, des grandes sociétés et des Canadiens, voire continuer à les augmenter. Voilà ce qui empêche la création d'emplois et le développement de notre potentiel.

Les mêmes problèmes ne doivent pas se répéter. Il faut changer de cap. J'espère que les statistiques d'aujourd'hui sur le chômage inciteront les députés ministériels à faire preuve d'humilité. J'espère qu'en regardant ces chiffres, ils se demanderont s'ils ne devraient pas faire les choses autrement, pour le bien des Canadiens de leurs circonscriptions qui grattent les fonds de tiroir, s'ils ne devraient pas faire marche arrière par rapport aux politiques qui ont de toute évidence entravé la croissance de l'emploi et fait grimper le taux de chômage.

Je veux insister sur un point précis: au fil des ans, à cause de l'augmentation des charges sociales, le fardeau fiscal des entreprises s'est alourdi. En cette période où le taux de chômage est en hausse, le gouvernement ne devrait pas projeter d'augmenter les charges sociales. Celles-ci constituent une taxe directe sur l'emploi, une taxe sur le travail. Résultat: lorsque les charges sociales que paient les particuliers et les entreprises augmentent, il devient plus difficile pour les employeurs d'embaucher davantage de Canadiens.

Au fur et à mesure que la crise du chômage se poursuit et compte tenu des données du rapport publié aujourd'hui par Statistique Canada, nous nous devons de rappeler au gouvernement à quel point il sera important de ne pas augmenter davantage les charges sociales durant la prochaine année. Je demande très clairement au gouvernement de ne pas augmenter les charges sociales d'ici un an.

En conclusion, nous sommes saisis du projet de loi C-4, un projet de loi qui, selon le gouvernement, contient des mesures pour faire baisser le coût de la vie. Nous en débattons en ce jour où les nouvelles sur le taux de chômage sont catastrophiques. Celui-ci s'élève à 7 %, du jamais vu depuis 2016, si on exclut la période de la COVID. Il s'agit de la troisième augmentation mensuelle consécutive.

Le taux de chômage est en hausse constante depuis deux ans. Depuis janvier, côté croissance de l'emploi au Canada, c'est à peu près le calme plat. Je le répète: les étudiants sont particulièrement touchés, puisque plus d'un étudiant canadien sur cinq est maintenant sans emploi. Ce taux n'a pas été aussi élevé depuis des décennies, si on exclut la période de la pandémie. Le taux de chômage est plus faible dans certaines régions, mais il est très élevé, supérieur à la moyenne nationale, dans bien des grandes villes. Ces données sur le chômage devraient faire ouvrir les yeux au gouvernement quant à la nécessité de changer de cap de façon à laisser l'économie progresser.

● (1040)

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, le député a passé une grande partie de son temps de parole à parler du chômage. Je ne pense pas qu'il y ait qui que ce soit à la Chambre, du moins au caucus libéral, qui ne soit pas sensible à la situation d'une personne au chômage qui cherche un emploi. Le gouvernement continuera de travailler fort pour donner des possibilités et de l'espoir aux gens.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Je rappelle au député d'en face qu'au cours des 10 dernières années, les gouvernements libéraux ont littéralement créé des centaines de milliers d'emplois de plus que le nombre d'emplois créés par Stephen Harper en 10 ans. Le député devrait en prendre note.

Ma question porte sur le projet de loi lui-même. Le Parti conservateur a déjà voté contre une mesure législative visant à accorder un allègement fiscal, mais le présent allègement est un engagement électoral. Le député est-il d'accord pour que le projet de loi soit adopté avant que nous ajournions à la fin du mois de juin, afin que les Canadiens bénéficient de cet allègement fiscal, qui leur a été promis lors des dernières élections fédérales? Est-il en faveur de cet allègement?

**Garnett Genuis:** Madame la Présidente, ce qui m'inquiète le plus dans cette question, c'est d'entendre le député dire que le gouvernement libéral « continuera à ». Je pense que ce que les Canadiens veulent entendre, c'est que le gouvernement libéral « cessera de ». Ils veulent entendre que le gouvernement cessera de faire comme avant, car cela ne fonctionne pas, et qu'il souhaite faire les choses autrement. Franchement, pendant les élections, les libéraux voulaient donner l'impression qu'ils ne « continueraient pas à » et qu'ils « cesseraient de », mais nous voyons beaucoup plus de « continuer à » que de « cesser de », et la trajectoire reste inchangée.

La description des données par le député est tout simplement erronée. Il devrait lire le rapport de Statistique Canada: le taux de chômage est de 7 %, et un étudiant sur cinq n'arrive pas à trouver un emploi. C'est un bilan terrible. Il est temps de changer de cap.

● (1045)

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, j'aurais pour mon collègue une question qui touche particulièrement le Québec, mais qui va peut-être venir chercher sa fibre canadienne.

Nous entendons souvent parler de la fameuse péréquation et du fait qu'au Canada anglais, surtout dans l'Ouest, notamment en Alberta, on paierait beaucoup de péréquation pour le reste du Canada. Cette fois-ci, il semblerait que ce soit le Québec qui ait payé une grosse péréquation d'un seul coup pour l'abolition de la taxe sur le carbone par le gouvernement fédéral.

En effet, le premier geste du premier ministre après son élection a été d'abolir la taxe sur le carbone, mais il a quand même maintenu l'envoi du chèque. On pourrait même dire qu'il a fait un chèque sans fonds puisqu'il n'y a pas eu de paiement fait par la population. Ce sont 3,7 milliards de dollars qui ont été donnés à tout le Canada, sauf au Québec. Finalement, c'est le Québec qui écope d'une facture de 800 millions de dollars.

Mon collègue trouve-t-il que c'est juste et pense-t-il que c'est normal qu'on traite le Québec comme ça? Au bout du compte, nous nous sommes fait avoir. Nous nous sommes fait fourrer. Nous avons payé 800 millions de dollars pour le reste du Canada. Qu'en pense mon collègue?

*Ordres émanant du gouvernement*

[Traduction]

**Garnett Genuis:** Madame la Présidente, le député a évoqué le fait que, dans le processus d'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs, il y a eu une certaine disparité à cause du moment choisi. Je pense que nous pouvons clairement voir qu'il s'agissait d'une décision très politique. Le gouvernement voulait que les choses paraissent aussi bien que possible pendant les élections, et il ne voulait pas trop s'inquiéter des conséquences par la suite.

En ce qui concerne la comptabilité entre les régions, il y a beaucoup d'échanges qui se font d'un endroit à l'autre, et il faut les considérer d'un point de vue macroéconomique. Le plus important, c'est que les libéraux ont laissé en place la taxe sur le carbone pour les industries et d'autres politiques qui, d'après les chiffres d'aujourd'hui, nuisent clairement à l'emploi et aux perspectives d'avenir.

**Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, mon collègue d'une circonscription voisine a prononcé un excellent discours.

Les libéraux parlent constamment de leur formidable baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui équivaut à peine à 1,50 \$ par jour. Dans le récent budget principal des dépenses, les libéraux ont prévu 26 milliards de dollars supplémentaires pour des consultants grassement payés, comme ceux de McKinsey, ceux de GC Strategies et tous les autres qui ont des liens avec le Parti libéral. Cela représente environ 1 400 \$ par ménage, mais leur baisse d'impôt pour la classe moyenne équivaldrait à peine à 800 \$ par ménage.

Mon collègue pourrait-il expliquer pourquoi les libéraux ont jugé plus important de verser des fonds publics à leurs amis bien placés de McKinsey et de GC Strategies et à d'autres consultants en gestion que de prendre des mesures pour aider les familles canadiennes?

**Garnett Genuis:** Madame la Présidente, c'est une excellente question de mon collègue, l'illustre président du Comité des opérations gouvernementales, au sein duquel nous avons travaillé d'arrache-pied pour faire la lumière sur les sommes exorbitantes que le gouvernement a versées à certains consultants bien branchés. Ceux qui suivent de près ces questions de corruption et de gaspillage seront heureux de savoir — et le député me corrigera si je me trompe — que mardi prochain, la vérificatrice générale publiera un rapport sur les contrats gouvernementaux attribués à GC Strategies, l'une des principales entreprises visées dans le scandale Arnaque-CAN.

Il est évident que le gouvernement est beaucoup plus enclin à appuyer ses amis consultants proches du pouvoir qu'à aider les Canadiens. Cela se voit dans ses dépenses et cela se voit aujourd'hui dans les chiffres déplorables sur l'emploi. J'espère que le gouvernement se sent sérieusement interpellé par ces chiffres. Il doit changer de cap en conséquence.

**L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.):** Madame la Présidente, je crois qu'il s'est passé moins de six semaines depuis que les Canadiens se sont rendus aux urnes et ont élu tous les députés. Les élections ont été très intéressantes et un nombre record de Canadiens se sont mobilisés, du moins dans la région de Waterloo. J'ai profité du porte-à-porte pour écouter ce que les gens avaient à dire, et j'ai constaté qu'ils ne répétaient pas tous la même chose. Ils exprimaient une diversité de points de vue et de perspectives, mais on sentait clairement que, selon eux, le gouvernement avait un rôle à jouer.

Ce que le député a dit aujourd'hui est assez révélateur. C'est la première fois qu'un conservateur dit avec autant d'honnêteté que le gouvernement doit « cesser de faire ». S'il y a une chose que les Canadiens de ma collectivité savaient pendant la campagne, c'est que si un gouvernement conservateur était élu — espérons que cela ne se produise pas de sitôt —, il n'investirait pas dans les Canadiens et ne serait pas là pour eux parce que les conservateurs ne croient pas que le gouvernement a un rôle à jouer.

Le député a l'habitude de voter contre les prestations et les programmes, comme l'Allocation canadienne pour enfants, le programme national de garderies et le régime de soins dentaires. Il vote contre nos concitoyens, contre les Canadiens. Reconnaît-il que le projet de loi à l'étude contient des mesures importantes que les Canadiens appuient et dont ils souhaitent l'adoption? Pourrait-il envisager d'appuyer les mesures proposées dans ce projet de loi pour aider les Canadiens?

• (1050)

**Garnett Genuis:** Madame la Présidente, ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement libéral doit cesser de faire ce qu'il fait et adopter une approche très différente.

Pour répondre à la députée, je voudrais attirer son attention sur sa région. Elle parle de ce que les gens de Kitchener-Waterloo lui disent ou pensent, et je constate que le taux de chômage dans sa région est nettement supérieur à la moyenne nationale, ce qu'elle n'a peut-être pas encore vu. La moyenne nationale est de 7 %, ce qui est très élevé et, selon les données publiées aujourd'hui par Statistique Canada, le taux de chômage est de 8,5 % dans la région de la députée.

Plutôt que de poser une question aussi partisane, je pense que la députée devrait nous demander ce qui peut être fait au sujet du taux de chômage de 8,5 % dans sa région. Pourquoi ne défend-elle pas ses concitoyens au lieu de constamment prendre la défense du gouvernement?

Elle veut savoir ce que nous devrions faire. Ce que nous recommandons aux libéraux, c'est de réduire les impôts, d'arrêter de nuire au développement, d'éliminer les barrières pour que les particuliers et les entreprises puissent investir et croître ainsi que de réparer le gâchis qu'ils ont créé dans le système d'immigration. S'ils font ce que nous leur recommandons de faire depuis toujours, le taux de chômage très élevé de 8,5 % dans sa région devrait pouvoir baisser.

**Lori Idlout (Nunavut, NPD):** *Uqaqtittiji*, je tiens à m'excuser à l'avance auprès du député, car je vais lui poser une question sur un sujet dont il n'a pas vraiment parlé.

En examinant le projet de loi C-4, qui est censé porter sur les mesures d'abordabilité, j'ai remarqué qu'il contient des modifications visant à abroger des articles de la Loi électorale du Canada. Je me demande ce qu'il pense de cette abrogation, qui semble n'avoir rien à voir avec les mesures d'abordabilité.

**Garnett Genuis:** Madame la Présidente, il me semble y avoir un amalgame étrange de dispositions dans le projet de loi, mais je laisserai à notre ministre du cabinet fantôme chargé des institutions démocratiques le soin d'en parler plus en détail. Je veux lui donner l'occasion de s'exprimer sur ces dispositions en particulier.

Je tiens à exprimer ma sympathie aux habitants de Nunavut. Les taux de chômage affichés pour certaines régions du pays nous permettent de constater une augmentation très spectaculaire, de plus de 1 point de pourcentage, y compris...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le temps est écoulé.

[Français]

Nous reprenons le débat. L'honorable députée de Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan a la parole.

**Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ):** Madame la Présidente, j'aimerais obtenir le consentement unanime de la Chambre pour partager mon temps de parole avec le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères.

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Marilène Gill:** Madame la Présidente, comme je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire, j'aimerais remercier les électeurs de ma circonscription, Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, de l'appui qu'ils m'ont donné il y a un peu plus d'un mois. Ils m'ont accordé leur appui pour une quatrième fois et je dois dire très humblement que j'ai été touchée par cette confiance renouvelée. Je remercie mes concitoyens.

Je remercie également mon équipe, car un député seul n'est absolument rien. Oui, il y a les électeurs, mais il y a aussi notre équipe et tous les bénévoles qui nous entourent pour faire en sorte que nous puissions continuer de travailler sur tous les enjeux qui sont importants chez nous. Les enjeux abordés durant la campagne électorale ont été éminemment économiques et je me serais attendue à ce qu'on les aborde déjà à la Chambre en début de législature. Comme plusieurs de mes collègues à la Chambre l'ont fait remarquer, le gouvernement présent s'est fait élire en répétant sa volonté de « régler ». On avait d'ailleurs l'impression que c'était la seule promesse qui était mise de l'avant pendant les élections. Je dis « régler », mais je ne sais pas si c'est le bon terme. D'une part, il y a la question des droits de douane avec les États-Unis. D'autre part, on nous rappelle aussi qu'on veut créer de la richesse et bâtir un Canada. Or, on parle tout le temps des questions économiques.

J'aimerais souligner de nouveau ce qui est selon moi absolument irresponsable de la part du gouvernement. Je dois le dire. D'ailleurs, c'est là-dessus que portait l'amendement proposé par les conservateurs, auquel nous étions favorables. Le gouvernement ne présente même pas de budget. On parle d'économie et on parle des craintes dans la population. Chez moi, il y a l'industrie de la forêt, l'industrie de l'aluminium et l'industrie de l'acier. Les gens sont inquiets, mais on ne nous présente absolument rien pour ces industries. On ne présente même pas un budget, alors que, à mon sens, la responsabilité première d'un gouvernement est de dire où en sont les finances et où on s'en va. Il faut présenter un état de la situation avant de décider de quelle façon on dépensera un budget dont on ne connaît même pas la teneur. C'est la première chose que je souhaitais mentionner.

Dans la première partie du projet de loi C-4, on propose une baisse d'impôt. Bien évidemment, il est surprenant qu'on propose une baisse d'impôt alors n'a même pas présenté de budget ou d'énoncé économique. On propose déjà une dépense, sans toutefois indiquer de quelle manière on obtiendra cet argent. Cela sème beaucoup d'inquiétude. D'un côté, nous ne sommes pas contre la tarte aux pommes, nous sommes en faveur du principe des baisses d'impôt. D'un autre côté, il faut être en mesure de choisir qui paiera pour la baisse d'impôt. Est-ce qu'on va réduire les transferts en santé?

### Déclarations de députés

J'ai parlé d'économie, mais, pendant toute ma campagne électorale, on m'a parlé de la santé. On sait que les transferts en santé du gouvernement fédéral au Québec et aux provinces ont diminué comme peau de chagrin. On m'a parlé des soins de santé qui ne sont pas offerts chez moi. Sur 1 300 kilomètres de côte, il y en a 400, 500, 600, et même plus où les gens n'arrivent pas à avoir de médecin ou à recevoir des soins comme la dialyse, par exemple. Cela fait que des gens doivent s'exiler. C'est un exemple très précis, très concret des besoins qui existent. On s'attend à ce que le gouvernement fédéral assume ses responsabilités. Je donne la chance au coureur, mais à mon sens, la promesse de baisse d'impôt qu'on a faite était très électoraliste. Cette baisse d'impôt correspond présentement à 4 \$ par semaine. Ce sera 8 \$ en 2026. Or, on ne dit pas où on va puiser l'argent pour payer cette mesure.

Nous espérons que le gouvernement répondra à l'amendement qui a été adopté et présentera un budget d'ici la fin du printemps. Nous espérons qu'il respectera tout ce qui relève de la compétence et des institutions du Québec, notamment l'Assemblée nationale. Cela me permettra de faire une transition avec un autre aspect du projet de loi, soit l'abolition d'une partie de la taxe sur le carbone.

• (1055)

Encore une fois, pendant la campagne électorale, c'est un chèque que promettait le premier ministre à l'ensemble des Canadiens, mis à part les résidents du Québec et de la Colombie-Britannique, à la suite de l'abolition de la taxe sur le carbone. Ce chèque couvrirait une période de trois mois se terminant à la fin de juin. En fait, ce chèque n'est pas un remboursement aux consommateurs puisque la taxe n'est déjà plus perçue. Ce chèque est donc une manœuvre électorale qui va nous coûter 3,7 milliards de dollars. Je dis bien « nous », mais les Québécois ne font pas partie des privilégiés qui auront droit à ce montant. Ce sont 814 millions de dollars dont est privé le Québec. L'Assemblée nationale du Québec...

• (1100)

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je dois interrompre l'honorable député.

Elle disposera de quatre minutes cinq secondes pour finir son discours après la période des questions orales.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

### SERGE DION

**Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.):** Madame la Présidente, c'est le 30 mai dernier, lors du Gala Stellar de la Chambre de commerce et d'industrie de Thérèse-De Blainville, un événement incontournable de grande envergure, qu'une figure marquante de notre communauté au parcours exceptionnel a été honorée.

M. Serge Dion a reçu le prestigieux prix Jean-Marc Boisvert. À la tête de Jardin Dion, il a bâti une entreprise florissante qui emploie aujourd'hui plus de 250 personnes. Il a su innover et accompagner la troisième génération avec générosité et vision.

### *Déclarations de députés*

Au-delà de l'entrepreneur, c'est l'homme engagé que je tiens à saluer aujourd'hui. Son impact dépasse largement le monde des affaires. Il a été président du Club Lions de Sainte-Thérèse, de la Chambre de commerce et d'industrie de Thérèse-De-Blainville, d'Odyscène, sans oublier qu'il s'est engagé dans plusieurs causes locales, notamment la Maison des jeunes, la Société Alzheimer des Laurentides et la Fondation Hôpital Saint-Eustache.

Le parcours de M. Dion est une source d'inspiration. Je le remercie de faire rayonner notre MRC avec autant de cœur, d'audace et de constance; bâtir, transformer et innover.

\* \* \*

[Traduction]

### LE REGISTRE DES AGENTS D'INFLUENCE ÉTRANGERS

**Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC):** Madame la Présidente, sous le régime libéral, le Canada est devenu le terrain de jeu de l'ingérence étrangère. Depuis des années, le Service canadien du renseignement de sécurité, des experts en sécurité nationale et des groupes de la diaspora demandent aux libéraux de créer un registre des agents d'influence étrangers afin de contrer l'ingérence étrangère.

Ce n'est qu'après avoir été pris en flagrant délit d'avoir fermé les yeux sur l'ingérence de Pékin dans notre démocratie que les libéraux ont finalement présenté un projet de loi visant à créer un registre. Cette mesure législative a été adoptée il y a un an de cela, et où en est le registre? Aucun bureau n'a été créé, aucun commissaire n'a été nommé et aucun calendrier n'a été fourni. Après s'être opposés et avoir fait obstacle à la création d'un registre pendant des années, les libéraux ont adopté une dernière tactique qui semble être celle du report sans fin.

Leur comportement est tout à fait inexcusable. Il est temps que les libéraux prennent enfin au sérieux l'ingérence étrangère et mettent en place ce registre dès maintenant.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE DES MARITIMES

**Alana Hirtle (Cumberland—Colchester, Lib.):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour remercier le premier ministre Houston, la première ministre Holt et notre gouvernement fédéral du leadership dont ils ont fait preuve en prenant des mesures essentielles de protection contre les inondations dans l'isthme de Chignecto. Il ne s'agit pas seulement de protéger des terres. Il s'agit de protéger des moyens de subsistance, des chaînes d'approvisionnement et le pilier économique du Canada atlantique.

Alors que le gouvernement renforce sa confiance dans les entreprises canadiennes et poursuit son objectif de création d'une économie canadienne unifiée, nous ne pouvons pas nous arrêter en chemin. Les Maritimes recèlent un potentiel inexploité qui exige notre engagement indéfectible. Chaque dollar que nous investissons dans le renforcement de ce corridor vital est un dollar investi dans les travailleurs, les familles et l'avenir des Maritimes.

La question n'est pas de savoir si nous pouvons nous permettre d'investir davantage dans les Maritimes, mais plutôt si nous pouvons nous permettre de ne pas le faire. Travaillons ensemble, en faisant abstraction des clivages politiques, afin de libérer tout le potentiel économique des Maritimes.

[Français]

### UN COLLOQUE CITOYEN SUR L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

**Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC):** Madame la Présidente, la semaine dernière, la région de Charlevoix a été l'hôte du tout premier colloque citoyen sur l'amélioration de la santé, une première au Québec et au Canada. Cela nous prouve qu'encore aujourd'hui, en fait plus que jamais, la santé est l'affaire de nous tous. Le colloque a rassemblé des élus, des professionnels, des citoyens, des chercheurs et des médecins autour du thème de la santé.

Organisé par le Dr Jean-Luc Dupuis et son équipe, l'événement a permis d'identifier des solutions concrètes aux problèmes de santé d'aujourd'hui, de l'accès aux soins jusqu'à la prévention des maladies chroniques. L'ensemble des conférences couvrirait quatre axes principaux: la santé mentale, la santé physique, la santé alimentaire et la santé environnementale.

Je tiens à saluer les organisateurs et tous ceux qui ont participé. Je veux qu'ils sachent qu'ils ont à Ottawa un allié de taille, parce que « prévenir, c'est guérir » et que c'est plus important que jamais. Dans Charlevoix, il faut que ça bouge.

\* \* \*

### LES REMERCIEMENTS D'UN DÉPUTÉ

**Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.):** Madame la Présidente, alors que je prends la parole pour ma première déclaration de député à la Chambre, je tiens à remercier les citoyennes et les citoyens d'Honoré-Mercier de m'avoir accordé leur confiance. Je suis ici grâce à eux et grâce à une équipe de bénévoles, d'amis et de collègues qui ont cru dans la vision d'un Canada plus fort, plus uni et plus juste.

[Traduction]

Je voudrais également profiter de cette occasion pour remercier ma femme et mes deux jeunes filles de m'avoir accompagné dans cette démarche. Être député est un privilège absolu, mais les efforts pour y arriver exigent des sacrifices, en particulier pour nos proches.

Sur cette note, je tiens également à remercier tous les députés pour leur travail. Je tiens à remercier leurs familles de leur soutien. Elles jouent un rôle essentiel dans notre processus démocratique, et j'invite tous ceux qui le reconnaissent à applaudir.

• (1105)

#### DUFFERIN—CALEDON

**Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC):** Madame la Présidente, aujourd'hui, je tiens à remercier les habitants de Dufferin—Caledon qui m'ont élu pour la troisième fois consécutive depuis 2019. Je dois ma réélection à de nombreuses personnes, principalement les bénévoles et ceux qui ont travaillé si fort pour ma campagne: mon directeur de campagne, mon président de campagne, le sultan des affiches et mon équipe chargée de l'affichage — laquelle a installé le plus grand nombre d'affiches qu'il m'ait été donné de voir jusqu'ici —, ainsi que tous ceux qui, jour après jour sans exception, ont fait du porte-à-porte et tous ceux qui ont travaillé le jour des élections. Grâce aux efforts de tous ces gens, j'ai obtenu 42 500 voix, soit le plus grand nombre de voix jamais obtenues par un conservateur dans l'histoire de la circonscription de Dufferin—Caledon.

Bien sûr, je tiens à remercier ma femme, qui est mon roc et qui est toujours là pour moi.

Je tiens à dire aux habitants de Dufferin—Caledon que je travaillerai sans relâche pour représenter leurs intérêts ici au Parlement et que je veillerai à ce que le gouvernement leur rende des comptes.

\* \* \*

[Français]

#### TERREBONNE

**Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.):** Madame la Présidente, c'est avec un profond sentiment d'honneur et d'humilité que je prends la parole aujourd'hui pour remercier les citoyennes et les citoyens de Terrebonne de m'avoir accordé leur confiance et de me permettre de les représenter à la Chambre des communes.

Tout au long de cette campagne électorale marquante, j'ai eu le privilège de rencontrer des centaines de personnes dans les centres commerciaux, dans les résidences pour aînés, dans les lieux de culte et lors du porte-à-porte. Ces échanges sincères m'ont permis d'entendre leurs préoccupations, leurs aspirations et leurs désirs de changement. Aujourd'hui, nous y sommes.

Je tiens à remercier mes parents de leur soutien inconditionnel tout au long de cette aventure. Je remercie également mon équipe de bénévoles ainsi que tous celles et ceux qui ont cru en moi jusqu'au bout.

Je m'engage à être à l'écoute de mes concitoyens et de mes concitoyennes, à défendre leurs intérêts avec rigueur et à travailler avec les autres ordres de gouvernement sans relâche pour améliorer leur quotidien. Ensemble...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** L'honorable députée de Calgary Nose Hill a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

#### LE SYSTÈME D'IMMIGRATION

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Madame la Présidente, nous avons appris aujourd'hui que le taux de chômage a grimpé à 7 %. Le taux de chômage chez les jeunes Canadiens est de 14,2 %, et pour les étudiants canadiens qui retourneront aux études cet automne, le taux est de 20,1 %. C'est effarant.

#### Déclarations de députés

Les perspectives sont encore plus sombres. La Banque TD s'attend à 100 000 pertes d'emplois cet automne, et la Banque du Canada vient de déclarer que les entreprises prévoient réduire considérablement l'embauche. Pourtant, les libéraux ont délivré plus de 500 000 visas d'étudiants étrangers et 101 000 permis de travail temporaires l'an dernier, et plus de 300 000 demandes d'asile de travailleurs étrangers — ce qui correspond à peu près à la population d'Ottawa — sont en attente. Cela signifie une concurrence encore plus forte pour des emplois qui se font rares.

Cette situation n'est équitable pour personne, et ce n'est pas la faute des immigrants qui sont venus au Canada dans l'espoir d'une vie meilleure. C'est plutôt la faute des libéraux, qui ont brisé le système d'immigration tout en faisant la promotion de dépenses inflationnistes et de politiques destructrices d'emplois.

La voie à suivre est plus qu'évidente. Les conservateurs exigent que les libéraux...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** La députée de Shefford a la parole.

\* \* \*

[Français]

#### LA VOIX DE L'EST

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Madame la Présidente, je souhaite attirer l'attention de la Chambre sur le 90<sup>e</sup> anniversaire de *La Voix de l'Est*, un journal fondé en 1935 à Granby par un groupe d'hommes francophones engagés, les politiciens Horace Boivin et Joseph-Hermas Leclerc, et l'industriel et journaliste Aimé Laurion.

Dès ses débuts, *La Voix de l'Est* devient un puissant outil d'expression pour les idées progressistes, participant à façonner le développement de Granby et de sa région. Ce journal n'a jamais été une publication parmi tant d'autres. Pour de nombreuses familles, il a représenté une source d'affirmation et de cohésion. Il demeure un vecteur essentiel d'identité locale.

*La Voix de l'Est* a su évoluer au fil des décennies en développant de nouveaux projets et en renaissant récemment sous forme de coopérative grâce à la volonté de ses employés.

Aujourd'hui, la mission se poursuit en format numérique avec le même engagement envers l'information de qualité. Dans un contexte où les médias régionaux sont fragilisés, préserver cette voix est crucial pour maintenir une démocratie forte, informée et enracinée dans ses communautés.

\* \* \*

• (1110)

[Traduction]

#### LE TIBET

**Karim Bardeesy (Taiaiko'n—Parkdale—High Park, Lib.):** Madame la Présidente, il y a 36 ans cette semaine, le monde a observé avec horreur des militants pro-démocratie pacifiques être accueillis par des chars d'assaut et des coups de feu sur la place Tiananmen. Ce qui est moins connu, mais dont plusieurs habitants de ma circonscription se souviennent très bien, c'est que, depuis des décennies, les Tibétains subissent une répression brutale alors qu'ils font valoir leurs droits fondamentaux à la liberté et à la dignité.

### Déclarations de députés

Aujourd'hui, cette répression se traduit par une nouvelle forme d'horreur: des pensionnats de type colonial, dirigés par le gouvernement chinois, qui abritent environ 1 million d'enfants tibétains. Selon un nouveau rapport du Tibet Action Institute, ces écoles séparent maintenant des enfants d'à peine 4 ans de leurs parents, ce qui prive les enfants tibétains de leur religion et de leur langue maternelle et qui risque de détruire la culture tibétaine en Chine.

Au cours des dernières semaines, j'ai rencontré le sikyong, ou chef du gouvernement tibétain en exil, et plusieurs autres groupes tibétains de défense des droits de la personne, qui sont guidés par Sa Sainteté le dalaï-lama. Leur engagement inébranlable et non violent à l'égard de l'autodétermination du Tibet, de la justice et de la survie culturelle est profondément inspirant.

Je suis fier de représenter la résiliente communauté tibétaine de Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park. Avec la communauté représentée par mon collègue le député d'Etobicoke—Lakeshore, il s'agit de la plus grande population de Tibétains et de Canadiens d'origine tibétaine en Amérique du Nord. Nous leur disons que nous les voyons, que nous les entendons et que nous sommes à leurs côtés.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

**Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, en tant que jeune mère au début des années 1980, j'ai connu les difficultés que tant de mères connaissent aujourd'hui.

Sous le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau, les ressources d'ici ont été détournées et l'économie du pays a été ravagée. Les taux d'intérêt ont grimpé à 22 %. Quand nous parlons de l'inflation la plus élevée en 40 ans sous le gouvernement libéral actuel, cela me ramène 40 ans en arrière, à l'époque où, en tant que propriétaires d'une petite entreprise avec une jeune famille, nous avons vécu cette catastrophe en temps réel.

Aujourd'hui, mes enfants et mes petits-enfants vivent les mêmes difficultés. La hausse du prix des aliments, à elle seule, est un énorme fardeau. Le premier ministre libéral continue sur la même lancée, en causant encore plus de chaos. Après 10 ans de déficits inflationnistes libéraux, un nombre record de Canadiens ont recours aux banques alimentaires, les mères seules diluent le lait et les gens mangent des repas moins nutritifs.

Le premier ministre se targue d'être un banquier qui sait comment faire croître l'économie sans dépenser. Que fait-il pour résoudre cette crise inflationniste? Il prévoit un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses.

\* \* \*

### LE JOUR DES CLUBS BGC

**Mike Kelloway (Sydney—Glace Bay, Lib.):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour reconnaître une célébration annuelle et dynamique au cœur de ma circonscription: le jour des Clubs garçons et filles du Canada, organisé par le Club garçons et filles de Whitney Pier.

Les célébrations de cette année ont une importance particulière, étant donné que les Clubs garçons et filles du Canada célèbrent leur 125<sup>e</sup> anniversaire. Il s'agit d'un jalon remarquable dans cette tradition de soutien des enfants et des jeunes partout au pays. Le Club garçons et filles est un pilier de notre collectivité depuis des générations, offrant des milieux sûrs et bienveillants où les jeunes peuvent apprendre, grandir et s'épanouir.

Chaque année, le jour des Clubs rassemble des familles, des bénévoles et des jeunes pour célébrer l'inclusion, le leadership et l'esprit communautaire qui définissent la belle collectivité de Whitney Pier. Cet événement est plus qu'une journée d'amusement et d'activités. Il rappelle avec puissance l'incroyable travail effectué au quotidien pour donner du pouvoir à la prochaine génération.

Le dévouement du personnel, de Chester Borden, des bénévoles et de la collectivité de Whitney Pier crée un Cap-Breton meilleur et un Whitney Pier meilleur. Je leur souhaite un joyeux jour des Clubs BGC.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC):** Madame la Présidente, depuis 10 ans, les libéraux ciblent sans relâche les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, les chasseurs et les tireurs sportifs tout en laissant les trafiquants d'armes et les criminels s'en tirer à bon compte. Voilà maintenant que le premier ministre s'est engagé à relancer le programme de saisie d'armes à feu de Justin Trudeau.

Le budget principal des dépenses du gouvernement montre que les libéraux dépenseront quatre fois plus pour cibler les propriétaires légitimes d'armes à feu que pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu dans notre pays. Tout cela n'a rien à voir avec la sécurité publique. C'est du théâtre politique destiné à apaiser les idéologues qui n'ont jamais tenu d'arme à feu et qui ne comprennent pas ce qu'est la possession responsable d'une arme à feu. J'inclus dans ce groupe le ministre de la Sécurité publique.

En tant que député de Saint John—St. Croix, je voterai contre ces mesures, je travaillerai pour protéger les collectivités et je défendrai les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois aux quatre coins du pays. C'est le bon sens, et non l'idéologie, qui doit guider nos lois en matière de sécurité publique. Il est temps de mettre les criminels en prison, et non de les libérer sous caution, et de faire échec au crime.

\* \* \*

### UN ACTE DE BRAVOURE REMARQUABLE

**L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour saluer l'acte extraordinaire de courage et d'altruisme de M. Lee Spafford, un chauffeur d'UPS de ma circonscription de Kingston et les Îles, dont la bravoure a transformé une journée de travail ordinaire en un moment héroïque.

Alors qu'il effectuait sa tournée de livraisons, M. Spafford a aperçu de la fumée qui semblait s'élever derrière une maison. Sans hésiter, il s'est rendu sur place et a constaté que la maison était effectivement en feu. Sans se soucier de sa propre sécurité, il s'est précipité à l'intérieur et a sauvé une femme âgée qui était seule et piégée à l'intérieur. Son intervention rapide et courageuse a sauvé une vie et illustre parfaitement l'esprit communautaire qui anime notre circonscription.

Dans un monde où les gros titres font souvent état de divisions, M. Spafford nous rappelle l'existence parmi nous de héros discrets, qui interviennent non pas pour être reconnus, mais pour faire ce qui est juste. Nous remercions M. Spafford de son intervention.

• (1115)

### L'EMPLOI

**Eric Duncan (Stormont—Dundas—Glengarry, PCC):** Madame la Présidente, les plus récentes données sur l'emploi ont été publiées, et la situation est mauvaise. Le taux de chômage a augmenté de 7 %; il est passé à 14 % en un an seulement et il a atteint son niveau le plus élevé en 10 ans, si l'on exclut la période de la pandémie.

Depuis le début de l'année, la création d'emplois est pratiquement au point mort. Un étudiant sur cinq est au chômage et cherche du travail. Statistique Canada a d'ailleurs confirmé à quel point la situation économique s'est détériorée: « [...] les personnes éprouvent davantage de difficultés à se trouver un emploi dans le marché du travail actuel. » Voilà le résultat de 10 années de politiques inflationnistes et nuisibles à l'emploi de la part du gouvernement libéral. Pourtant, le premier ministre veut reprendre la même approche malavisée qui a mis le pays dans le pétrin en premier lieu. Il avait promis de plafonner les dépenses à 2 %, mais le premier projet de loi de dépenses que son gouvernement a présenté les augmentait de 8 %, ce qui est énorme. Cela représente un demi-billion de dollars de dépenses inflationnistes supplémentaires, et sans budget.

Quand les libéraux comptent-ils faire preuve de sérieux et présenter un budget, afin que les 1,6 million de Canadiens au chômage puissent retourner au travail?

\* \* \*

[Français]

### LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

**Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.):** Madame la Présidente, je suis profondément préoccupée par les nouvelles menaces du président Trump d'imposer des droits de douane supplémentaires à nos industries canadiennes de l'acier et l'aluminium. Les industries de l'aluminium et de l'acier au Canada et aux États-Unis sont étroitement intégrées. Quand on construit ensemble, on prospère.

En avril, j'ai eu le privilège de visiter l'entreprise Ivaco Rolling Mills, à L'Orignal, et j'ai pu échanger directement avec les travailleurs et la direction au sujet des défis auxquels font face nos industries de l'acier dans Prescott—Russell—Cumberland.

[Traduction]

Cette semaine, j'ai de nouveau rencontré le président d'Ivaco, Stéphane Oehrli, pour discuter des préoccupations croissantes au sujet de la dernière menace du président Trump d'imposer des droits de douane de 50 % sur l'acier canadien. Tout comme le gouvernement, j'appuie fermement Ivaco et tous les travailleurs de l'acier et de l'aluminium de Prescott—Russell—Cumberland et de partout ailleurs au Canada.

Le gouvernement libéral se bat pour les industries de l'acier et de l'aluminium afin d'assurer un commerce équitable, de protéger les bons emplois et de défendre ces industries vitales contre des pressions étrangères injustes...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Nous passons aux questions orales.

Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

*Questions orales.*

### QUESTIONS ORALES.

[Traduction]

### L'EMPLOI

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, les données sur l'emploi ont été publiées, et elles sont mauvaises. Les politiques libérales inefficaces ont maintenant provoqué une véritable crise du chômage: un taux de chômage global de 7 %. En Ontario seulement, 25 000 emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier, et un étudiant sur cinq ne pourra pas trouver d'emploi cet été.

Quand le gouvernement annulera-t-il ses politiques nuisibles à l'emploi afin que les Canadiens puissent retourner au travail?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Madame la Présidente, nous avons vu les chiffres sur l'emploi, et je dirais que c'est en grande partie à cause de la guerre commerciale qui nous oppose à notre voisin du Sud. Pour les Canadiens — et je sais que les conservateurs s'en réjouiront —, nous présenterons plus tard aujourd'hui un projet de loi, ainsi qu'un plan pour bâtir un Canada fort.

De l'autre côté de la Chambre, ils ne font que poser des questions. De ce côté-ci de la Chambre, nous proposons des plans pour renforcer le Canada.

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, le fait est que le taux de chômage ne cesse d'augmenter sous ce gouvernement depuis maintenant deux ans.

Cette semaine, j'ai discuté avec Josh, un ouvrier expérimenté et travailleur dans la fin de la trentaine. Josh est au chômage depuis plus d'un an; il a postulé pour plus de 1 000 emplois. Les données publiées par Statistique Canada indiquent que les Canadiens au chômage comme Josh demeurent dans cette situation de plus en plus longtemps, et sont de plus en plus désespérés.

En augmentant les impôts, en entravant le développement, et en laissant l'immigration échapper à son contrôle, le gouvernement libéral prive des gens comme Josh des chances qu'ils méritent. Les libéraux ont-ils l'intention de changer de cap pour permettre à Josh et aux autres Canadiens au chômage de retrouver du travail?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai une pensée pour Josh, pour sa famille, pour sa collectivité, ainsi que pour toutes les collectivités du pays affectées par la présente guerre commerciale. Voilà pourquoi nous présenterons un projet de loi plus tard aujourd'hui qui comporte un plan. Pour régler le problème de Josh, nous avons besoin d'un plan visant à créer des débouchés, et à bâtir un Canada fort, confiant et prospère.

Par ailleurs, je tiens à saluer le travail de mes collègues, la ministre des Transports et le ministre de l'Unité de l'économie canadienne. Ils ont fait de l'excellent travail pour bâtir une économie canadienne qui va permettre de créer...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

*Questions orales.*

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, si les libéraux avaient un plan pour lutter contre le chômage, la façon habituelle de le présenter à la Chambre des communes consisterait à l'inclure dans ce qu'on appelle un budget. Or, nous n'avons pas de budget. En réponse au terrible taux de chômage, ils blâment les autres, ils blâment les événements externes et ils omettent de présenter un budget à la Chambre des communes.

Les libéraux ont dit qu'il faut un plan. Ils n'ont pas de plan. Ils n'ont pas de budget. Ils n'ont aucun plan pour s'attaquer au chômage, qui est hors de contrôle. Ils doivent réduire les impôts, permettre le développement et contrôler l'immigration. Quand vont-ils changer de cap afin que les gens puissent retourner au travail?

• (1120)

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, le gouvernement a bel et bien un plan. Ce plan sera déposé plus tard aujourd'hui sous la forme d'un projet de loi que le député et ses collègues auront l'occasion d'appuyer. Il s'agit d'un plan pour bâtir notre pays, un plan pour collaborer avec tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux du pays, qui ont appuyé ce plan, un plan pour réaliser de grands projets, un plan pour remettre notre économie sur la bonne voie et un plan pour créer des débouchés pour les Canadiens d'un océan à l'autre. Le député appuiera-t-il notre plan?

**Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC):** Madame la Présidente, nous avons appris aujourd'hui que le taux de chômage au Canada a grimpé à 7 %, soit le taux le plus élevé jamais observé depuis une décennie, en dehors de la pandémie. Chez les étudiants, ce taux est encore plus élevé, à plus de 21 %. Les jeunes Canadiens sont impatients de commencer leur carrière, mais ils se heurtent constamment à des obstacles. Ils veulent être indépendants et ne pas être un fardeau pour leurs parents.

Depuis 10 ans, les libéraux sont à la barre de notre économie, et les choses ne font que se détériorer. Les libéraux ont créé cette crise du chômage. Ont-ils un vrai plan pour régler le problème?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Madame la Présidente, nous sommes solidaires des familles qui sont touchées par des droits de douane injustes et illégaux imposés au sud de notre frontière. Nous sommes solidaires de ces entreprises.

Nous sommes un gouvernement d'action. Nous venons de présenter un projet de loi visant à réduire les impôts de 22 millions de Canadiens, nous réduisons la taxe sur le carbone et nous réduisons les taxes pour les acheteurs d'une première maison.

[Français]

**Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC):** Madame la Présidente, le taux de chômage chez les jeunes du Québec est trois fois plus élevé que pour le reste de la population. On parle de 17 % au lieu de 5 %. Les offres d'emploi estivales ont chuté de 22 % depuis un an. Alors que le prix des maisons explose à coups de centaines de milliers de dollars, nos jeunes veulent juste commencer à travailler pour être capables d'amasser un petit peu d'argent.

Quand est-ce que le gouvernement va finalement déposer un budget pour que nos jeunes puissent budgéter leur avenir?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Madame la Présidente, mon collègue aura justement la chance, plus tard aujourd'hui, de voter en

faveur d'une mesure législative qui contient un plan pour bâtir un Canada fort et des projets d'intérêt national pour s'assurer que le Canada est l'économie la plus forte du G7, que les industries peuvent prospérer, et que les jeunes peuvent trouver un emploi dans le futur.

La façon de bâtir un Canada fort, c'est de présenter un plan d'action. C'est exactement ce que nous allons faire de ce côté-ci de la Chambre. Les Canadiens vont regarder ce que les conservateurs vont faire. Vont-ils nous appuyer pour bâtir un Canada fort?

**Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC):** Madame la Présidente, ce ne sont encore que des mots et il n'y a toujours pas de budget en vue pour nous.

Nos jeunes veulent juste participer à l'économie et s'assurer de travailler pour bâtir leur futur. Là, on apprend que le chômage est trois fois plus élevé chez nos jeunes que dans le reste de la population. Pire, un nouveau rapport de Statistique Canada nous dit qu'il y a 1,6 million de personnes qui sont au chômage, ce qui est une augmentation de 13,8 % depuis l'année passée.

Quand est-ce que le gouvernement va arrêter d'abandonner nos jeunes qui veulent juste travailler pour se bâtir un futur?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Madame la Présidente, ce que les jeunes veulent voir, c'est ce que les conservateurs vont faire aujourd'hui.

Au lieu de juste parler, ils vont avoir l'occasion d'agir pour soutenir les jeunes partout au pays en appuyant une mesure législative qui est un plan ambitieux pour le Canada. Le premier ministre a présenté un plan ambitieux. Il a eu une réunion avec tous les premiers ministres des provinces et des territoires. Le Canada est plus uni que jamais à bâtir un avenir fort pour nos jeunes, nos communautés et nos industries.

Les conservateurs vont-ils appuyer notre plan pour un Canada fort?

\* \* \*

#### LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

**Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ):** Madame la Présidente, ça fait trois mois que nos industries de l'aluminium et de l'acier subissent les droits de douane de Donald Trump sans aide d'Ottawa. Cette semaine, ces droits de douane ont doublé.

Des employeurs comme Alouette ou Alcoa dans une région comme la Côte-Nord, c'est le cœur de l'économie, sans compter toutes les entreprises qui dépendent de l'acier. Il faut prévoir des liquidités pour nos industries. Il faut rediriger l'argent des contre-mesures tarifaires. Il faut créer une subvention salariale pour prévenir des pertes d'emploi.

Après trois mois de guerre tarifaire, qu'est-ce qu'Ottawa attend?

• (1125)

**L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.):** Madame la Présidente, au contraire, nous n'attendons pas.

Mon collègue le ministre des Finances et moi avons rencontré, entre autres, les gens de l'industrie de l'acier, hier. Nous avons parlé de l'importance des liquidités pour soutenir le secteur de l'aluminium au Québec et partout au Canada. Le ministère des Finances dispose d'un mécanisme conçu précisément pour offrir cet appui. Nous avons déjà adapté les mesures d'assurance-emploi avant même l'élection afin d'y garantir l'accès pour les travailleurs. Nous allons continuer de travailler avec les travailleurs et l'industrie afin de nous assurer d'être là pour l'industrie tout en nous tenant debout contre...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** L'honorable députée de Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan a la parole.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

**Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ):** Madame la Présidente, un lien d'emploi, ce n'est pas l'assurance-emploi. Les libéraux abandonnent nos régions, on le voit.

Il y a un autre exemple, celui du bois d'oeuvre. Le Groupe Remabec, entre autres, fait des mises à pied partout au Québec, comme le fait aussi Arbec chez nous. Notre industrie est en guerre commerciale avec les Américains, pas depuis l'élection de Donald Trump, mais depuis son premier mandat en 2017. Ça fait huit ans que notre foresterie subit des droits de douane américains, sans liquidités et sans soutien pour créer de la valeur ajoutée avec la transformation.

Combien de mises à pied est-ce que ça prendra encore pour qu'Ottawa bouge?

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Madame la Présidente, l'industrie du bois d'oeuvre est très importante pour le Canada et ses régions. C'est une des raisons pour lesquelles je serai très contente d'obtenir l'appui de tous les députés à la Chambre en faveur de notre mesure législative visant à mettre en œuvre notre plan pour bâtir une économie canadienne. Ce plan va vraiment bâtir le Canada. Nous avons besoin du bois d'oeuvre pour bâtir notre magnifique pays. C'est pour cette raison que tous les gens qui se préoccupent de l'industrie du bois d'oeuvre doivent appuyer ce projet de loi.

**Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ):** Madame la Présidente, alors que les attaques de Donald Trump sur notre économie s'aggravent, nos industries ne demandent pas la lune. Elles demandent des garanties qu'elles auront accès à des liquidités lorsque nécessaire, des garanties qu'elles auront accès à une subvention salariale pour garder leurs travailleurs, leur expertise.

Tout ce que nous demandons aux libéraux, c'est de penser un coup d'avance pour une fois, au lieu d'attendre que des usines ferment et que des Québécois perdent leur emploi. Il faut agir au lieu de réagir trop tard.

Qu'est-ce qu'ils attendent?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, tout comme le caucus du Parti conservateur, le Bloc québécois aura une occasion en or d'appuyer le gouvernement du Québec, voire l'ensemble des gouvernements provinciaux et territoriaux du pays, les acteurs du milieu, le monde des affaires, les syndicats et surtout les gens en quête de bonnes occasions, car nous entendons bâtir le pays à coups de projets majeurs.

### Questions orales.

Nous entendons répondre à M. Trump et aux Américains avec la construction et l'édification de grands projets au pays. Le Bloc québécois aura l'occasion plus tard cet après-midi de venir appuyer un plan concret pour faire ça.

\* \* \*

[Traduction]

### LES FINANCES

**Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC):** Madame la Présidente, l'année dernière, 15 000 Prince-Édouardiens ont eu recours à la banque alimentaire de ma collectivité, Loaves & Fishes. Il y a eu 225 000 visites dans les banques alimentaires de la Colombie-Britannique, et le tiers de ces usagers étaient des enfants.

Le premier ministre a promis des produits alimentaires abordables. Au lieu de cela, depuis janvier, le coût du lait maternisé a augmenté de 9 %, et celui du bœuf, de 33 %, ce qui est énorme. Les libéraux continuent de dépenser, et les Canadiens de souffrir.

Les libéraux vont-ils enfin présenter un budget de lutte contre l'inflation afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, la députée, à qui je souhaite la bienvenue à la Chambre, n'était évidemment pas ici avant les dernières élections, mais elle devrait peut-être parler à ses collègues, qui se sont systématiquement opposés à toutes les mesures d'abordabilité proposées par le gouvernement: le programme de services de garde, l'Allocation canadienne pour enfants, les programmes d'alimentation en milieu scolaire, le programme de soins dentaires et l'assurance-médicaments. Le parti pour lequel elle a fait campagne a systématiquement résisté et voté contre toutes les mesures d'abordabilité visant à aider les gens qu'elle dit représenter.

● (1130)

**Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC):** Madame la Présidente, le ministre cherche à passer le blâme sur autrui alors que le tiers des personnes qui ont recours aux banques alimentaires sont des enfants. Comment les parents sont-ils censés fournir des repas sains à leurs enfants alors que le coût des pommes a augmenté de 19 %, que le coût du fromage a augmenté de 5 % et que le coût des oranges a augmenté de 26 %, non pas depuis 2015, mais depuis janvier?

Se nourrir pour deux journées coûte plus de 100 \$ dans les épiceries de ma collectivité. Le gouvernement libéral dépense un demi-billion de dollars sans dire aux parents canadiens d'où provient cet argent.

Le premier ministre va-t-il respecter la volonté de la Chambre et déposer un budget ce printemps?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, la députée a posé une question sur les budgets. Elle devrait demander à ses collègues de son propre caucus de lui parler des budgets précédents, des budgets qui ont aidé les personnes mêmes dont elle parle: les personnes qui veulent des programmes d'alimentation en milieu scolaire, qui bénéficient chaque mois d'une prestation indexée de l'Allocation canadienne pour enfants ou qui amènent leurs enfants dans un service de garde subventionné par le gouvernement fédéral...

**Des voix:** Oh, oh!

*Questions orales.*

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Pourrions-nous permettre au député de répondre à une question qui n'a été interrompue par personne?

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes a la parole.

**Steven MacKinnon:** Madame la Présidente, la députée devrait poser la question à ses collègues et peut-être les implorer. La prochaine fois que nous présenterons une mesure pour aider les Canadiens à améliorer leur sort, ils devraient peut-être l'appuyer.

**David Bexte (Bow River, PCC):** Madame la Présidente, je ne sais pas si le premier ministre fait encore ses propres courses, et c'est peut-être la raison pour laquelle il pense toujours que le prix des aliments est tout à fait acceptable. Je vais lui expliquer ce qu'il en est. Ma femme et moi, avec deux chariots, dépensons beaucoup d'argent chez Costco. Le prix du contre-filet de bœuf a augmenté de 34 %. Le prix du riz blanc a augmenté de 14 %, et celui du café a augmenté de 9 %. Les patates douces sont maintenant un luxe, sans parler des fraises.

Quelle est la réponse du premier ministre à un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses, sans budget ni plan? Le gouvernement va-t-il enfin présenter un budget qui nourrit les familles au lieu d'alimenter l'inflation, ou est-ce tout simplement le prix à payer pour le leadership libéral?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Madame la Présidente, le parti d'en face a voté contre toutes nos initiatives qui ont aidé les familles d'un bout à l'autre du pays, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, du programme de soins dentaires, du programme de garderies ou des initiatives en matière de logement. Le parti d'en face n'a rien fait pour soutenir les familles canadiennes et il devrait avoir honte.

**David Bexte (Bow River, PCC):** Madame la Présidente. Je remercie le député d'Edmonton-Ouest. C'est censé être une blague.

Non, le premier ministre ne fait pas son épicerie lui-même, alors, bien sûr, il ne s'est pas rendu compte que le coût du bœuf a augmenté de 34 % et que celui du lait maternisé a augmenté de 9 %, mais moi, oui, tout comme les familles de Bow River, qui sautent des repas pour que leurs enfants puissent manger.

Ces familles n'ont pas besoin de sermons ni de propagande: elles ont besoin de répit. Les politiques du gouvernement libéral précédent n'ont pas fonctionné. Le gouvernement libéral actuel ne fonctionnera pas non plus.

Les libéraux présenteront-ils enfin un budget qui réduit l'inflation ainsi que le fardeau fiscal afin que tous les Canadiens aient de nouveau les moyens de se nourrir, ou est-ce là le prix des mauvaises politiques libérales?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Madame la Présidente, examinons certains faits. En 2022, l'inflation était à 8,1 %. Grâce à nos politiques, nous avons ramené ce taux à 1,7 %. Les députés du parti d'en face se présentent comme de bons intendants de l'économie. Ce n'est pas le cas. Sous les gouvernements précédents, notre économie a stagné.

Nous allons rebâtir énergiquement notre économie en investissant dans les Canadiens. Il est temps que tous les Canadiens s'unissent.

**Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, hier, j'ai été stupéfaite lorsque la réponse au sujet du programme d'alimentation dans les écoles est passée de 400 000 à 500 000 enfants entre deux questions de 30 secondes.

Le premier ministre a dit qu'il voulait être jugé en fonction de l'expérience des Canadiens à l'épicerie, alors jugeons-le. Le coût des pommes a augmenté de 18 % depuis janvier. Le prix des oranges a augmenté de 26 %, celui du café, de 9 % et celui du bœuf, de 33 %, ce qui est ahurissant. Les Canadiens sont acculés au mur et la réponse des libéraux a été d'ajouter un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses inflationnistes.

Quand les libéraux déposeront-ils leur budget qui réduit l'inflation et les impôts afin que les Canadiens aient les moyens de nourrir leur famille?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Madame la Présidente, regardons les faits. Les députés conservateurs ont voté contre le programme national d'alimentation en milieu scolaire; ils n'ont pas voulu aider les enfants qui ont besoin d'avoir accès à des repas à l'école. Ils ne soutiennent pas les familles, ils ne soutiennent pas les jeunes mères, et ils ne soutiennent pas les Canadiens qui ont besoin de recevoir des soins dentaires. Bref, les conservateurs n'ont pas tendance à appuyer les mesures qui soutiennent les Canadiens.

Il est temps que tous les Canadiens s'unissent. J'aimerais que le parti d'en face emboîte le pas, et vote en faveur de nos initiatives.

• (1135)

[Français]

**Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Madame la Présidente, la Chambre exige qu'un budget soit déposé ce printemps, mais les libéraux demandent plutôt d'approuver plus de 500 milliards de dollars de dépenses sans présenter un seul chiffre ni un seul budget.

Pendant ce temps, le chômage grimpe, les paiements hypothécaires sont en retard et même des travailleurs à temps plein sont obligés d'aller dans des banques alimentaires.

Alors que tous les Canadiens doivent faire un budget avant de dépenser, ce gouvernement refuse d'en déposer un.

Quand allons-nous avoir le début du commencement d'un budget?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, la bonne nouvelle, c'est que cette députée aura la chance d'appuyer non pas un, mais deux éléments de création d'occasions et d'emplois pour l'ensemble des Canadiens. Aujourd'hui, on va débattre le projet de loi sur l'abordabilité qui baisse les impôts pour 22 millions de Canadiens. Plus tard, on va déposer un projet de loi appuyé par les acteurs du milieu au Québec et par le gouvernement du Québec pour créer des occasions et faire des projets majeurs au Canada.

Est-ce que la députée va les appuyer?

**Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Madame la Présidente, les libéraux ont brisé leur promesse en augmentant les dépenses de 8 % alors qu'ils avaient promis de réduire les dépenses à 2 %.

Le résultat, c'est une inflation alimentaire hors de contrôle. Depuis janvier, le prix du bœuf a grimpé de 34 %, celui des pommes de 18 %, celui du riz de 14 %, et celui des formules pour bébés de 9 %. Les banques alimentaires débordent. Les familles canadiennes ont faim.

Quand ce gouvernement va-t-il déposer un budget ce printemps? Il reste moins de 10 jours.

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Madame la Présidente, plus tard aujourd'hui, ma collègue aura l'occasion de montrer encore une fois aux gens de sa circonscription qu'elle veut soutenir l'abordabilité. Il y a eu la deuxième lecture du projet de loi sur une réduction d'impôt. C'est 22 millions de Canadiens et de Canadiennes, dont plein de gens de sa circonscription, qui vont en bénéficier. Plus tard aujourd'hui, elle aura l'occasion de montrer tout le courage politique qu'elle a et de dire que, oui, elle va appuyer le gouvernement libéral parce que nous allons bâtir un Canada fort ensemble.

Aujourd'hui, les gens de sa circonscription vont regarder la télévision et les gens de notre côté de la Chambre aussi.

Est-ce qu'elle va faire la bonne chose pour faire avancer les gens de sa circonscription et bâtir un Canada fort?

\* \* \*

#### LA JUSTICE

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, 1 million de dollars, ce n'est pas le montant du prochain tirage de 6/49; c'est le montant de fonds publics déjà gaspillés par ce gouvernement fédéral pour la contestation de la loi 21 sur la laïcité de l'État québécois. Le procès n'a même pas commencé en Cour suprême que les libéraux ont déjà dépensé 1 million de dollars de l'argent de nos impôts pour s'attaquer à la laïcité du Québec.

Y a-t-il une limite au montant d'argent que les Québécois vont devoir payer pour que les libéraux combattent leurs propres lois avec leur propre argent?

**L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.):** Madame la Présidente, ce cas implique des questions importantes. Selon moi, c'est important pour le gouvernement fédéral d'y participer.

Le député considère la question des coûts, mais c'est important de réaliser qu'il y a beaucoup de dépenses. Pour les travailleurs qui sont employés au ministère, c'est toujours très important de continuer de protéger les droits qui sont dans les chartes et, en même temps, de respecter les compétences de la province.

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, on ne respecte pas les compétences du Québec en attaquant les lois du Québec. Je pense que le ministre n'a pas trop compris son rôle.

En dépensant 1 million de dollars en frais d'avocat pour contester la loi 21 avant même le début du procès, le fédéral prouve une chose: il ne reculera devant rien pour casser les Québécois et affaiblir la laïcité du Québec. Il ne reculera devant rien pour s'attaquer à la disposition de dérogation et à la capacité du Québec et de l'Assemblée nationale d'adopter ses lois; les lois que nous voulons, que les Québécois veulent, mais qui ne sont pas celles du Canada.

#### Questions orales.

Si le fédéral veut se battre à n'importe quel prix contre la volonté des Québécois, pourquoi prend-il l'argent des Québécois pour faire ça?

**L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.):** Madame la Présidente, notre gouvernement a depuis longtemps émis des réserves quant au projet de loi 21 du gouvernement du Québec, notamment sur l'utilisation que nous jugeons abusive de la disposition de dérogation. C'est pourquoi nous avons décidé depuis longtemps que nous allions intervenir. Ce que nous faisons, c'est nous préparer pour intervenir, puisque c'est un cas qui dépasse les frontières du Québec.

Comme mon collègue du Bloc québécois le sait très bien, il y a beaucoup de gens qui sont très inquiets de ce projet de loi, et ce, au Québec également.

\* \* \*

● (1140)

[Traduction]

#### L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

**Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Madame la Présidente, après avoir nui au développement et à l'emploi pendant toute une décennie, les libéraux prétendent maintenant qu'ils veulent faire du Canada une superpuissance énergétique. Toutefois, ils n'approuveront la construction de pipelines que s'il y a consensus. Pourtant, il n'y a pas de consensus, et ce, même au sein de leur propre Cabinet. La plupart des ministres font tout pour entraver la construction de pipelines depuis des années. Le principal conseiller du premier ministre a déclaré qu'il était essentiel de ne pas augmenter la production de pétrole, et le premier ministre a indiqué que « près de la moitié des réserves prouvées de pétrole ne doivent pas être extraites ».

Le premier ministre a calqué son programme énergétique sur le programme des conservateurs après avoir contribué à entraver le développement énergétique du pays pendant une demi-décennie. N'est-il pas vrai que les libéraux, en fait, ne feront rien pour que le secteur privé construise rapidement des pipelines sillonnant le pays?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, plus tard aujourd'hui, nous allons présenter un nouveau projet de loi visant à renforcer le Canada, à réaliser des projets d'intérêt national, et à faire du Canada l'économie la plus forte des pays du G7. J'espère vraiment voir l'ensemble des députés appuyer ce projet de loi.

**Shannon Stubbs (Lakeland, PCC):** Madame la Présidente, les beaux discours et les séances de photos des libéraux ne comptent pas; ce sont les gestes qui comptent, et le fait est qu'aucun pipeline du secteur privé ne sera construit d'un bout à l'autre du pays en raison du moratoire relatif aux pétroliers et au forage. Les entreprises ne construiront pas de pipelines tant que le gouvernement sera le seul au monde à plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier canadien et à imposer une taxe sur le carbone aux industries canadiennes; les États-Unis et d'autres pays ne le font pas.

Les libéraux ne torpilleront pas les dispositions issues du projet de loi anti-développement, le projet de loi C-69, auquel s'opposent les premiers ministres provinciaux, les dirigeants autochtones, le secteur privé et la Cour suprême. Les libéraux disent aussi qu'il doit y avoir consensus, mais qu'ils seront les seuls à définir ce qui est dans l'intérêt national.

*Questions orales.*

Pourquoi les libéraux n'abrogent-ils pas simplement toutes leurs lois anti-énergie afin que les travailleurs canadiens puissent au moins...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, la députée parle parfois de mesures concrètes. Pour une rare fois, elle a l'occasion de ne pas se contenter de critiquer; elle a l'occasion de défendre les travailleurs, le gouvernement de l'Alberta, tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux du pays ainsi que les travailleurs, les syndicats, les entreprises et les gens qui veulent édifier notre pays et y créer des circonstances favorables pour réaliser de grands projets et bâtir un Canada fort.

La députée va-t-elle se lever et agir pour une fois?

**Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC):** Madame la Présidente, pendant la décennie gaspillée par les libéraux, North Atlantic a cessé ses investissements dans le raffinage au pays, ce qui a provoqué une grande instabilité dans notre région.

Mercredi, ma collègue libérale de Terre-Neuve annonçait fièrement que North Atlantic allait reprendre ses investissements seulement, elle n'investit pas ici, mais en France. Il me semble que ce n'est pas le genre de chose qu'un fier Terre-Neuvien annoncerait. Est-ce la direction du Parti libéral qui a forcé ma compatriote terre-neuvienne à présenter cette nouvelle honteuse?

**L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.):** Madame la Présidente, je pense qu'il est très important pour le député, dont je salue l'arrivée à la Chambre au passage, de se souvenir qu'un projet de loi sera présenté plus tard aujourd'hui dont l'objectif est de favoriser la croissance du Canada. Je suis vraiment fier du travail qu'accomplit le nouveau gouvernement pour s'assurer que le Canada sera à la hauteur de la situation. Pour y arriver, le Canada devra notamment devenir une superpuissance mondiale. J'espère de tout cœur que le député d'en face votera de façon à soutenir tous les Terre-Neuviens et les Labradoriens, ainsi que tous les Canadiens.

**Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC):** Madame la Présidente, les libéraux sont doués pour faire des promesses, mais pas pour stimuler la production. En fait, ils vont la plafonner.

Auparavant, la raffinerie produisait la totalité du diésel, du propane, du carburéacteur et de l'essence consommés sur l'île. Puis, le gouvernement libéral a gaspillé 89 millions de dollars pour convertir la raffinerie afin qu'elle produise uniquement du biodiésel. Il faut désormais faire venir tous les autres types de carburants par bateau, et tout le monde en paie le prix.

Le gouvernement se rend-il compte qu'à cause de son principal objectif politique, les Terre-Neuviens paient maintenant 5 ¢ de plus le litre de carburant parce qu'ils doivent importer des carburants qui étaient autrefois produits à Terre-Neuve?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, lundi dernier, nous avons rencontré les premiers ministres provinciaux, dont celui de Terre-Neuve-et-Labrador, pour discuter des moyens de bâtir un Canada fort. Nous sommes parvenus à un consensus avec tous les premiers ministres provinciaux. À peine cinq jours plus tard, nous avons déposé un projet de loi pour recommencer à construire. Nous espérons vraiment que les députés appuieront cette nouvelle mesure législative.

**Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Madame la Présidente, après l'annulation d'une dizaine de projets de pipeline au Canada, gracieuseté du projet de loi C-69 des libéraux, l'Allemagne, le Japon, la Grèce, la Pologne, la Lettonie, l'Ukraine, la Corée du Sud, les Philippines et Taïwan ont tous imploré le Canada de leur fournir du gaz naturel liquéfié. Maintenant, en pleine crise de l'emploi, face à la promesse de devenir une superpuissance énergétique et devant la demande mondiale pour notre énergie, nous pourrions utiliser notre acier et notre main-d'œuvre pour construire des pipelines au Canada afin d'acheminer l'énergie canadienne vers le monde entier.

À combien de nouveaux pipelines en exploitation pouvons-nous nous attendre au cours des deux prochaines années?

• (1145)

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, le député, comme tous ses collègues, aura une occasion en or. Nous présenterons plus tard aujourd'hui un projet de loi qui contient un plan permettant d'édifier le pays grâce au bois, à l'acier et à l'aluminium, en collaboration avec les entreprises, les syndicats et les travailleurs, hommes et femmes, de partout au pays afin de bâtir l'économie de demain.

Le député aura une occasion en or d'appuyer le plan du gouvernement. Le fera-t-il?

\* \* \*

[Français]

#### LA TARIFICATION DU CARBONE

**L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Madame la Présidente, les travailleurs canadiens et les entreprises canadiennes se mobilisent déjà pour bâtir une économie propre et compétitive. Cependant, à l'heure où notre plus grand partenaire commercial menace d'imposer de nouveaux droits de douane, il est essentiel que nous élargissions nos échanges commerciaux avec d'autres pays.

[Traduction]

La ministre de l'Environnement et du Changement climatique pourrait-elle nous dire comment le système canadien de tarification du carbone industriel soutient la croissance propre et contribue à protéger la souveraineté économique du Canada?

[Français]

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Madame la Présidente, la tarification du carbone dans l'industrie est importante pour bâtir une économie qui est forte pour le Canada.

[Traduction]

Pour faire face aux droits de douane américains, le Canada cherche à diversifier ses échanges commerciaux et, dans cette optique, nous nous tournons vers des pays d'un peu partout dans le monde qui ont mis en place des ajustements à la frontière pour le carbone. Assurer une tarification solide du carbone industriel fait partie des solutions nous permettant d'accéder à ces marchés. En outre, cela protège notre planète et préserve les emplois canadiens.

Contrairement aux conservateurs, qui se soucient peu de cela et cherchent à éviter la question, nous...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le député de Langley Township—Fraser Heights a la parole.

## LE LOGEMENT

**Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC):** Madame la Présidente, le rêve de tout Canadien est de posséder une maison, mais pour un grand nombre de jeunes familles, ce rêve a été brisé. Ceux qui sont déjà propriétaires sont maintenant aux prises avec des paiements hypothécaires plus élevés, en raison de la hausse des taux d'intérêt causée par dix années de mauvaise gestion de l'économie par le gouvernement libéral. Selon un récent rapport de la SCHL, 63 % des propriétaires canadiens s'inquiètent de ne pas pouvoir rembourser leur prêt hypothécaire, et 17 % ont déjà manqué des paiements hypothécaires.

Le ministre du Logement reconnaîtra-t-il que le gouvernement libéral a totalement mal géré le dossier du logement?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Madame la Présidente, le nouveau gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre le plan le plus ambitieux que le Canada ait jamais connu en ce qui concerne le logement abordable. Nous nous attendons à ce que les députés d'en face appuient cette initiative. Ils ont soulevé de nombreuses questions à ce sujet, et il est clair qu'ils sont prêts à appuyer nos initiatives visant à accroître le nombre de logements abordables partout au Canada, dans le cadre du programme « Maisons Canada ». Nous espérons pouvoir compter sur leur appui. Il est temps de passer à l'action.

[Français]

**Jason Groleau (Beauce, PCC):** Madame la Présidente, la crise du logement est partout au pays. Les prix des loyers ont explosé lors des 10 dernières années sous ce gouvernement libéral. Les programmes fédéraux pour les multilogements sont trop lents, trop lourds, trop chers, trop compliqués et surtout inflationnistes. Les mesures annoncées par ce gouvernement ne suffisent pas. Les jeunes Beaucerons méritent de s'acheter leur propre maison.

Ma question est bien simple: quand ce gouvernement va-t-il présenter un budget?

**L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite d'abord mon collègue pour son arrivée à la Chambre et son élection.

Je noterai toutefois qu'au cours des 10 dernières années, son parti a voté contre toutes les mesures d'abordabilité, que ce soit les baisses d'impôt pour la classe moyenne, l'Allocation canadienne pour enfants, le programme de soins dentaires ou plus de places en garderie au Québec.

Les conservateurs sont maintenant partis du bon pied en nous appuyant avec une mesure pour baisser les impôts pour 22 millions de Canadiens, en éliminant la TPS sur les nouvelles constructions également, ce qui va aider directement les premiers acheteurs à avoir accès à la propriété.

J'espère qu'ils vont continuer sur cette lancée et nous appuyer avec un budget des dépenses qui finance des programmes essentiels dont les concitoyens de mon collègue en Beauce dépendent.

[Traduction]

**Anna Roberts (King—Vaughan, PCC):** Madame la Présidente, selon l'organisme responsable du logement des libéraux, 60 % des Canadiens ont du mal à rembourser leurs dettes, et un Canadien sur quatre utilise une carte de crédit pour rembourser les factures d'une

## Questions orales.

autre carte. Le coût de la vie a augmenté de 45 %, les pertes d'emploi ont augmenté de 34 % et les taux d'intérêt ont grimpé de 29 %. Le rêve d'accéder à la propriété est de moins en moins réalisable. Les Canadiens sont obligés de vivre dans le sous-sol de leurs parents.

Quel est le plan du gouvernement libéral pour redonner aux Canadiens l'espoir qu'ils avaient autrefois? Quand présentera-t-il un budget afin que les gens puissent planifier leur avenir?

• (1150)

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Madame la Présidente, comme je l'ai dit à maintes reprises dans cette enceinte, de ce côté-ci de la Chambre, nous déployons des efforts concertés pour que les jeunes Canadiens aient la possibilité d'accéder à la propriété. C'est pourquoi nous exemptons de la TPS l'achat d'une première habitation jusqu'à concurrence de 1 million de dollars, ce qui représente une économie pouvant atteindre 50 000 \$, et nous réduisons la TPS pour les habitations dont le prix est plus élevé, jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars.

Nous offrons un allègement fiscal aux acheteurs d'une première habitation. Nous travaillons également à l'expansion du programme « Maisons Canada », grâce auquel seront construites les habitations dont on a besoin au cours des années à venir, à un prix abordable pour les jeunes du Canada.

**Anna Roberts (King—Vaughan, PCC):** Madame la Présidente, les libéraux ont promis 500 000 nouvelles mises en chantier résidentielles par année, mais selon un rapport de la Banque TD, cet objectif est complètement irréaliste. Même si on s'en tient aux prévisions les plus optimistes, le plan des libéraux est loin d'être suffisant, et aujourd'hui, la construction est en baisse, et non en hausse. Soyons honnêtes. Éliminer la TPS sur les maisons de moins de 1 million de dollars ne sert à rien s'il n'y a pas de maisons en construction.

Quand le gouvernement libéral cessera-t-il de répéter ses mêmes rengaines et présentera-t-il enfin un véritable plan aux Canadiens, ou peut-être n'en a-t-il tout simplement pas?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Madame la Présidente, j'invite la députée d'en face à vérifier les faits. Les mises en chantier résidentielles sont en hausse d'une année à l'autre partout au Canada. Nous construisons plus que jamais, mais nous devons passer à la vitesse supérieure. Voilà pourquoi le gouvernement actuel s'est engagé à construire jusqu'à 500 000 logements par an dans l'ensemble du Canada. En dix ans, nous devons atteindre cet objectif, ce qui signifie qu'il faut mettre sur pied une industrie tout à fait nouvelle dans le domaine de la construction modulaire et hors site.

Nous devons construire des bâtiments plus rapidement, à moindre coût et de manière plus écologique partout au Canada, afin de fournir aux Canadiens les logements dont ils ont besoin. C'est ce que nous nous engageons à faire.

*Questions orales.***LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**Dane Lloyd (Parkland, PCC):** Madame la Présidente, alors que les feux de forêt obligent des dizaines de milliers de personnes à quitter leur foyer, des criminels profitent de la situation pour piller les maisons et les entreprises et pour voler l'équipement d'urgence nécessaire à la lutte contre les flammes. À Redwater, un homme a été arrêté pour avoir touché à des gicleurs pendant l'incendie. Dans le comté de Yellowhead, de l'équipement d'urgence a été volé. Selon la GRC, c'est l'œuvre de récidivistes. Des situations de ce genre surviennent partout au pays.

Quand les libéraux vont-ils enfin prendre au sérieux la protection de nos collectivités et sévir contre ces voyous?

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Madame la Présidente, le nouveau gouvernement prend la sécurité des Canadiens très au sérieux. Nous nous sommes engagés à réformer le système de mise en liberté sous caution pour les récidivistes violents, pour les individus qui sont impliqués dans des violations de domicile, des vols de voiture, le passage de clandestins et le trafic de drogue.

Cependant, je tiens à être claire: les provinces et les territoires ont aussi un rôle essentiel à jouer. Je suis heureuse de voir que la province de l'Ontario a pris des mesures. Nous saluons l'annonce du premier ministre Ford de renforcer le système de mise en liberté sous caution de l'Ontario. J'espère que d'autres provinces emboîteront le pas...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le député de Parkland a la parole.

**Dane Lloyd (Parkland, PCC):** Madame la Présidente, le bilan du gouvernement libéral est un échec lamentable. J'ai parlé avec un agent de la GRC à Drayton Valley, qui m'a raconté qu'il avait arrêté un trafiquant de méthamphétamine et qu'il l'avait revu dans la rue quatre heures plus tard.

Les politiques de capture et de remise en liberté des libéraux ont mis les collectivités en danger, car les trafiquants de drogue et les criminels violents sont remis en liberté en un temps record. Quand il faut moins de temps pour arrêter un criminel, traiter son dossier et le remettre en liberté qu'il n'en faut à un Canadien malade à l'urgence pour voir un médecin, il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond au pays.

Les libéraux reconnaissent-ils que leurs politiques de capture et de remise en liberté ont rendu les collectivités beaucoup plus dangereuses?

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Madame la Présidente, j'ai déjà dit que nous étions déterminés à faire en sorte que ce soit plus difficile pour les criminels violents d'obtenir une libération sous caution, et nous allons imposer des peines plus sévères aux récidivistes violents. Les provinces ont aussi un rôle à jouer. Nous avons eu ces discussions avec elles. Certaines d'entre elles ont pris des initiatives. Nous avons hâte de travailler avec les provinces et les territoires pour assurer la sécurité des Canadiens. Nous ne ménagerons aucun effort pour protéger la population.

**Jacob Mantle (York—Durham, PCC):** Madame la Présidente, la complaisance des libéraux à l'égard de la criminalité a mené à l'anarchie dans nos rues. Les données récoltées par les tribunaux de l'Ontario indiquent en effet que le nombre de voies de fait graves déclarées a augmenté de 70 % depuis 2015, passant de 13 000 cas à plus de 23 000 cas. Ce n'est pas seulement un échec de la prétendue

politique de justice sociale du gouvernement; c'est également un échec par rapport à sa responsabilité morale.

Le premier ministre s'engage-t-il à faire passer les victimes avant les délinquants violents? S'engage-t-il à laisser tomber le projet de loi C-5 et le projet de loi C-75, qui confèrent à ces délinquants un passe-droit pour éviter la prison?

• (1155)

**L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.):** Madame la Présidente, comme je l'ai dit, nous allons présenter un projet de loi sur la mise en liberté sous caution au cours des prochains mois. Nous ne ménageons aucun effort pour recueillir les commentaires de tous les services de police. Nous allons faire tout ce qu'il faut pour protéger la population canadienne. Nous travaillons fort pour renforcer ce régime, mais les gouvernements provinciaux ont eux aussi un rôle à jouer dans l'administration de la justice.

**Jacob Mantle (York—Durham, PCC):** Madame la Présidente, cela fait 10 ans et la mise en liberté sous caution n'a fait l'objet d'aucune réforme. Pourquoi? Les libéraux pensent que tout va bien. À Durham, nous savons que ce n'est pas le cas. En 2015, il y a eu 68 cas d'agression sexuelle. L'année dernière, 128 cas. Parallèlement, le nombre de délinquants qui ne respectent pas leurs conditions de mise en liberté sous caution a augmenté de 137 %. Ce n'est pas une simple coïncidence; c'est une relation de cause à effet.

Le ministre va-t-il briser ce cycle de violence et abroger les projets de loi C-5 et C-75 qui donnent aux criminels un passe-droit pour sortir de prison?

**L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.):** Madame la Présidente, le député a raison de soulever des préoccupations au sujet des crimes liés à la violence sexuelle. Toutefois, sa solution consiste à abroger une loi qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour les auteurs d'actes de violence contre un partenaire intime d'échapper à la mise en liberté sous caution et de retourner dans nos collectivités. C'est une approche insensée.

Dans les mois à venir, nous allons mettre de l'avant des réformes législatives pour qu'il soit plus difficile d'autoriser la mise en liberté sous caution des responsables d'actes violents, de vols de voitures, de violations de domicile et de traite des personnes, et pour infliger des peines plus sévères aux récidivistes violents. Nous devons agir intelligemment. Nous devons examiner les faits et nous assurer de comprendre les mesures législatives que nous proposons ou bien les abroger, comme le député le suggère.

\* \* \*

**LES ARMES À FEU**

**Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC):** Madame la Présidente, hier soir, le ministre de la Sécurité publique a fait des aveux choquants. Il est le ministre responsable de la confiscation des armes des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi. Il ne connaît pas le cours de sécurité dans le maniement des armes à feu. Il ne sait même pas ce qu'est un permis d'armes à feu. Je l'invite à venir à mon champ de tir local, le East Elgin Sportsmen's Association, et à acquérir les connaissances dont il a besoin pour faire son travail.

Étant donné que le ministre ne connaît même pas les bases de la loi canadienne sur les armes à feu, va-t-il mettre un terme à la confiscation des armes à feu par le gouvernement?

**L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.):** Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de féliciter mon collègue d'en face pour sa connaissance d'Adobe, qui lui permet de créer le type d'ordures qu'il diffuse sur les médias sociaux.

J'aimerais aborder la question du rachat. L'élaboration d'un plan sérieux visant à assurer la sécurité de nos collectivités commence par la prise de mesures responsables visant à empêcher que les armes à feu circulent dans nos rues. Le programme de rachat offrira une compensation équitable aux entreprises et aux particuliers qui possèdent des armes à feu interdites qui sont inutilisables ou invendables. La première phase permet aux armureries et aux marchands d'armes qui détiennent actuellement plus de 10 000 armes à feu désormais illégales...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** L'honorable député de Winnipeg-Centre-Sud a la parole.

\* \* \*

#### L'AIDE AUX SINISTRÉS

**Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.):** Madame la Présidente, au cours des dernières semaines, nous avons vu des feux de forêt ravager ma province, le Manitoba, et la province voisine, la Saskatchewan. Des collectivités entières ont été évacuées, des maisons ont été détruites et la qualité de l'air médiocre rend les activités quotidiennes très difficiles. Comme on peut s'y attendre, dans des endroits comme Winnipeg, ma ville d'origine, les gens ont fait preuve de gentillesse et de générosité.

La ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés peut-elle indiquer à la Chambre comment le reste des Canadiens peuvent répondre à l'appel en cette période difficile?

**L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.):** Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de sa question et de sa grande sollicitude à l'égard des populations du Manitoba et de la Saskatchewan.

La saison des feux de forêt a frappé plus tôt et plus durement que d'habitude, et les Canadiens se mobilisent pour soutenir les personnes touchées. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes associés au Manitoba, à la Saskatchewan et à la Croix-Rouge pour évaluer chaque don individuel fait dans le cadre de leurs appels en faveur de la protection de la faune. L'impact de chaque dollar donné par les Canadiens sera multiplié afin de fournir un abri, de la nourriture et des fournitures essentielles aux personnes touchées par les feux de forêt.

\* \* \*

#### LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC):** Madame la Présidente, hier, j'ai demandé au gouvernement pourquoi un homme reconnu coupable d'agression sexuelle contre des enfants au Nouveau-Brunswick était en liberté sous caution pendant qu'il porte sa peine d'emprisonnement en appel. Le gouvernement a blâmé les provinces, les juges et la police alors qu'en fait, ce délinquant sexuel a déjà été arrêté et condamné pour le crime qu'il a

#### Questions orales.

commis. C'est en vertu de la loi fédérale que ce prédateur a été mis en liberté sous caution, une dangereuse échappatoire que le gouvernement n'a toujours pas éliminée. Le ministre a indiqué que le projet de loi C-2 offrirait une solution, mais cette mesure législative ne fait rien pour empêcher qu'une telle chose se reproduise.

Je le demande une fois de plus: quand les libéraux empêcheront-ils les personnes reconnues coupables d'agression sexuelle contre des enfants d'obtenir une mise en liberté sous caution?

• (1200)

**L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.):** Madame la Présidente, je comprends que cette affaire concerne le Service correctionnel du Canada et que la remise en liberté relève de la Commission des libérations conditionnelles. Comme on le sait, le projet de loi C-2 prévoit un certain nombre de mesures importantes pour protéger la frontière, notamment en veillant à ce que les forces de l'ordre disposent des outils appropriés pour faire leur travail plus adéquatement en ce qui concerne les prédateurs, en particulier ceux qui se servent de la pornographie juvénile sur Internet.

\* \* \*

#### LES PÊCHES ET LES OCÉANS

**Clifford Small (Central Newfoundland, PCC):** Madame la Présidente, selon l'évaluation du stock de morue du Nord fait cette année, le stock est légèrement inférieur au seuil de la zone saine. Alors que beaucoup de gens demandent une augmentation des quotas, un secteur se démarque en raison de son accès de longue date et de sa proximité à la ressource. Je parle ici des pêcheurs côtiers de la côte Nord-Est de Terre-Neuve dans les zones 3K et 3L.

Étant donné que la part de quota de ces pêcheurs a peu augmenté l'an dernier, la ministre fera-t-elle ce qui s'impose et acceptera-t-elle, comme le propose la Fishermen, Food and Allied Workers Union, d'allouer toute augmentation du quota de morue du Nord aux pêcheurs côtiers de la côte Nord-Est?

**L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.):** Madame la Présidente, je comprends bien l'importance historique et culturelle de la morue pour la province. Je me souviens également du moratoire imposé il y a 30 ans, qui a absolument dévasté un grand nombre de collectivités et de gens.

Alors que nous commençons à aller de l'avant et à voir le stock se rapprocher de la zone saine, il est crucial de trouver un juste équilibre et de penser à la fois aux générations futures de pêcheurs de la province et au fait que les pêcheurs doivent avoir accès à un moyen de subsistance convenable. Je vais examiner ces deux aspects de la question.

**Clifford Small (Central Newfoundland, PCC):** Madame la Présidente, les exploitants de la pêche côtière de la côte Nord-Est constatent que leurs stocks de crabe sont sérieusement menacés par la morue. Cela a eu des répercussions sur leurs quotas de crabe, et la situation va s'aggraver à mesure que les stocks de morue vont augmenter. On doit permettre aux travailleurs des usines et aux pêcheurs de cette région voisine de tirer parti de la croissance des stocks de morue, qui met en péril les moyens de subsistance de ceux qui dépendent actuellement du crabe.

*Questions orales.*

Peut-on avoir l'assurance que la ministre ne cédera pas aux lobbyistes grassement payés et aux organisations non gouvernementales environnementales financées par l'étranger, et qu'elle fera plutôt ce qu'il faut en acceptant la proposition de la Fishermen, Food and Allied Workers Union d'allouer toute augmentation des stocks de morue du Nord aux pêcheurs du secteur côtier de la côte Nord-Est?

**L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.):** Madame la Présidente, je vais répéter ce que j'ai dit plus tôt, car je ne sais pas si mon collègue m'a entendue. Il est impératif que nous équilibrons les stocks en prévision de l'avenir. Nous devons être en mesure de léguer certains stocks de poissons à la prochaine génération. En même temps, nous devons comprendre que, pour les gens, il s'agit d'un gagne-pain. Nous pouvons faire les deux, mais sans perdre de vue la nécessité de veiller à ce que nous ayons des stocks pour demain.

\* \* \*

**LE SPORT**

**Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.):** Madame la Présidente, le sport rassemble les gens, renforce la confiance en soi et aide les jeunes à rester en bonne santé et actifs. C'est pourquoi des programmes comme l'initiative Le sport communautaire pour tous sont si importants, en particulier pour les enfants qui, autrement, verraient des obstacles à leur participation.

Le secrétaire d'État aux Sports pourrait-il expliquer à la Chambre comment le programme a contribué à rendre le sport plus accessible pour les Canadiens?

**L'hon. Adam van Koeverden (secrétaire d'État (Sports), Lib.):** Madame la Présidente, je veux remercier mes concitoyens de Burlington-Nord—Milton-Ouest de leur confiance. Je tiens également à remercier sincèrement les habitants de Carleton d'avoir élu comme député un fantastique défenseur de leur collectivité.

L'initiative Le sport communautaire pour tous donne un coup de pouce aux gens, en éliminant les obstacles à l'activité physique, grâce à des programmes tels que Dribble Dreams à Milton et le club de soccer United d'Ottawa-Sud, dans la circonscription du député, un organisme que celui-ci connaît bien, car il entretient des liens étroits avec sa collectivité. Des partenaires tels que SportJeunesse et Bon départ ont déjà aidé plus de 1 million de familles et d'enfants du Canada à pratiquer et à aimer le sport. En effet, tous les enfants méritent d'avoir la chance de jouer, de participer à la compétition et de faire partie d'un groupe.

Quand les enfants jouent, le Canada gagne.

\* \* \*

[Français]

**LES FINANCES**

**Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC):** Madame la Présidente, après 10 ans de déficit inflationniste des libéraux, voici le résultat.

Hier soir, j'ai reçu le témoignage crève-cœur d'une citoyenne de Victoriaville qui m'a écrit qu'elle vit seule, que les fins de mois sont très dures, qu'il y a le loyer, les paiements et les comptes et qu'il faut manger, s'il en reste. Elle a dit « manger, s'il en reste ». Ça se passe ici, au Canada.

Ma question est simple. Est-ce que les libéraux vont enfin déposer un budget pour que personne n'ait à couper dans la nourriture?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, nous souhaitons la bienvenue à notre nouveau collègue à la Chambre.

Il est chanceux parce qu'il aura l'occasion aujourd'hui d'appuyer un projet de loi qui va faire baisser les impôts pour la dame de Victoriaville dont il parle.

Il aura aussi l'occasion d'appuyer un projet de loi, appuyé par son ancien patron M. Legault, qui va créer et édifier de grands projets majeurs, qui va créer des occasions, créer de l'activité économique, et même créer des occasions pour la dame de sa circonscription.

\* \* \*

● (1205)

[Traduction]

**LES RESSOURCES NATURELLES**

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Madame la Présidente, les droits de douane de Donald Trump ne sont que le dernier coup porté au secteur forestier de la Colombie-Britannique. Nous devons aider ce secteur pour qu'il puisse fournir de bons emplois dans les collectivités rurales. La modernisation des usines permettant de produire de l'électricité à partir de la biomasse nous permettrait de protéger les emplois et les réseaux électriques grâce à l'énergie durable. L'usine de papier Domtar de Port Alberni a opté pour cette solution et 88 % de ses émissions proviennent désormais de la biomasse. En 2023, les libéraux ont promis un crédit d'impôt pour l'énergie de la biomasse, mais ils en ont retardé la mise en œuvre alors que les investissements partent vers le sud.

Le premier ministre va-t-il montrer qu'il n'a pas oublié le secteur forestier de la Colombie-Britannique et s'assurer que la biomasse figure dans le budget de cette année?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, notre gouvernement soutient la croissance du secteur de la biomasse. Plus tard dans la journée, nous présenterons un projet de loi qui nous permettrait de développer des sources d'énergie efficaces sur le plan énergétique, y compris la biomasse. Nous espérons que le député soutiendra ce projet de loi.

\* \* \*

**LES AFFAIRES DU NORD**

**Lori Idlout (Nunavut, NPD):** *Uqaqtittiji*, le Nunavut a le taux de pauvreté chez les enfants le plus élevé au Canada. Près de la moitié des enfants inuits, soit 42 %, vont à l'école le ventre vide chaque jour. Pourtant, les libéraux ont récemment annulé le programme de bons alimentaires dans les hameaux, sans rien prévoir pour le remplacer. La subvention du programme Nutrition Nord ne réduit pas le prix des aliments. Pendant ce temps, la Compagnie du Nord-Ouest déclare constamment des centaines de millions de dollars de profits.

Les libéraux admettront-ils qu'il est plus important pour eux de mener à bien ce qu'ils appellent des projets d'intérêt national, comme la route de Grays Bay, que de nourrir les enfants inuits?

*Affaires courantes*

**L'hon. Rebecca Chartrand (Ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes déterminés à faire le nécessaire pour que les habitants du Nord bénéficient de la totalité des subventions au commerce de détail. Afin d'améliorer la reddition de comptes, nous avons formé un comité d'examen de la conformité et de l'audit de Nutrition Nord avec des représentants autochtones et régionaux.

Nous reconnaissons que la nourriture va au-delà de la nutrition. Elle est aussi liée à l'identité culturelle et à la souveraineté. Nous sommes déterminés à faire en sorte que la subvention soit versée directement aux habitants du Nord.

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Je tiens simplement à demander aux députés de bien vouloir regarder le fauteuil afin de voir si c'est une femme ou un homme qui l'occupe. Je leur en serais très reconnaissante.

Le député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud invoque le Règlement.

**Andrew Lawton:** Madame la Présidente, le ministre de la Sécurité publique m'a accusé d'avoir modifié, de façon trompeuse, les propos qu'il a tenus en comité plénier. Qu'est-ce qui a été cité hors contexte? Il a dit très clairement ne pas savoir ce qu'est un permis d'arme à feu...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Cela relève du débat, et ce n'est pas vraiment le moment de soulever ce genre de question.

---

## AFFAIRES COURANTES

[Français]

### L'IDENTITÉ ET LA CULTURE CANADIENNES

**L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.):** Madame la Présidente, en vertu de l'article 32(2) du Règlement et en conformité avec la Politique sur le dépôt des traités devant le Parlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le traité intitulé « Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud » fait au Cap le 3 septembre 2024.

\* \* \*

[Traduction]

### LOI SUR L'UNITÉ DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

**L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-5, Loi édictant la Loi sur le libre-échange et la mobilité de la main-d'œuvre au Canada et la Loi visant à bâtir le Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

• (1210)

## PÉTITIONS

### LES LANGUES AUTOCHTONES

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Madame la Présidente, cette pétition a été signée par des membres de la Première Nation des Tseshah. Ils soulignent qu'un élément essentiel de la réconciliation consiste à redresser les torts subis par les Premières Nations, notamment la perte dévastatrice de leur langue et de leur culture. Ils indiquent aussi que le nombre de personnes qui apprennent des langues autochtones augmente, mais que le nombre de personnes qui sont encore capables de les parler couramment, lui, diminue.

Les pétitionnaires ajoutent que les changements au financement fédéral consacré aux programmes de langues autochtones mettent en péril la préservation et la revitalisation des langues et du patrimoine culturel des Premières Nations en Colombie-Britannique. Ils insistent sur le fait qu'il faut investir de toute urgence dans la revitalisation des langues autochtones avant qu'il ne soit trop tard.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de s'engager à financer adéquatement, équitablement et à long terme les programmes de langues autochtones, en particulier en Colombie-Britannique.

### LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, selon les pétitionnaires, le Parti libéral s'en prend au statut de divers organismes de bienfaisance canadiens. Les recommandations 429 et 430 d'un rapport du comité des finances sur les consultations budgétaires proposent de retirer le statut d'organisme de bienfaisance à toute organisation qui se trouve dans un lieu de culte et à toute organisation pro-vie.

Si elles étaient mises en œuvre dans le cadre du budget, ces recommandations empêcheraient ces organisations de délivrer des reçus aux fins de l'impôt. De surcroît, elles pourraient forcer ces organisations, notamment des églises, des mosquées, des gurdwaras, des temples et des synagogues, à se départir de leurs biens. Il s'agit d'une recommandation extrême appuyée par la majorité des membres du comité, et les pétitionnaires s'y opposent.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de protéger et de préserver l'application des règles concernant le statut d'organisme de bienfaisance en toute neutralité sur le plan idéologique et politique, sans discrimination fondée sur les valeurs politiques ou religieuses et sans l'imposition d'un nouveau critère lié aux valeurs, en plus d'affirmer le droit des Canadiens à la liberté d'expression.

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.):** Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

*Ordres émanant du gouvernement*

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

### LOI VISANT À RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE POUR LES CANADIENS

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-4, Loi concernant certaines mesures d'abordabilité pour les Canadiens et une autre mesure, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

**Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ):** Madame la Présidente, j'aimerais revenir un peu à ce que je disais plus tôt.

D'entrée de jeu, j'ai abordé la question des responsabilités du gouvernement, qui s'est fait élire pour un mandat que je qualifierai d'économique. Les droits de douane qui sont imposés par le gouvernement américain menacent l'économie, notamment chez moi sur la Côte-Nord. Je parle de responsabilités, parce qu'on s'attend d'un gouvernement qui s'est fait élire en donnant l'idée de pouvoir rétablir l'économie qu'il présente un budget. Or, on n'a eu aucun budget. C'est la raison pour laquelle une motion a été proposée, exigeant du gouvernement de déposer un budget avant la fin du printemps. Le Bloc québécois a appuyé cette motion et présenté un sous-amendement voulant que les institutions et les compétences du Québec soient respectées.

C'est là où j'étais rendue et je voulais donner un exemple du fait qu'on ne respecte pas le Québec et ses institutions. Pas plus tard que cette semaine, l'Assemblée nationale du Québec, l'ensemble des partis qui la composent, a dénoncé une injustice à laquelle font face les Québécois, injustice liée à l'abolition de la taxe sur le carbone et dont le premier ministre a signé le décret au mois de mars dernier. Cette abolition est entrée en vigueur le 22 avril dernier, pour un coût de 3,7 milliards de dollars. En pleine campagne électorale, un dernier chèque a été versé le 22 avril aux électeurs du Canada, mais pas à ceux de la Colombie-Britannique ou du Québec. Par contre, ce chèque ne couvrirait pas les frais qu'auraient à subir les électeurs canadiens ou du Québec, parce que de tels chèques étaient toujours envoyés à l'avance. Le gouvernement avait déjà annulé cette taxe sur le carbone, mais les gens recevaient tout de même un chèque pour les mois d'avril, de mai et de juin. C'était donc un chèque, payé par les Québécois, pour absolument rien.

Le Québec, lui, a son propre marché du carbone depuis 2013. Si on donne à une partie de la population un chèque qui ne couvre aucune dépense, on se demande pourquoi les Québécois sont exclus de cette mesure. On n'a pas eu de réponse, mais c'est ce que dénonce l'Assemblée nationale, laquelle dit que, de ces 3,7 milliards de dollars, il faudrait que 814 millions de dollars soient versés aux Québécois, car ils leur sont dus. L'Assemblée nationale a demandé à Ottawa de verser ces 814 millions de dollars qui sont dus aux Québécois. On parle de responsabilités, mais on n'a pas de budget. Cette mesure ne vient contrer absolument rien. À mon sens, c'était un chèque très électoraliste.

En plus, on a déjà eu, avant et pendant la campagne électorale, la démonstration qu'on ne respecte pas le Québec et ses institutions. On l'a encore maintenant avec le projet de loi C-4.

C'est l'Assemblée nationale elle-même qui en fait la demande, mais on le refuse. Mon collègue le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères en a fait la demande au ministre des Finances,

le député de Saint-Maurice—Champlain, député, mais il n'a pas eu de réponse.

J'espère que le gouvernement respectera le Québec, ses institutions et ses compétences.

• (1215)

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le projet de loi dont nous sommes saisis est très simple et direct. Il vise à remplir une promesse électorale. Je crois que toutes les entités politiques de la Chambre des communes ont appuyé l'idée, ou du moins le principe, de la proposition du premier ministre, qui consiste à accorder un allègement fiscal aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

La députée ne convient-elle pas que les Canadiens méritent une telle mesure compte tenu du mandat qui nous a été confié? Pour concrétiser cette promesse, nous devons adopter la mesure législative. La députée pourrait-elle nous faire part de son avis sur le caractère urgent de cette mesure pour que les contribuables puissent bénéficier de cet allègement fiscal d'ici le 1<sup>er</sup> juillet cette année?

[Français]

**Marilène Gill:** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au gouvernement que, habituellement, lorsque les électeurs votent, ils souhaitent élire un gouvernement qui est responsable. Le premier ministre promettait que le gouvernement serait responsable, que l'économie fonctionnerait bien et que le Canada se positionnerait de façon solide devant les États-Unis.

Comme j'ai travaillé dans le domaine de la finance pendant des années, je sais de quoi je parle. Le gouvernement qui vient de prendre le pouvoir n'est pas un nouveau gouvernement, c'est la continuation de l'ancien gouvernement. On l'a vu tout à l'heure quand on parlait d'anciennes mesures qui datent d'avant le premier ministre.

Le gouvernement ne dépose même pas de budget. Pour moi, ce n'est absolument pas sérieux.

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, dans son discours, ma collègue de Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan a parlé du fameux chèque lié à l'abolition de la taxe sur le carbone, qui a été envoyé sans qu'on ait perçu d'argent dans le reste du Canada. On a envoyé ce chèque partout au Canada, sauf au Québec, même si le gouvernement n'a rien perçu dans le reste du Canada. Cela veut dire que, au bout du compte, on a perçu de l'argent des Québécois pour verser de l'argent au reste du Canada.

Pourquoi les Québécois sont-ils traités comme des citoyens de seconde zone dans ce pays?

**Marilène Gill:** Monsieur le Président, je pense qu'on pourrait parler de déséquilibre fiscal, par exemple. Nous sommes toujours les perdants dans cette situation. Tant que nous n'aurons pas tous les pouvoirs en main pour décider de faire ce qui est bon pour le Québec avec notre propre argent, je pense que c'est ça qui va se passer. Il s'agit là d'un exemple patent.

Il y a aussi l'exemple de la lutte contre la loi sur la laïcité au Québec. Encore une fois, c'est l'argent des Québécois que le gouvernement fédéral utilise contre les Québécois. Nous devons avoir les pleins pouvoirs afin de travailler pour le Québec.

• (1220)

[Traduction]

**Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC):** Monsieur le Président, plus tôt dans le débat d'aujourd'hui, nous avons entendu le ministre des Finances dire qu'il voulait faire du Canada « l'économie la plus forte du G7 ». On lui a fait remarquer que les indicateurs de productivité du Canada étaient inférieurs à ceux de nos principaux partenaires commerciaux, en particulier les États-Unis d'Amérique.

La députée voit-elle quoi que ce soit dans ce projet de loi qui puisse améliorer notre productivité? Pourquoi les Canadiens devraient-ils faire confiance à ce vieux gouvernement libéral usé, qui promet cela depuis des années?

[Français]

**Marilène Gill:** Monsieur le Président, la réponse la plus simple que je pourrais donner à mon collègue, c'est non. On ne parle pas du tout de productivité ici, même si le Bloc québécois demande justement à ce qu'on accorde de l'aide aux entreprises pour qu'elles soient en mesure d'augmenter leur productivité.

Quand on parle de productivité, on parle également de concurrence. Non, ce projet de loi ne fait absolument pas ce qu'il devrait faire, relativement entre autres à la productivité.

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, l'autre aspect de la mesure législative consiste à éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première habitation d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Je me demande si la députée pourrait nous dire si le Bloc est en faveur de cette mesure. De plus, pour réaffirmer sa position, peut-elle nous dire si elle appuie personnellement ou si le Bloc appuie l'allègement fiscal pour les Canadiens?

[Français]

**Marilène Gill:** Monsieur le Président, depuis le début de la journée, nous avons entendu par exemple le ministre des Finances parler d'allègement, de la jeunesse et du plan du gouvernement. Cela fait quand même une dizaine d'années qu'il siège à la Chambre, même s'il n'a pas toujours été ministre des Finances. Je m'attends à ce qu'il y ait un plan après 10 ans.

Pour ce qui est du logement, nous sommes d'accord sur l'exemption de la TPS. Ça peut donner un coup de main, mais ce n'est pas tout. Quand j'ai fait le tour de ma circonscription durant la campagne électorale, les jeunes me parlaient aussi des maisons disponibles.

Le plan, nous l'attendons. Il est assez incomplet présentement.

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui à la Chambre pour parler du projet de loi C-4.

C'est intéressant, car nous sommes encore au début de la législature. Or, c'est souvent à ce moment-là qu'on va évaluer les priorités d'un gouvernement, en observant les premiers gestes qu'il va poser. En général, après une élection, un gouvernement cherche d'abord à mettre en œuvre ses priorités.

La première déception qu'on peut constater en examinant les priorités du gouvernement, nonobstant le projet de loi C-4, c'est la question du budget. Tout au long de la campagne électorale, le gouvernement n'a cessé de répéter que nous étions en crise, qu'il avait un plan, qu'il savait quoi faire et qu'il nous expliquerait comment

### *Ordres émanant du gouvernement*

régler le problème. Or, au lendemain de l'élection, une question demeure: où est ce plan? Le gouvernement n'a pas de plan et il n'a pas de budget. Il ne sait pas où il s'en va. C'est ça, la réalité. C'était de la frime et c'est triste de voir ça, surtout qu'il y a des entreprises qui souffrent en ce moment.

Dans ma circonscription, l'entreprise de sidérurgie ArcelorMittal, qui produit de l'acier, a 1 500 employés et elle ne reçoit aucune aide du fédéral. Nous avons demandé au gouvernement quelle solution il entendait proposer face à la crise provoquée par les fameux droits de douane américains qui sont maintenant portés à 50 %. Il nous dit qu'il a eu des discussions. Malheureusement, cela ne permettra pas de préserver les emplois de ceux qui les perdront. Cela n'ajoutera aucun quart de travail pour ceux dont les heures sont réduites. Cela ne résoudra pas le problème. Il va de soi que le gouvernement parle aux Américains, mais il me semble que la taxe de 25 % était déjà en place depuis plusieurs mois. Ça fait maintenant trois mois que les droits de douane de 25 % sont en vigueur. Ils viennent d'être augmentés à 50 %, mais aucune aide supplémentaire n'avait été accordée auparavant. Il y a quelque chose de problématique dans ce gouvernement. Il dit toujours qu'il est là pour les Canadiens, mais quand il y a des vrais problèmes, il n'est pas là pour les régler.

Aujourd'hui, nous parlons du projet de loi C-4, mais je tenais à souligner le manque de priorités du gouvernement en place quant aux vrais problèmes à régler. Néanmoins, le projet de loi comporte tout de même certains éléments intéressants.

Premièrement, il y a la réduction d'impôt. Comme on le sait, pendant la campagne électorale, les conservateurs et les libéraux se sont battus pour savoir qui proposerait la plus grande réduction d'impôt. Le Bloc québécois a exprimé un certain scepticisme à ce sujet, non pas parce que nous sommes opposés aux réductions d'impôt, bien au contraire. Si on peut payer moins d'impôt, tout le monde sera content, moi le premier. Toutefois, la question est de savoir si cela constitue une priorité dans le contexte actuel. Est-ce vraiment là qu'on doit investir l'argent en premier? Est-ce que ça aura des conséquences sur nos services publics? Est-ce que ça va aggraver notre dette? Est-ce qu'on ne risque pas de se priver d'argent dont on a besoin pour équilibrer nos finances à la fin du mois?

En réalité, on ne le sait pas, parce que le gouvernement n'a pas présenté de budget. La réduction d'impôt proposée consiste en une diminution de 0,5 % du premier palier d'imposition, ce qui toucherait environ 22 millions de personnes. Ce n'est pas inintéressant, car on cible les contribuables du premier palier d'imposition. Toutefois, pour bénéficier pleinement de la réduction d'impôt, il faut disposer d'un revenu imposable d'au moins 57 000 \$. En pratique, ce sont donc surtout les personnes gagnant autour de 60 000 \$ qui en bénéficieront pleinement. Évidemment, ce ne sont pas les ultrariches, mais les ultrariches aussi vont en bénéficier parce que c'est une mesure qui est bonne pour tout le monde. C'est ce qui fait que cette mesure va coûter très cher, parce qu'elle n'est pas très ciblée. La mesure est appliquée de manière uniforme pour tout le monde, qu'il s'agisse de millionnaires ou de personnes à faible revenu. En fait, les gens qui ne paient pas d'impôt ou qui sont à très faible revenu n'en bénéficient pas du tout.

*Ordres émanant du gouvernement*

Cette mesure va coûter 26 milliards de dollars sur cinq ans. Est-ce que c'est le meilleur usage qu'on pouvait faire de l'argent public? On ne le sait pas parce qu'on n'a pas présenté de budget. On ne sait donc pas quelle est la situation financière de l'État fédéral. On ne sait pas quelles coupes devront être effectuées pour compenser ce manque à gagner de 26 milliards de dollars. Ce qu'on sait, c'est que ce gouvernement-là était déjà déficitaire, voire très déficitaire par le passé. Alors, où est-ce qu'on va prendre de l'argent? Est-ce qu'on va faire des plus gros déficits ou est-ce qu'on va réduire dans les transferts aux provinces? C'est une bonne question.

Au Québec, notre système de santé est problématique. Il est important d'investir dans le système de santé et ça ne semble pas être la priorité du gouvernement fédéral. Les transferts en santé n'augmentent pas au même rythme que la hausse des coûts. La question est de savoir où le gouvernement va effectuer ces compressions pour équilibrer les comptes.

Une autre question importante est de savoir si le gouvernement respectera l'amendement proposé par l'opposition au discours du Trône. Les libéraux se sont targués d'avoir fait adopter le discours du Trône ainsi que la motion de voies et moyens. Ils estiment qu'ils peuvent désormais faire ce qu'ils veulent. Non, ça ne fonctionne pas comme ça. C'est un peu comme quand on présente son plan d'action à une assemblée des actionnaires. Ces derniers peuvent l'approuver en général, mais proposer deux ou trois modifications. C'est ce qui vient de se passer à la Chambre. La Chambre est prête à adopter certaines mesures, mais l'opposition demande au gouvernement de déposer un budget parce que nous voulons savoir où le gouvernement s'en va.

• (1225)

Or, nous n'avons pas eu de réponse relativement à ça. Pour l'instant, la seule réponse qu'il y a eu à la Chambre, c'est le premier ministre qui a dit qu'il en prenait note. Je suis pas mal sûr que là où il travaillait comme banquier, s'il s'était présenté à l'assemblée des actionnaires en disant qu'il prenait note de ce qu'on lui disait, il n'aurait pas gardé son boulot longtemps. La réalité, c'est qu'il n'est pas au-dessus du Parlement. Il est un élu, comme nous le sommes tous, et c'est la majorité des élus qui décident. Il n'est pas un dictateur, n'est-ce pas? Il a justement été élu pour s'opposer à quelqu'un au Sud de la frontière qu'on présente souvent comme un dictateur. Je ne suis pas en train de dire que c'en est un, mais il faut le regarder de plus près. Je trouve que « prendre en note » est pas mal arrogant pour quelqu'un qui vient juste d'entrer en fonction et dont on ne sait même pas encore où il va. Dans le fond, il nous demande de lui donner un chèque en blanc en disant qu'il va faire ce qu'il veut. C'est à peu près le message que nous avons eu à la Chambre et c'est inquiétant pour la suite parce que, justement, c'est un premier ministre que les citoyens élisent ici. Nous sommes dans un régime démocratique. Ce n'est pas Louis XIV que nous avons en face de nous. Pourtant, nous n'avons pas de budget ni de carte routière. Nous avons un gouvernement qui navigue à l'aveugle et qui est dans l'improvisation. Nous avons un chauffeur de taxi qui nous demande de payer la facture avant que l'itinéraire ne commence, et ce, en ne sachant même pas par où il va passer pour se rendre à la destination.

Le deuxième élément que nous voyons dans ce projet de loi est l'exonération de la taxe sur les produits et services, ou TPS, pour les acheteurs d'une première maison neuve. Ce n'est pas quelque chose de mauvais. Au contraire, c'est quelque chose qui fait plutôt consensus à la Chambre. En tout cas, les bloquistes, les libéraux et

les conservateurs ont tous dit qu'il devait y avoir une exonération de la TPS sur le premier achat d'une maison neuve. La seule différence entre les partis était jusqu'à quelle hauteur il devait y avoir exonération. Dans notre plateforme électorale, nous, le Bloc québécois, parlions d'une valeur de 750 000 \$. Si je ne me trompe pas, dans la leur, les libéraux parlaient d'environ 1 million de dollars. Les conservateurs étaient un peu plus haut. Ce que nous avons devant nous, ce sont des montants de 1 million à 1,5 million de dollars, parce que jusqu'à 1 million de dollars, il n'y a pas de TPS, et parce qu'entre 1 million et 1,5 million de dollars, il y aurait une apparition progressive de la TPS. Ce ne serait donc pas un montant fixe entre les deux. Nous, en tenant compte du marché du Québec où les maisons n'ont quand même pas une valeur de 1 million de dollars que M. et Mme Tout-le-Monde ne pourraient pas s'acheter, quoique les prix dans certains quartiers de Montréal sont très élevés, nous pensons que 750 000 \$ aurait été raisonnable. Toutefois, nous comprenons que le reste du Canada a un marché différent.

Ainsi, ça peut être quelque chose qui correspond au marché du reste du Canada, surtout que, dans un contexte d'inflation, de loyers, de prix des maisons très élevés et d'augmentation considérable du taux d'intérêt, ça devient de plus en plus difficile pour les gens de s'acheter une première maison. Il n'y a pas si longtemps encore, j'ai été un acheteur de première maison et beaucoup de gens dans mon entourage ont eu de la misère à s'acheter des maisons. D'autres aimeraient aussi pouvoir le faire, mais ils n'en sont pas capables.

Est-ce qu'éliminer la TPS sur les maisons neuves va être suffisant? Premièrement, il faut vouloir acheter une maison neuve. On le sait, les maisons neuves sont souvent plus chères que les autres. Ça ne va donc pas automatiquement aider tout le monde. Au contraire, on peut vouloir économiser en achetant une maison qui n'est pas une maison neuve. Deuxièmement, il faut se demander s'il existerait une méthode différente ou complémentaire pour aider les acheteurs d'une première maison. Dans la plateforme électorale du Bloc québécois, nous proposons de permettre aux parents, qui n'ont pas forcément les liquidités nécessaires pour aider leurs enfants, d'utiliser leur REER pour aider leurs enfants à acheter une première propriété avec le Régime d'accession à la propriété, ou RAP. Cela ferait en sorte que les enfants rembourseraient leurs parents sur une période de 10 ans, par exemple, et cela n'aurait aucun effet sur le plan fiscal, parce qu'ultérieurement, les parents vont quand même devoir être imposés sur les sommes provenant de leur REER à la retraite. C'est une mécanique à coût nul pour l'État qui aurait permis aux jeunes générations d'accéder à la propriété. Nous comprenons mal pourquoi on n'a pas ajouté une telle mesure dans le projet de loi actuel.

La troisième partie dont je vais parler est la pire, parce c'est la portion sur la taxe sur le carbone et c'est vraiment inquiétant. J'ai l'impression que le Québec a été le dindon de la farce. Le gouvernement a été d'accord pour abolir la taxe sur le carbone, car ce n'était pas populaire et les conservateurs ne l'aimaient pas. Le gouvernement libéral s'est donc transformé en gouvernement conservateur. Ça faisait quatre ans qu'il se promenait avec des habits orange. Il les a mis au vestiaire pour sortir les habits bleus. Les gens ont voté contre le Parti conservateur. Finalement, ce qu'ils ont comme gouvernement, c'est un gouvernement qui a un programme du Parti conservateur. Nous sommes mal pris, et notre environnement est mal pris. Le problème dans tout ça, c'est qu'au Québec, nous allons être pénalisés. Nous le sommes déjà, parce que le gouvernement a pris l'argent des Québécois pour envoyer un chèque au reste du Canada. Le gouvernement nous doit 800 millions de dollars. On a une fausse remise de 3,7 milliards de dollars sur la taxe sur le carbone qui a été donnée aux Canadiens. Les Québécois ont été...

• (1230)

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Nous passons aux questions et aux observations.

L'honorable députée de London-Ouest a la parole.

**L'hon. Arielle Kayabaga (leader adjointe du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, comme je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire, j'aimerais féliciter mon collègue pour sa réélection.

J'ai entendu le discours de mon collègue. Or nous savons aussi qu'une élection vient de se dérouler et que les Canadiens ont décidé d'élire un gouvernement qui leur avait dit qu'il allait baisser les impôts pour les familles.

Mon honorable collègue peut-il nous dire ici, à la Chambre, que son parti et lui-même vont soutenir les mesures que nous avons présentées pour répondre aux demandes que les Canadiens nous ont faites lors de l'élection?

**Xavier Barsalou-Duval:** Madame la Présidente, pendant les élections, on ne nous a pas promis un gouvernement qui aurait comme première priorité de fricoter avec les compagnies gazières et les compagnies pétrolières, de travailler à créer de nouveaux pipelines et d'inviter le roi. Il me semble que c'est un gouvernement qui a de drôles de priorités.

Il ne nous a pas dit qu'il allait prendre le programme du Parti conservateur et le mettre en œuvre. C'est contre ça que les Québécois ont voté. Je pense aussi que c'est en partie contre ça que les Canadiens ont voté.

[Traduction]

**Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, j'ai remarqué que le député a dit que le remboursement de la TPS pour les maisons ne s'applique qu'aux acheteurs d'une première maison. Le plan du Parti conservateur consistait à utiliser cet outil pour aider à résoudre la crise du logement, mais la restriction du remboursement de la TPS aux acheteurs d'une première maison seulement a grandement amputé l'outil et ne changera rien à la situation, surtout que les jeunes n'ont pas les moyens d'acheter une maison neuve comme première maison. En étendant la portée du programme à un plus grand nombre de personnes, nous pourrions construire ces maisons, ce qui libérerait un plus grand nombre des autres maisons dont nos jeunes ont besoin.

### Ordres émanant du gouvernement

Le député pense-t-il que ce serait un bon plan, compte tenu des limites du plan libéral?

• (1235)

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval:** Madame la Présidente, ma collègue conservatrice a posé une très bonne question.

Je ne pourrais pas dire que j'ai une réponse claire à cette question. Le problème, c'est que, si on élimine la TPS sur toutes les maisons neuves et pour tout le monde, pour les premiers acheteurs comme les autres acheteurs, ça peut entraîner une augmentation des prix. Souvent, les gens vont offrir le prix maximum qu'ils sont capables de payer pour pouvoir s'acheter une maison, surtout dans un contexte où il y a de la surenchère et où la demande est plus importante que l'offre.

Je ne suis donc pas totalement convaincu que cet élargissement aurait servi les premiers acheteurs. Quand on limite cette mesure aux premiers acheteurs, on donne un avantage aux premiers acheteurs qui, eux, n'ont pas encore de maison. Je trouve que c'est une mesure bien pensée.

Afin de savoir s'il faudrait l'étendre à tout le monde, ça prendrait des analyses économiques plus approfondies. On pourrait ainsi déterminer quel serait l'effet d'une telle décision sur le marché.

[Traduction]

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Madame la Présidente, comme mon collègue le sait, les libéraux fédéraux se sont retirés de la stratégie nationale sur le logement en 1992. On sait que le Canada et le Québec n'ont que 3,4 % de logements hors marché. Nous savons également que le logement hors marché doit être un élément essentiel pour régler la question de l'abordabilité du logement. À 3,4 %, nous avons l'une des proportions les plus basses de l'OCDE, et il n'y a rien dans le projet de loi pour les coopératives d'habitation, les logements dont le loyer est établi en fonction du revenu, les logements pour les aînés et les logements pour les plus vulnérables, les sans-abri et les jeunes qui sortent du système de protection de l'enfance.

Mon collègue comprend-il que le gouvernement manque à ses obligations en ce qui concerne la crise du logement abordable? Tout ce que nous entendons les conservateurs et les libéraux dire, c'est que le libre marché et l'offre vont résoudre les problèmes de logements hors marché, mais nous savons que ce n'est pas vrai.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval:** Madame la Présidente, c'est aussi une très bonne question.

Dans notre plateforme électorale, nous parlions justement d'un objectif à atteindre. Si je ne me trompe pas, cet objectif était d'environ 20 % de logements hors marché. Si on atteignait cet objectif, le nombre de logements hors marché commencerait à être considérable, ce qui pourrait améliorer grandement la situation et aider beaucoup de personnes qui n'ont pas les mêmes moyens financiers que les autres.

*Ordres émanant du gouvernement*

En ce moment, le pourcentage de logements hors marché est de 3,5 %, ce qui est marginal et qui n'a aucun effet sur le reste du marché. La réalité, c'est que, lorsqu'on a des logements hors marché qui sont protégés de la spéculation, il y a des gens qui arrivent à se mettre un toit sur la tête à un prix raisonnable. Quand le nombre devient assez important, cela finit par avoir aussi un effet sur le reste du marché. On finit par se demander pourquoi il y a autant de gens qui arrivent à payer un prix raisonnable alors que d'autres profitent de la situation et demandent des prix excessifs.

Il y a vraiment quelque chose à faire en ce qui a trait au logement hors marché. Je ne suis pas en train de dire pour autant qu'il n'y a pas de place pour le privé. Je pense qu'il est aussi important aussi de laisser l'initiative aux entrepreneurs qui veulent construire des logements. Cependant, il faut que l'État assure un encadrement et investisse pour aider ceux qui ne sont pas capables de se payer un logement dans le marché actuel.

**L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.):** Madame la Présidente, je commencerai par dire que je vais partager mon temps de parole avec le député de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie.

[Traduction]

C'est un honneur et un privilège de représenter les gens extraordinaires de la circonscription de Waterloo et de discuter d'un projet de loi très important dont de nombreux concitoyens m'ont parlé. Je suis heureuse d'avoir aujourd'hui l'occasion de participer au débat en deuxième lecture du projet de loi C-4, Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

Dans le discours du Trône, le gouvernement a présenté un plan audacieux et ambitieux pour l'avenir. La réduction des coûts est au cœur de ce plan, afin que les Canadiens puissent conserver une plus grande partie de leur chèque de paie pour les dépenses importantes. Nous avons donc présenté le projet de loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, dont nous sommes saisis aujourd'hui. Nous avons eu un débat utile et constructif.

Une fois qu'il aura reçu la sanction royale, ce projet de loi permettra au gouvernement de réduire l'impôt de la classe moyenne, ce qui allégera le fardeau fiscal de près de 22 millions de Canadiens et permettra aux familles d'économiser jusqu'à 840 \$ par année dès 2026. Il prévoit également l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars, ce qui leur permettrait d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Il réduirait également la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont la valeur se situe entre 1 et 1,5 million de dollars. Enfin, il inscrirait dans la loi le retrait de la tarification du carbone à la suite de son annulation, qui s'appliquerait à partir du 1<sup>er</sup> avril 2025. Cependant, cela ne nous soustrait pas à notre responsabilité de prendre l'environnement au sérieux.

Je voudrais prendre un moment pour commenter chacun de ces aspects du projet de loi.

Tout d'abord, le projet de loi mettra en œuvre la réduction d'impôt pour la classe moyenne promise par notre gouvernement. Cela signifie qu'avec l'appui de la Chambre et l'adoption de cette mesure législative, le taux marginal d'imposition le plus bas sur le revenu des particuliers passera de 15 à 14 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Comme nous l'avons clairement indiqué, cette réduction d'impôt permettra aux Canadiens qui travaillent fort de conserver une plus grande partie de leur salaire pour le dépenser là où cela compte le plus. Cela signifie plus d'argent pour l'épicerie, plus d'argent pour

les enfants, plus d'argent pour les frais liés au logement, bref, plus d'argent pour ce qui compte le plus.

Comme nous l'avons également clairement indiqué, la majeure partie des avantages de cette réduction d'impôt profitera aux Canadiens qui travaillent fort et qui en ont le plus besoin. En effet, l'allègement fiscal profitera surtout aux Canadiens dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, c'est-à-dire ceux dont le revenu imposable sera inférieur à 114 750 \$ en 2025. À l'intérieur de ce groupe de Canadiens qui travaillent fort, près de la moitié des économies d'impôt iront à ceux qui se trouvent dans la tranche d'imposition la plus basse, c'est-à-dire ceux qui gagneront 57 375 \$ ou moins en 2025. Cela signifie que les économies d'impôt découlant de cette réduction pour la classe moyenne profiteront à ceux qui en ont le plus besoin. Cette baisse d'impôt ne profitera toutefois pas qu'à eux. Les économies en résultat seront en effet versées au moment où elles sont les plus nécessaires, c'est-à-dire presque immédiatement, soit à compter de la fête du Canada. C'est dans moins d'un mois.

Nous pouvons offrir ces économies d'impôt aux Canadiens rapidement parce que, avec l'annonce de la réduction d'impôt pour la classe moyenne, l'Agence du revenu du Canada a mis à jour ses tables de retenues à la source pour la période de juillet à décembre 2025 afin que les employeurs et les administrateurs de la paie puissent réduire les retenues fiscales à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Autrement dit, les particuliers qui ont un revenu d'emploi et d'autres revenus assujettis à des retenues à la source pourraient commencer à voir leurs retenues passer au taux d'imposition réduit de 14 % dès la fête du Canada.

Pour commencer, cette baisse d'impôt pour la classe moyenne devrait procurer un allègement fiscal de 2,6 milliards de dollars aux Canadiens au cours des six prochains mois et de 5,4 milliards de dollars en 2026, qui sera la première année complète où le taux d'imposition sera de 14 %. À compter de 2025-2026, la baisse d'impôt pour la classe moyenne devrait permettre aux Canadiens de réaliser des économies d'impôt de plus de 27 milliards de dollars en cinq ans. C'est le premier élément du projet de loi C-4 et la première série de raisons pour lesquelles il mérite notre appui.

● (1240)

La deuxième raison pour laquelle nous appuyons ce projet de loi, c'est qu'il éliminerait la TPS pour les acheteurs d'une première habitation lorsqu'il s'agit d'une maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Le remboursement de la TPS pour l'achat d'une première habitation permettrait aux Canadiens d'économiser jusqu'à 50 000 \$ sur l'achat de leur nouvelle maison. Le remboursement signifierait également que les acheteurs d'une première maison paieraient moins de TPS sur les maisons neuves dont la valeur se situe entre 1 et 1,5 million de dollars. Bref, le remboursement serait éliminé progressivement de manière linéaire pour les habitations neuves d'une valeur comprise entre 1 et 1,5 million de dollars. À titre d'explication, dans le cadre de cette élimination progressive linéaire, une nouvelle maison d'une valeur de 1,25 million de dollars serait admissible à un remboursement de 50 % du remboursement maximal de la TPS de 50 000 \$ accordé aux acheteurs d'une première maison, ce qui se traduirait tout de même par des économies pouvant atteindre 25 000 \$.

*Ordres émanant du gouvernement*

En appuyant le projet de loi C-4, nous augmenterions considérablement le soutien fiscal fédéral déjà considérable offert aux acheteurs d'une première habitation grâce à des programmes comme le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, les retraits d'un REER dans le cadre du Régime d'accession à la propriété et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation. Ce faisant, nous aiderions plus de jeunes et de familles à réaliser leur rêve d'accéder à la propriété.

Nous savons tous qu'une maison, c'est plus qu'un toit au-dessus de nos têtes. C'est un endroit où on bâtit sa vie, où on élève sa famille et où on accumule une valeur nette en prévision de priorités comme la retraite. C'est donc l'achat à la fois le plus coûteux et le plus important que font les gens. Nous en parlons souvent. Ainsi, la deuxième bonne raison pour laquelle le projet de loi mérite notre appui, c'est qu'il permettrait aux acheteurs d'une première maison d'épargner des dizaines de milliers de dollars sur cet investissement.

Troisièmement, il retirerait complètement de la législation canadienne la tarification du carbone pour les consommateurs. Comme les députés le savent, l'une des premières choses que le premier ministre a faites à son entrée en fonction a été de mettre fin à l'application de la redevance fédérale sur les combustibles, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025. Bien que ce changement ait déjà été accompli grâce à un règlement, le projet de loi C-4 irait encore plus loin, puisqu'il retirerait complètement de la législation canadienne la tarification du carbone pour les consommateurs.

Cela dit, il importe de garder à l'esprit que la tarification de la pollution pour les grands émetteurs demeure un pilier du plan du Canada visant à bâtir une économie forte et un avenir plus vert. Le plan de réduction des émissions du Canada regroupe un vaste éventail de mesures d'atténuation, de stratégies et d'investissements, notamment une tarification de la pollution pour les grands émetteurs industriels.

L'élimination de la redevance sur les combustibles imposée aux consommateurs nous a permis de réorienter la norme fédérale de tarification de la pollution par le carbone pour faire en sorte que, partout au Canada, des régimes de tarification du carbone s'appliquent à un large éventail d'émissions industrielles de gaz à effet de serre. Ce faisant, nous nous assurerons que le système est juste et efficace.

Nous devons prendre l'environnement au sérieux. Rien qu'hier, en sortant de chez moi, j'ai vécu une curieuse expérience. La fumée des incendies de forêt qui font rage au Manitoba et ailleurs se propage jusqu'à Ottawa. J'en parlais avec des citoyens de ma circonscription et des amis de Toronto, et cette fumée se propage non seulement dans l'ensemble du Canada, mais aussi jusqu'en Europe.

Cela nous fait comprendre qu'il faut prendre l'environnement au sérieux. Je tiens à ce que les gens du Manitoba et de toutes les communautés qui traversent une période difficile en raison de catastrophes naturelles sachent que les gens de Waterloo pensent à eux. Il est très affligeant de voir qu'ils sont obligés de quitter leur logement et leur communauté. Le gouvernement continuera de prendre la situation au sérieux.

J'ai donné trois excellentes raisons pour appuyer l'adoption rapide du projet de loi C-4. Il reflète la motion de voies et moyens que la Chambre a appuyée à l'unanimité. Ces mesures avantageraient les citoyens de Waterloo et les Canadiens d'un océan à l'autre. J'espère qu'elles seront adoptées rapidement. J'espère que tous les députés les appuieront sans réserve, car le devoir des députés de la

Chambre des communes est de représenter, d'abord et avant tout, les citoyens de leur circonscription.

• (1245)

**Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, j'ai une question très simple. Ce n'est pas une question partisane. Il s'agit en fait d'une question qui touche un grand nombre de mes concitoyens. Quand la motion des voies et moyens a été présentée, elle est entrée en vigueur immédiatement, le jour même. Si quelqu'un a acheté — ou s'est engagé à acheter — une maison neuve la veille, même si cette personne ne doit pas prendre possession de la maison avant un an ou deux, et même si elle ne doit payer la TPS qu'à ce moment-là, elle ne bénéficie pas de la mesure. Elle devra payer la TPS, même à un jour près et même si l'achat, voire la construction, de la maison ne doit avoir lieu que dans un an.

Je me demandais simplement si la députée d'en face pourrait travailler avec le gouvernement pour mettre en place des mesures afin d'aider les gens qui ont eu la malchance de signer un contrat la veille du dépôt de la motion par les libéraux, ce qui les oblige à payer la TPS.

**L'hon. Bardish Chagger:** Madame la Présidente, la circonscription de Waterloo compte des habitants aux opinions et aux points de vue variés. C'est un problème dont on m'a déjà parlé, parce qu'il y a aussi des gens dans ma région qui ont fait l'achat d'une première maison. J'imagine que tous les députés qui ont discuté avec des gens de leur région ont aussi entendu parler de ce problème. Je suis prête à saisir l'occasion de travailler avec tous les députés, notamment les ministériels, pour trouver des solutions visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

Le problème, honnêtement, et j'en ai déjà parlé avec les gens de ma circonscription, c'est que, dès qu'on fixe une date, il y a nécessairement un avant et un après. Le défi, c'est de trouver la bonne solution. Le député voudrait qu'on aille plus vite. Si on adopte immédiatement cette mesure, plus de gens pourront en profiter, alors j'espère que le député nous appuiera et que la mesure sera rapidement mise aux voix afin que les Canadiens puissent en profiter. Essayons de trouver une solution pour ceux qui ont fait l'achat de leur maison la journée précédant l'entrée en vigueur.

[Français]

**Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry—Soulanges—Huntingdon, BQ):** Madame la Présidente, je remercie ma collègue pour qui j'ai du respect. J'ai eu l'occasion de siéger avec elle au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, et je sais que c'est une femme de principe, une femme de rigueur. Je voudrais donc connaître son opinion sur la question suivante.

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, le premier ministre, en pleine campagne électorale, a mis fin à la taxe sur le carbone. Il n'y a donc plus de taxe. Si elle avait été maintenue, les citoyens des provinces, à l'exception de ceux de la Colombie-Britannique et du Québec, auraient eu droit au remboursement de la taxe sur le carbone. Comme cette taxe n'a pas été imposée, ils n'auraient donc pas dû recevoir de remboursement. Or, un chèque leur est parvenu malgré le fait que la taxe a été abolie.

*Ordres émanant du gouvernement*

La députée trouve-t-elle cette façon de faire normale, juste et équitable? Les citoyens de la Colombie-Britannique et du Québec n'ont pas reçu un sou. Pire encore, ils ont contribué, par l'envoi de leurs impôts et taxes à Ottawa, à payer cette compensation, ce cadeau électoral aux citoyens des autres provinces.

• (1250)

**L'hon. Bardish Chagger:** Madame la Présidente, oui, la députée et moi avons beaucoup travaillé ensemble. Elle est une force. Je pense que le Bloc québécois est un parti qui cherche toujours des solutions. Là où il y a une grande différence, c'est que nous, nous devons penser à 10 provinces et trois territoires dans un pays, un Canada. C'est la seule chose sur laquelle nos points de vue diffèrent.

Je pense que sa question est raisonnable. Moi, je suis une députée de l'Ontario. Je sais ce qu'on a fait aux échelons fédéral et provincial. Je n'ai pas les détails de ce qui s'est fait au Québec et en Colombie-Britannique, mais je crois que, pour l'environnement, nous devons collaborer. Nous devons continuer de faire ce travail.

[Traduction]

Je pense que ce dont parle la députée relève du passé, et la tâche qui nous attend est si importante que, pour mieux faire notre travail, nous devons réellement nous tourner vers l'avenir.

**Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, je me réjouis que la première taxe sur le carbone ait été supprimée. Il s'agit d'une taxe sur le carbone pour la vente au détail, qui est effectivement aussi une taxe sur le carbone pour les consommateurs. En vérité, la taxe sur le carbone pour les industries est aussi une taxe sur le carbone pour les consommateurs. Je me demande donc si, lorsqu'il envisage la construction de ces nouveaux logements, le gouvernement tient compte de ce facteur et du coût supplémentaire que générerait le bois, le béton et tous les services publics nécessaires à la construction de chacun de ces logements.

Cette hausse des coûts liée à la taxe sur le carbone pour les industries ne finira-t-elle pas par coûter plus cher aux Canadiens par rapport à ce qu'ils auraient pu obtenir grâce au remboursement de la TPS?

**L'hon. Bardish Chagger:** Madame la Présidente, je pense que lorsque nous examinons ce projet de loi et ce qu'il apportera aux Canadiens, nous devons absolument reconnaître qu'il est très important de le faire avancer. La députée aura des occasions d'intervenir tout au long du processus, et nous analysons la question, mais les choses deviennent de plus en plus coûteuses. Que pouvons-nous faire? Nous pouvons essayer de rendre la vie plus abordable et d'aider les Canadiens. C'est ce que fait le gouvernement.

[Français]

**Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.):** Madame la Présidente, durant des mois, je suis allé à la rencontre de mes concitoyens là où ils se trouvaient. Que ce soit dans nos marchés, dans nos écoles ou dans nos quartiers, j'ai entendu beaucoup de commentaires. Je pense notamment à Manon, cette mère de famille qui m'a confié devoir parfois choisir entre payer son loyer ou remplir son frigo.

Aujourd'hui, je suis heureux et fier de me lever dans cette honorable enceinte pour saluer le dépôt de ce projet de loi sur l'abordabilité. C'est une bonne nouvelle pour notre pays. C'est une bonne nouvelle pour nos familles. C'est une bonne nouvelle pour Mont-Saint-Bruno—L'Acadie. Ce projet de loi témoigne de notre

engagement fort envers les Canadiens et les Canadiennes. C'est un engagement pour que les gens puissent vivre et non survivre, pour qu'ils puissent se nourrir et se loger avec dignité.

Notre gouvernement a entendu l'appel et il a agi en ce sens. Par nos actions, ce sont des solutions concrètes qui offriront des résultats tangibles aux citoyennes et aux citoyens de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie. La réduction d'impôt pour la classe moyenne, l'élimination de la taxe sur les produits et services sur l'achat d'un premier logement neuf d'une valeur de moins de 1 million de dollars et la fin de la taxe sur le carbone pour les consommateurs vont donner un peu d'air aux familles. Quand les gens respirent mieux, ils investissent dans leur communauté. Ils achètent des produits locaux et ils soutiennent nos commerces, nos producteurs et nos entrepreneurs. C'est bon pour les citoyens, pour les entreprises et pour notre économie.

Ce projet de loi est aussi un pas vers plus d'égalité. Il démontre que personne ne devrait avoir à choisir entre deux besoins essentiels, à savoir se nourrir ou se chauffer. Il témoigne de notre profond engagement à ne laisser personne de côté et de notre croyance que le progrès ne vaut que s'il est partagé.

En conclusion, ce projet de loi est une victoire pour les familles. C'est le fruit d'un travail sérieux porté par une volonté sincère d'améliorer la vie de nos concitoyens. Il redonne du pouvoir d'achat aux gens, offre de l'espoir à ceux qui doutaient et trace la voie vers un avenir plus stable, plus juste, plus vivable. Mont-Saint-Bruno—L'Acadie mérite cette stabilité. Je resterai engagé ici comme sur le terrain pour que chaque mesure prenne vie dans notre quotidien, afin que l'abstrait devienne du concret. Je remercie tous ceux qui ont travaillé pour faire avancer ce projet de loi. Je remercie les citoyens de leur confiance et de leur persévérance.

• (1255)

[Traduction]

**Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à la Chambre au nouveau député. Je sais qu'il vivra l'aventure de sa vie, comme ce fut le cas pour moi.

Étant donné que le gouvernement a éliminé la taxe sur le carbone pour les consommateurs pour une foule de raisons, que les conservateurs ont exposées au fil des ans, le député sait-il pourquoi le gouvernement n'élimine pas la taxe sur le carbone pour les industries?

[Français]

**Bienvenu-Olivier Ntumba:** Madame la Présidente, aujourd'hui, mon collègue d'en face a une occasion en or de voter pour une loi qui va baisser le coût de la vie pour les citoyens.

Est-ce que lui et son parti vont nous soutenir aujourd'hui?

[Traduction]

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue pour son élection et pour son discours.

À l'heure actuelle, nous savons qu'une grande partie du Canada est la proie des flammes. Nous sommes à plus de 2 000 kilomètres des incendies qui font rage en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta, mais pourtant ici, à Ottawa, la cote air santé atteint neuf. Or, le budget ne prévoit rien pour financer le verdissement des maisons ou pour rétablir le programme à cet effet. Il ne prévoit rien pour les thermopompes, rien pour améliorer l'efficacité énergétique tout en faisant baisser les dépenses. En outre, rien n'indique dans le budget que le gouvernement libéral est conscient que nous sommes en pleine urgence climatique.

Mon collègue exhortera-t-il les ministres et le premier ministre à prendre des mesures efficaces pour lutter contre les changements climatiques?

Des jeunes de partout au pays nous disent qu'il est urgent d'agir. Je n'ai jamais rien vu de tel de ma vie: le ciel est voilé par la fumée tout au long de l'été. C'est ce qui se produit chaque année. Quand le gouvernement libéral prendra-t-il la situation au sérieux?

[Français]

**Bienvenu-Olivier Ntumba:** Madame la Présidente, aujourd'hui, c'est un jour important. Nous allons déposer un projet de loi qui est très important pour notre pays, pour les familles.

Aujourd'hui, j'espère que mon collègue pourra voter avec nous pour appuyer les familles afin d'avoir un coût de la vie abordable.

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, mon collègue de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie disait avoir rencontré une Manon qui avait du mal à boucler ses fins de mois. Je trouve cela intéressant.

Justement, on a un gouvernement qui a décidé de demander de nouveaux fonds pour faire des nouvelles dépenses. Or, il n'a pas de budget. Moi, je suis persuadé que si Manon veut pouvoir payer son loyer et son épicerie, elle n'a pas le choix de faire un budget, sinon, ça ne fonctionnera pas.

D'après mon collègue, que penserait Manon d'un gouvernement qui dépense sans avoir de plan, sans avoir de budget?

**Bienvenu-Olivier Ntumba:** Madame la Présidente, comme je l'ai dit, quand j'ai parlé de la baisse du taux d'imposition et de l'élimination de la TPS pendant la campagne électorale, comme avec la dame, j'ai entendu les mêmes commentaires partout.

Aujourd'hui, le Bloc québécois et mon collègue d'en face ont une occasion en or de se joindre à nous pour appuyer cette loi.

J'espère qu'aujourd'hui, ils le feront.

• (1300)

[Traduction]

**Jacob Mantle (York—Durham, PCC):** Madame la Présidente, d'un nouveau député à l'autre, j'aimerais souhaiter la bienvenue à mon collègue à la Chambre.

Je suis certain que, comme tout bon député en herbe, il a consacré beaucoup de temps à faire du porte-à-porte dans sa circonscription. Je veux lui demander ce que les jeunes lui ont dit au sujet du logement dans sa circonscription et comment ils essaient de s'en sortir.

[Français]

**Bienvenu-Olivier Ntumba:** Madame la Présidente, effectivement, les jeunes m'ont parlé du coût lié aux taxes quand on achète

### *Ordres émanant du gouvernement*

un premier logement. Pendant la campagne électorale, je leur ai dit qu'on allait éliminer la TPS. Je leur avais aussi parlé des choses pratiques qu'on fait aujourd'hui.

Aujourd'hui, j'espère qu'il va voter comme nous pour appuyer notre projet de loi.

[Traduction]

**Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Langley Township—Fraser Heights.

Je souhaite m'exprimer au sujet du projet de loi C-4, le projet de loi des libéraux qui vise prétendument à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Après 10 ans de règne libéral, les Canadiens sont confrontés à une crise du coût de la vie sans précédent. Depuis 10 ans que les libéraux sont au pouvoir, le prix du logement a doublé, les loyers ont doublé, le montant des paiements hypothécaires a plus que doublé et le prix des produits alimentaires a monté en flèche. Le « Rapport sur les prix alimentaires 2025 », publié récemment, révèle d'ailleurs que la famille canadienne moyenne paiera 800 \$ de plus que l'an dernier en épicerie. Deux millions de Canadiens, un nombre record, ont recours aux banques alimentaires, et plus de la moitié des Canadiens sont à un maximum de 200 \$ de l'insolvabilité.

Face à cette crise du coût de la vie, les libéraux agissent comme s'ils étaient de simples spectateurs, mais la réalité, c'est que si nous sommes en pleine crise du coût de la vie, c'est en grande partie à cause des politiques aussi inefficaces que coûteuses mises en place par les libéraux au cours des 10 dernières années.

Faisons le bilan. En multipliant les dépenses et en faisant marcher la planche à billets de façon inconsidérée, le gouvernement a alimenté l'inflation. Ce n'est pas un hasard si, tout récemment, l'inflation a atteint un sommet jamais vu en 40 ans. Le gouvernement a accablé les Canadiens ordinaires d'une taxe sur le carbone punitive qui a fait grimper le prix de tout, y compris celui des produits de première nécessité comme la nourriture, le carburant et le chauffage domestique. C'est un gouvernement qui, année après année, a augmenté les charges sociales et d'autres taxes et impôts, en plus d'imposer de nouveaux règlements coûteux. C'est aussi un gouvernement qui a su dépenser des dizaines de milliards de dollars pour faire croître l'appareil gouvernemental plutôt que le nombre de logements, dont les Canadiens ont pourtant besoin, et qui n'a rien fait du tout pour remédier à la pénurie de logements sur le marché.

Face à ce bilan désastreux, nous voici en train de débattre de ce que les libéraux proposent comme solution à la crise du coût de la vie à laquelle ils ont grandement contribué. Le mieux qu'on puisse dire du projet de loi, c'est que c'est un aveu d'échec de la part des libéraux, auquel s'ajoute une série de demi-mesures.

Prenons l'exemple de la taxe sur le carbone, qui est un aveu d'échec. Le projet de loi abrogerait la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs. S'il y a bien une politique qui a représenté l'héritage du gouvernement au cours des 10 dernières années, c'est sans aucun doute la taxe sur le carbone. Les libéraux disaient qu'elle était absolument essentielle et qu'il s'agissait du meilleur outil stratégique disponible pour lutter contre les changements climatiques, lesquels représentent, selon ce qu'ils affirment, la plus grande crise de notre époque.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Ce n'est pas tout. Les libéraux disaient également que c'était en fait plus avantageux pour les Canadiens de payer la taxe sur le carbone. Pourquoi? Parce qu'ils prétendaient que les Canadiens recevaient plus d'argent en remboursements que ce qu'ils payaient en taxe sur le carbone. Si c'était vrai, pourquoi les libéraux abrogeaient-ils cette taxe sur le carbone dans le cadre de leur loi visant supposément à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens?

Les libéraux ne peuvent pas jouer sur les deux tableaux. Soit la situation des Canadiens s'est améliorée, soit elle s'est détériorée avec la taxe sur le carbone. Il s'agit d'un aveu de culpabilité de la part des libéraux, qui, pendant des années, ont induit les Canadiens en erreur au sujet de cette taxe et qui ont admis que les conservateurs avaient raison depuis le début lorsqu'ils disaient qu'elle alimentait l'inflation et faisait augmenter le coût de tout, ce qui contribuait à la crise du coût de la vie.

● (1305)

Il faut dire que le premier ministre aime se présenter comme quelqu'un de très différent de Justin Trudeau, alors qu'il a été l'un des architectes de la taxe sur le carbone en tant que conseiller de Justin Trudeau. Le premier ministre a affirmé que c'était la politique idéale et, qui plus est, qu'elle représentait un modèle à suivre pour le monde entier. Voilà maintenant qu'il fait un virage à 180 degrés. C'est un aveu de la part du premier ministre qu'il se trompait depuis le début et que la politique libérale clé des 10 dernières années a été un échec sur toute la ligne.

Bien qu'il s'agisse d'un aveu d'échec de la part des libéraux, nous croyons que l'abolition de la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs constitue une demi-mesure. Nous sommes d'avis que les libéraux devraient abolir la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel. La politique du premier ministre vise à maintenir cette taxe punitive et à continuer de l'augmenter année après année jusqu'en 2030. Or, cette taxe mine la compétitivité du Canada. Elle désavantage des secteurs clés de l'économie à un moment où certains secteurs sont aux prises avec des droits de douane de 25 %, voire de 50 %, imposés par les États-Unis, des droits qui, selon ce qu'a affirmé l'ambassadeur des États-Unis aujourd'hui, resteront probablement en vigueur dans un avenir prévisible.

Le premier ministre se plaît à brandir le drapeau canadien et à se présenter comme le grand champion de l'économie et des travailleurs du Canada et, pourtant, il tape sur des secteurs clés en leur imposant une hausse de la taxe sur le carbone, qui s'ajoute aux droits de douane américains. Combinée à ces droits de douane, la politique du premier ministre menace de faire fuir des secteurs entiers de l'économie comme ceux de l'acier et de l'aluminium, ainsi que d'autres secteurs de l'industrie lourde, ce qui fera disparaître des emplois canadiens. C'est pour cette raison que les conservateurs demandent aux libéraux d'abolir pour de bon la taxe sur tout pour tout le monde, ce qui comprend la taxe sur le carbone pour les industries.

Tant qu'à parler de demi-mesures, parlons aussi de la prétendue baisse d'impôt pour la classe moyenne présentée par les libéraux. C'est littéralement une demi-mesure, puisqu'elle équivaut à la moitié de la réduction d'impôt promise par les libéraux pendant la dernière campagne électorale. Deux semaines à peine après le début de la législature, les libéraux ont déjà commencé à briser leurs principales promesses électorales.

Cette prétendue baisse d'impôt pour la classe moyenne est tellement insignifiante que, avec l'argent qu'on leur laissera, les Cana-

diens pourront à peine s'acheter un café par semaine. On ne peut pas vraiment parler de baisse d'impôt pour la classe moyenne; ce n'est rien de plus que de la poudre aux yeux. Je rappelle que, un café par semaine, ce n'est pratiquement rien si on pense au fait que le fardeau fiscal d'une famille canadienne est aujourd'hui de 10 000 \$ supérieur à ce qu'il était au moment où les libéraux sont arrivés au pouvoir.

Il y a dans le projet de loi quelques demi-mesures que nous pouvons appuyer, mais c'est tout ce qu'on peut en dire. Il s'agit après tout de demi-mesures, d'un aveu d'échec et d'un aveu de culpabilité pour les dix ans de taxe sur le carbone des libéraux.

● (1310)

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, je suis un peu déçu par le député, dans le sens où je m'attendais à ce qu'il se montre un peu plus audacieux quant à son soutien ou son absence de soutien à l'égard de ce projet de loi.

Si le député réfléchit à ce qui s'est passé lors des dernières élections fédérales, les gens s'entendaient quasiment de façon unanime pour dire que l'abordabilité était un enjeu. Le premier ministre a promis d'accorder un allègement fiscal aux Canadiens. Vingt-deux millions de personnes vont tirer profit de cet allègement fiscal, mais pour une raison quelconque, les conservateurs ne veulent tout simplement pas dire s'ils appuieront ou non le projet de loi. Nous devons le faire adopter afin que ces 22 millions de Canadiens de toutes les régions du pays puissent en profiter d'ici le 1<sup>er</sup> juillet.

Le Parti conservateur appuie-t-il l'initiative visant à faire adopter le projet de loi avant la fin du mois de juin?

**Michael Cooper:** Madame la Présidente, ce que les conservateurs appuient, c'est un véritable allègement fiscal pour les Canadiens, notamment grâce à l'abolition complète de la taxe sur le carbone. La classe moyenne aurait ainsi droit à une véritable réduction du fardeau fiscal, et non pas à de maigres économies, l'équivalent d'une tasse de café par semaine. Nous prônons également une véritable réduction de la TPS sur les nouvelles maisons, contrairement à la version édulcorée que les libéraux ont copiée et collée à partir de notre programme électoral.

Oui, nous sommes en faveur d'un répit pour les Canadiens. Ils en ont besoin dans l'immédiat, mais ce projet de loi n'est pas à la hauteur.

**Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours, qui est, comme toujours, bien documenté.

D'après le programme que les libéraux ont annoncé pendant la campagne électorale, la réduction d'impôt coûterait au gouvernement environ 5 milliards de dollars par année en recettes perdues. Pourtant, en parallèle, ils ont considérablement augmenté les sommes qu'ils verseront à leurs amis chez McKinsey, GC Strategies et d'autres coûteux cabinets d'experts-conseils liés aux libéraux.

Je me demande si mon collègue pourrait nous dire ce qu'il pense de la priorité des libéraux, qui consiste à donner l'argent des contribuables aux McKinsey de ce monde plutôt qu'à la famille canadienne moyenne.

**Michael Cooper:** Madame la Présidente, cela démontre que le premier ministre et le gouvernement actuel s'inscrivent dans la continuité, car c'est l'un des traits caractéristiques des libéraux: garnir les poches de leurs amis et de leurs initiés. Nous l'avons vu avec McKinsey. Nous l'avons vu avec la caisse noire environnementale de 400 millions de dollars qui a paralysé le Parlement l'automne dernier, et nous le voyons encore aujourd'hui avec le budget.

**Lori Idlout (Nunavut, NPD):** *Uqaqtittiji*, je vais poser au député une question similaire à celle que j'ai posée plus tôt concernant le projet de loi C-4. Il vise à modifier certaines parties de la Loi électorale du Canada, ce qui n'a rien à voir avec le coût de la vie. Je me demande ce que le député en pense.

**Michael Cooper:** Madame la Présidente, je comprends l'argument de la députée selon lequel il aurait été plus approprié de présenter ces modifications sous la forme d'un projet de loi distinct.

En ce qui concerne le fond de la partie 4, les modifications à la Loi électorale du Canada, j'appuie ces modifications visant à mettre en place un système uniforme lié aux lois sur la protection des renseignements personnels qui relève exclusivement de la compétence fédérale, en ce qui concerne les partis politiques fédéraux.

• (1315)

**Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC):** Madame la Présidente, nous avons entendu dire que les libéraux allaient éliminer la taxe sur le carbone, qu'on appelle une taxe à la consommation. Cependant, j'aimerais que mon collègue nous parle du fait que les libéraux remplacent en fait une taxe sur le carbone pour la vente au détail par une taxe sur le carbone pour les industries, ce qui finira par avoir une incidence sur les consommateurs. Mon collègue pense-t-il que cela aura des répercussions sur le coût des maisons? Ils supprimeront la TPS, mais ils feront probablement augmenter le coût global.

**Michael Cooper:** Madame la Présidente, en fin de compte, l'engagement du premier ministre d'augmenter la taxe sur le carbone pour les industries non seulement nuirait à la concurrentialité du Canada, mais les coûts engendrés seraient aussi refilés aux consommateurs. En réalité, les Canadiens paieraient plus, et non moins, à la suite de l'augmentation par le premier ministre de la taxe sur le carbone pour les industries.

**Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, CPC):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Cette loi a été rendue nécessaire par une décennie de mauvaise gestion économique de la part du gouvernement libéral.

Pourquoi les prix sont-ils si élevés au Canada? Eh bien, l'inflation est à la hausse. Penchons-nous sur le coût des aliments, qui a augmenté de 3,8 % d'une année à l'autre, selon les chiffres d'avril de Statistique Canada. C'est le double de l'inflation globale pour la même période dans l'ensemble de l'économie, selon l'indice des prix à la consommation. Quant au coût du logement, en 10 ans de règne libéral, il a jusqu'à présent doublé, tant pour les locataires que pour les propriétaires. C'est bien plus que l'indice des prix à la consommation. Si l'on ajoute à cela la hausse des taux d'intérêt, la situation devient encore plus difficile.

Ce qui n'augmente pas, ce sont les salaires. Les salaires n'ont pas suivi l'inflation. Les Canadiens travaillent plus fort que jamais, mais ils n'arrivent pas à améliorer leur situation. En fait, nous sommes dans une récession de facto si nous mesurons le PIB par habitant. Oui, notre PIB continue de croître, très lentement, très graduellement, mais à un rythme inférieur à celui de l'immigration.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Il y a plus de gens qui travaillent, mais ils ne sont pas aussi productifs qu'ils devraient l'être. Ce n'est pas leur faute. Pendant toutes ces années, le gouvernement libéral a mal géré l'économie en se concentrant davantage sur la répartition de la richesse que sur la création de richesse. Cela a mené à une décennie de dépenses déficitaires, d'augmentation de la masse monétaire, d'inflation, de taux d'intérêt élevés et de croissance économique anémique. Voilà le défi auquel nous devons faire face.

Les conservateurs ne sont pas les seuls à le dire. Je vais citer le budget de 2022 de l'ancienne ministre libérale des Finances qui, soit dit en passant, s'intitulait « Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable ». Trois ans plus tard, on tient toujours le même discours, mais on n'a rien fait, et rien ne s'est amélioré. Voici ce que la ministre avait à dire dans son budget de 2022:

Nous accusons toutefois du retard sur le plan de la productivité économique. La productivité est importante parce que c'est ce qui garantit le rêve de chaque parent, à savoir que nos enfants vivront dans un monde plus prospère.

C'est un problème canadien bien connu, et insidieux. Il est temps que le Canada s'y attaque.

La ministre libérale des Finances n'est pas la seule à l'avoir dit. Pas plus tard qu'il y a un an, Carolyn Rogers, de la Banque du Canada, a dit ceci au sujet de la productivité:

La productivité nous aide à immuniser l'économie contre l'inflation. Quand la productivité est faible, la croissance ne peut pas dépasser un certain rythme sans que l'inflation s'en mêle. Quand la productivité est forte, on peut profiter d'une croissance plus rapide, d'un plus grand nombre d'emplois et de salaires plus élevés sans craindre le spectre de l'inflation. Voilà qui m'amène à parler du piètre bilan de la productivité au Canada, un problème qui dure depuis trop longtemps. Il y a péril en la demeure. Il faut agir.

La situation est urgente. Elle l'était à ce moment-là et elle continue de l'être aujourd'hui.

Voici ce que l'OCDE avait à dire à propos de l'économie du Canada dans un rapport publié le mois dernier:

Le niveau de la productivité du travail au Canada est inférieur à celui des pays comparables, et les tensions commerciales avec les États-Unis vont probablement amplifier ce retard. Rehausser la croissance de la productivité du pays nécessite d'associer plusieurs mesures des pouvoirs publics. Le Canada possède des marchés dispersés et relativement petits, et pour contrer ce désavantage naturel, il faut faire en sorte que les obstacles réglementaires soient aussi modestes que possible, notamment ceux qui freinent le commerce intérieur [...]

Je suis d'accord avec ces analyses. Les conservateurs préconisent depuis deux ou trois ans l'élimination des obstacles réglementaires. Nous avons dit qu'il fallait se débarrasser des empêcheurs de tourner en rond du gouvernement et laisser libre cours à la libre entreprise. Malheureusement, ce projet de loi ne traite pas de cela. Il ne traite pas de la réduction des formalités administratives. Il ne traite pas de l'amélioration de la productivité. Le gouvernement pourrait prendre des mesures qui mèneraient à une abordabilité permanente et durable. C'est l'objectif qu'il vise, mais il ne l'atteint pas.

Le projet de loi vise à réduire les impôts, et nous ne sommes pas en désaccord avec cette mesure. Les conservateurs sont généralement favorables à des impôts moins élevés, à un gouvernement moins interventionniste, à des initiatives de libre marché et à une concurrence accrue, car la libre concurrence nous rend plus rentables, plus forts, plus résilients et plus productifs. Elle permet d'augmenter les salaires des travailleurs canadiens afin qu'ils aient les moyens de subvenir à leurs besoins.

*Ordres émanant du gouvernement*

• (1320)

Cependant, je tiens à mettre cet allègement fiscal en perspective. Je n'ai pas fait le calcul moi-même, mais on a dit que cette mesure se traduirait par des économies d'environ 800 \$ pour la famille canadienne moyenne. Si je prends la famille canadienne moyenne de ma circonscription, Langley Township—Fraser Heights, qui pourrait avoir une hypothèque d'un demi-million de dollars sur sa maison, ce qui est tout à fait concevable puisque le prix des propriétés pour les premiers acheteurs frise le million de dollars, nous pouvons dire qu'elle doit renouveler son hypothèque. Les taux d'intérêt ont augmenté de 2 % depuis la dernière fois qu'elle a renouvelé ou garanti son taux d'intérêt. Cela équivaut à environ 830 \$ par mois. Cette famille accueillerait-elle favorablement un allègement fiscal de 800 \$? Oui, bien sûr. Cela l'aiderait pendant un mois. Le problème, c'est qu'il reste 11 mois dans l'année, ce qui signifie qu'elle n'ira vraiment pas bien loin avec cette aide. Il s'agit d'une demi-mesure.

Je suis ici pour dire qu'il y a une meilleure façon pour le gouvernement de rendre la vie plus abordable et cela consiste à stimuler l'économie et à créer un environnement durable où les salaires peuvent augmenter sans créer d'inflation. C'est ce que les économistes nous disent et c'est ce que l'ancienne ministre des Finances et la Banque du Canada reconnaissent. Le gouvernement ne semble pas le comprendre.

La meilleure chose que le gouvernement fédéral puisse faire pour réduire le coût de la vie pour les Canadiens est de créer un environnement qui favorise les investissements privés dans l'innovation. Cependant, le bilan des 10 dernières années des gouvernements libéraux montre qu'ils ont fait exactement le contraire. Voici ce qu'indique un rapport récent de l'OCDE au sujet du climat d'investissement au Canada: les investissements non résidentiels se classent bons derniers parmi les pays de l'OCDE; les investissements dans la propriété intellectuelle se classent avant-derniers; les investissements dans la machinerie et l'équipement, c'est-à-dire dans l'amélioration des usines pour les rendre plus novatrices, plus efficaces et plus productives, se classent bons derniers; mais, à l'inverse, les investissements dans l'immobilier se classent presque au premier rang. C'est l'histoire du Canada: ne pas investir dans les usines novatrices, les inventions et la propriété intellectuelle, mais dans l'immobilier.

Je ne blâme pas les investisseurs immobiliers. On investit là où l'argent procure un bon rendement tout en posant un risque minimal. Des gouvernements provinciaux et fédéraux se sont attaqués au problème apparent du marché immobilier en faisant en sorte qu'il soit parfois plus difficile et moins attrayant d'investir dans l'immobilier, par exemple en augmentant l'impôt sur les gains en capital. D'autres fois, le gouvernement fait exactement le contraire, comme il le fait actuellement: il facilite les investissements dans le logement en donnant un congé de TPS aux acheteurs d'une première maison.

Les conservateurs ne sont pas en désaccord avec cela. Nous avons fait campagne en promettant d'opérer des réductions fiscales visant l'impôt sur le revenu, la taxe sur le carbone et la TPS, sur les habitations neuves, mais nous ne sommes pas impressionnés par les demi-mesures de ce projet de loi. Nous nous attendons à ce que le gouvernement propose d'autres initiatives majeures pour prendre des mesures concrètes visant à améliorer l'économie canadienne et l'abordabilité pour les Canadiens. Est-ce le gouvernement actuel qui va le faire? Les libéraux ne cessent de répéter qu'il s'agit d'un nou-

veau gouvernement. Or, je regarde les banquettes d'en face et je vois beaucoup de visages familiers. On nous sert toujours les mêmes vieilles rengaines. On recycle les vieilles idées, et je ne suis pas convaincu que le parti ou le gouvernement actuel nous mènera vers un grand revirement de l'économie canadienne.

• (1325)

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, nous avons un nouveau premier ministre et, en fait, un nouveau gouvernement. Nous avons pris un certain nombre d'initiatives qui montrent très clairement que nos amis conservateurs d'en face se sentent un peu mal à l'aise. On pourrait s'attendre à ce qu'ils votent naturellement en faveur de certaines mesures. Je me souviens de la dernière fois où nous avons accordé un allègement fiscal substantiel aux Canadiens. C'était il y a quelques années, et les conservateurs ont voté contre. Nous sommes maintenant saisis d'une autre mesure législative, le projet de loi C-4, qui accorde aux Canadiens un allègement fiscal considérable.

Le député s'engage-t-il à voter en faveur de ce projet de loi, voire à indiquer que les conservateurs pourraient voter en faveur du projet de loi?

**Tako Van Popta:** Madame la Présidente, le député de Winnipeg-Nord ne cesse de répéter que le gouvernement libéral est un tout nouveau gouvernement. Ce n'est pas le cas. Il a les mêmes vieilles idées, recyclées et reconditionnées, et il s'attend à ce que les Canadiens croient que, cette fois-ci, enfin, il a les solutions.

En ce qui concerne le logement, le prix des logements a doublé au cours des 10 années du régime libéral. Qu'est-ce qui a tellement changé, aujourd'hui, pour que les Canadiens puissent désormais avoir la certitude que les choses seront différentes? Nous ne sommes guère impressionnés par les demi-mesures contenues dans le projet de loi.

**Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Madame la Présidente, je suis à ma place aujourd'hui et je vous remercie de me donner la parole.

Je tiens à remercier le député pour son excellent discours. Je sais qu'il a eu une longue carrière de juriste, dans la promotion immobilière, je pense.

Le député peut-il nous parler un peu des tendances en matière de construction de logements neufs dans son coin?

**Tako Van Popta:** Madame la Présidente, les mises en chantier résidentielles sont en baisse dans ma région, la vallée du bas Fraser. Il y a peut-être une légère reprise en ce moment. Je ne sais pas exactement quelles sont les dernières tendances.

La combinaison de mauvaises mesures législatives du gouvernement fédéral et du gouvernement néo-démocrate provincial n'aide pas. Nous aimerions simplement que le gouvernement ne s'en mêle pas et encourage les entrepreneurs privés à résoudre le problème du logement. Dans une économie équilibrée, je pense que c'est ce qui se produirait.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, mon collègue fait sûrement partie des gens qui ont voté pour demander que le gouvernement présente un budget avant l'été, parce que ça fait partie des choses que demandaient tant le Bloc québécois que le Parti conservateur.

Je sais que ça fait quand même un bon nombre d'années que le député est en fonction. À son avis, quand la Chambre vote en faveur de quelque chose, est-ce que ça a une valeur? Est-ce que c'est quelque chose qui devrait être pris en compte par le gouvernement ou ça n'a pas d'importance?

[Traduction]

**Tako Van Popta:** Madame la Présidente, c'est ainsi que fonctionne la démocratie canadienne. On nous a élus à la Chambre des communes. Une fois de plus, les Canadiens ont choisi d'élire un gouvernement minoritaire, mais les libéraux agissent comme s'ils avaient la majorité.

La réalité, c'est que les libéraux doivent collaborer avec nous. Ils doivent collaborer avec l'opposition pour faire progresser les dossiers. Ils s'attendent à ce que nous fassions preuve de coopération. Nous nous attendons à ce qu'ils en fassent autant. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de présenter un budget, comme tout gouvernement se doit de le faire chaque année?

**Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC):** Madame la Présidente, nous avons vu un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses, sans budget. Le premier ministre parle de nouvelle discipline budgétaire, sauf que pour les quatre prochaines années, le plan est d'emprunter davantage et d'accuser des déficits encore plus importants que ceux que prévoyait enregistrer le gouvernement de Justin Trudeau. J'ai l'impression qu'on reprend les mêmes politiques coûteuses de dépenses et d'emprunts qui ont tant contribué à la crise du coût de la vie qui s'abat sur les Canadiens en ce moment.

Qu'en pense le député?

• (1330)

**Tako Van Popta:** Madame la Présidente, mon collègue de St. Albert—Sturgeon River résume bien le problème de la situation économique du Canada après 10 ans de gouvernance libérale. Le gouvernement n'en finit plus de dépenser. Étant donné que le premier ministre détient un diplôme en sciences économiques, nous avions espoir qu'il comprendrait mieux l'économie que son prédécesseur...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Nous devons reprendre le débat.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole, encore une fois, au sujet d'un projet de loi très important, et cela ne devrait surprendre personne à la Chambre. Il n'y a pas si longtemps, tous les députés ont fait du porte-à-porte pour discuter avec les Canadiens d'un bout à l'autre du pays, et de nombreux enjeux ont été soulevés. Je peux vous dire, comme le peuvent tous les députés, ou du moins tous les membres du caucus libéral, que les gens étaient très inquiets au sujet du président Trump, des droits de douane et de la menace qui pèse sur les activités commerciales, les emplois et l'économie. Les gens étaient également préoccupés par la question de l'abordabilité, par certains problèmes liés à la criminalité et par la sécurité aux frontières canadiennes. Voilà des exemples d'enjeux qui ont été abordés récemment avec les Canadiens.

Nous avons un nouveau premier ministre qui vient d'être élu chef du Parti libéral, un peu plus tôt cette année. Aussitôt élu, il a annoncé que la taxe sur le carbone serait éliminée, et cette nouvelle a été

### *Ordres émanant du gouvernement*

très bien accueillie. Puis, il y a eu les élections et nous avons entendu les préoccupations que je viens de souligner.

Je représente les habitants de Winnipeg-Nord, et je suis très reconnaissant qu'ils aient choisi une fois de plus de me réélire à la Chambre. Je tiens à dire très clairement qu'ils s'attendent, comme tous les Canadiens, je crois, à ce qu'il y ait un grand esprit de coopération à la Chambre des communes pour faire face à la situation actuelle au Canada. À plusieurs reprises, j'ai demandé aux députés du Parti conservateur de reconnaître les enjeux qui ont été soulevés pendant la campagne électorale, comme nous le faisons constamment, et de réfléchir aux mesures législatives qui sont nécessaires.

En toute justice, j'ai été très heureux de voir que tous les députés de la Chambre des communes ont voté en faveur de la motion des voies et moyens hier. On parle d'une somme d'argent considérable. Tout le monde à la Chambre l'a reconnu et a appuyé la motion.

**L'hon. Mark Gerretsen:** C'est une décision intelligente.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Absolument, madame la Présidente, c'est une décision intelligente. C'était la bonne chose à faire, mais il y a beaucoup plus à faire.

Je veux que les députés réfléchissent aux autres questions qui ont été soulevées récemment lors de nos rencontres avec les électeurs. Pour ce qui est des projets de loi, le meilleur est en fait le projet de loi C-4, même si je vais en fait en mentionner trois. Que contient ce projet de loi? Il contient un allègement fiscal direct qui fait passer de 15 à 14 % le taux d'imposition pour tous les travailleurs canadiens qui gagnent moins de 57 000 \$ par an. C'est 22 millions de Canadiens qui vont bénéficier de cet aspect du projet de loi. Il s'agit d'une somme importante. Pour une famille moyenne de deux personnes, l'économie dépassera largement les 800 \$ d'ici 2026. C'est beaucoup d'argent.

Sachant ce que les députés d'en face disaient aux électeurs durant la campagne électorale, et ce que les électeurs ont dit aux députés de tous les partis de la Chambre au sujet du coût de la vie, on aurait pu croire que les députés d'en face accueilleraient favorablement un leader qui passe à l'action. Le premier ministre et le caucus libéral en sont conscients. C'est la raison pour laquelle nous sommes saisis de ce projet de loi aujourd'hui. Nous croyons qu'il est nécessaire d'accorder cet allègement fiscal aux 22 millions de Canadiens qui en bénéficieraient.

• (1335)

C'est une question simple que j'ai posée aux députés d'en face aujourd'hui encore, mais ils tergiversent. C'est comme si Pierre Poilievre ne leur avait pas donné d'instructions sur ce qu'ils devaient faire à ce sujet. Selon bon nombre de mes collègues, il tomberait sous le sens que les conservateurs appuient cette initiative.

**Une voix:** On se serait attendu à ce qu'il ait le temps de le faire.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** On a peut-être consigné ce qui précède comme du chahut. Je ne le répéterai pas, mais je dirai oui.

*Ordres émanant du gouvernement*

Cela va plus loin, madame la Présidente. Le projet de loi inscrit dans la loi l'élimination de la taxe sur le carbone. Les députés savent-ils combien de fois j'ai entendu dans cette enceinte les députés conservateurs réclamer l'abolition de la taxe sur le carbone? Ils voulaient supprimer la taxe sur le carbone. En fait, je me souviens de leur avoir dit qu'ils avaient fait volte-face après avoir nommé un nouveau chef, après quoi ils voulaient supprimer la taxe.

Eh bien, il faut savoir que nous avons eu une course à la chefferie en janvier et que notre nouveau chef a une nouvelle politique. On se serait attendu à ce que les conservateurs l'appuient, mais, encore une fois, ils prennent une autre direction. Il s'agit d'un aspect important du projet de loi et, pourtant, rien n'indique ce qu'ils comptent l'appuyer. J'ai posé la question aux conservateurs, mais ils refusent de dire comment ils voteront sur le projet de loi. S'ils croient vraiment à ce qu'ils disent ces derniers temps, il y aurait lieu de penser qu'ils verraient d'un bon œil le projet de loi et lui accorderaient leur appui.

Les conservateurs sont quelque peu hésitants à l'égard de ces deux aspects du projet de loi, et il y en a un troisième. Encore une fois, il s'agit d'un allègement fiscal important. Imaginons quelqu'un qui veut acheter sa première maison. Nous offririons un incitatif financier sous la forme d'un allègement fiscal aux acheteurs d'une première maison d'une valeur pouvant aller jusqu'à 1 million de dollars. Selon les députés, quelle est la position des conservateurs à l'égard de cette mesure? C'est difficile à dire.

Ce sont les trois principaux éléments du projet de loi. On pourrait s'attendre à ce que les conservateurs aient la force de reconnaître que le projet de loi C-4 est important et de dire qu'ils vont voter en sa faveur. Je ne comprends pas pourquoi ils en sont incapables. Auquel de ces trois éléments s'opposent-ils, au juste? Je ne comprends pas. Lorsque les conservateurs auront l'occasion de me poser une question, ils pourraient soit dire qu'ils appuient le projet de loi, puis poser leur question, soit dire qu'ils n'appuient pas le projet de loi, expliquer pourquoi, puis poser leur question. Ils devraient fournir des explications aux Canadiens.

N'oublions pas que nous n'avons pas beaucoup de temps. L'allègement fiscal entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Si nous n'adoptons pas le projet de loi d'ici le 1<sup>er</sup> juillet, nous allons compromettre les allègements fiscaux offerts aux Canadiens.

**Une voix:** Oh, oh!

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, le député recommande de déclencher des élections. Nous venons de tenir des élections il y a quatre ou cinq semaines. Je doute que les Canadiens souhaitent retourner aux urnes immédiatement. Les résultats étaient d'ailleurs on ne peut plus éloquentes, ce qui nous permettra de progresser avec un peu plus d'optimisme. Les Canadiens s'attendent à ce que les conservateurs, les néo-démocrates et les bloquistes collaborent avec le gouvernement et appuient certaines initiatives essentielles.

Le projet de loi est assorti d'une date butoir. Nous devons l'adopter.

• (1340)

J'espère que mes collègues et amis conservateurs d'en face donneront aux Canadiens ce qu'ils ont demandé aux dernières élections. Le premier ministre et 169 autres députés libéraux se sont engagés à leur accorder cette baisse d'impôt. Je crois que nous pouvons le faire. Nous n'avons aucune excuse pour ne pas le faire.

Il y a un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement. Nous pouvons examiner le projet de loi C-4 et souligner ses avantages. Nous pouvons examiner ce programme législatif. J'aimerais que les députés réfléchissent aux trois enjeux prioritaires dont j'ai parlé tout au début de mon discours. Pensons à la Loi sur l'unité de l'économie canadienne, le projet de loi C-5, qui a été présenté aujourd'hui.

Je repense à ce que les Canadiens nous disaient pendant la campagne électorale. Ils sont nerveux. Je pense que tous les députés conviendront qu'il est dans l'intérêt des Canadiens que nous nous attaquions à ces obstacles au commerce intérieur, ce qui pourrait faire une énorme différence, entre autres, en matière de politique fiscale.

On parle de milliards de dollars. En effet, si on élimine tous les obstacles possibles, les retombées pourraient atteindre 200 milliards de dollars, selon les estimations. On peut imaginer les avantages économiques et fiscaux qui pourraient en découler, par exemple la possibilité de futurs allègements fiscaux. On ne sait jamais. Nous devons bâtir cette économie unifiée.

Il s'agit, une fois de plus, d'un engagement que le premier ministre a pris envers les Canadiens pendant la campagne. Aujourd'hui, nous sommes saisis d'un autre projet de loi qui donne suite à un engagement, comme le fait le projet de loi C-4. Il faut le garder à l'esprit.

Plus tôt cette semaine, le premier ministre a rencontré tous ses homologues provinciaux et territoriaux en Saskatchewan pour discuter. Quatre ou cinq jours plus tard, nous voici à la Chambre des communes, où nous avons une fois de plus l'occasion de nous pencher sur une question très importante et, au bout du compte, de contribuer à l'unité, à la santé et à la vigueur du Canada.

Nous faisons appel aux députés de tous les partis de l'opposition. Il y avait des représentants de partis politiques de tous les horizons en Saskatchewan. Des Canadiens de tous les horizons, de tous les horizons imaginables, se réunissent parce qu'ils veulent plus de collaboration en vue de l'atteinte des objectifs présentés dans notre programme électoral. C'est l'une des raisons pour lesquelles le premier ministre a été élu: comprendre et arriver à expliquer aux Canadiens le type de mesures requises pour gérer l'économie et nous faire traverser la crise au cours des deux, trois ou quatre prochaines années, selon le moment où les prochaines élections seront déclenchées.

Je pourrais parler du projet de loi C-2. Encore une fois, en ce qui concerne les dépenses budgétaires possibles, la défense des frontières du pays est une mesure législative prioritaire. Elle est prioritaire, parce que les Canadiens nous ont clairement donné ce mandat lors des dernières élections. Ce n'est pas comme si les élections avaient eu lieu il y a un an. C'était le 28 avril, il y a cinq ou six semaines de cela, et les enjeux qui intéressaient les Canadiens étaient l'unification de l'économie canadienne, les réductions d'impôt et les problèmes liés à la frontière comme le fentanyl et le vol de voitures. Encore une fois, nos mesures législatives ciblent ces enjeux.

Les députés d'en face parlent de la sécurité dans les collectivités. Nous, nous parlons de l'ajout d'environ 1 000 agents de la GRC et de l'ajout d'environ 1 000 agents des services frontaliers.

Regroupons les projets de loi. Examinons les projets de loi C-2, C-4 et C-5, qui découlent tous de la campagne électorale qui vient d'avoir lieu.

• (1345)

Comme les députés d'en face semblent croire que ces projets de loi sont tirés de leur programme, ils ne devraient avoir aucune raison de ne pas l'appuyer. On serait du moins porté à le croire. Le fait est que nous ne sommes pas ici pour servir un parti politique à proprement parler. Nous sommes ici pour servir nos concitoyens et, collectivement, tous les Canadiens. Les Canadiens ont été très clairs pour ne pas dire limpides là-dessus. Ils veulent que ces projets de loi soient adoptés. Nous pouvons le faire.

C'est incroyable ce que l'on peut faire quand un projet de loi obtient le consentement unanime de la Chambre. C'est déjà arrivé, et il n'y a aucune raison pour que cela ne se produise pas cette fois-ci. Croyez-moi, madame la Présidente, beaucoup d'autres projets de loi seront présentés, et il ne fait aucun doute qu'ils feront l'objet d'un débat approfondi. Ils franchiront l'étape de l'étude en comité et ainsi de suite.

Les trois principales mesures législatives qui ont été présentées cette semaine ont été exigées par les Canadiens de manière très concrète. Les députés de l'opposition ont un choix à faire. Nous sommes dans un système parlementaire, et, s'ils le souhaitent, ils peuvent empêcher l'adoption d'un projet de loi.

Cependant, je peux assurer aux députés d'en face que j'aime à penser que j'ai des opinions bien arrêtées et que je ferai part de mes réflexions sur les partis de l'opposition et sur ce qu'ils feront au cours des prochaines semaines aux concitoyens que je représente. Je présume que la même chose se produira dans tout le pays, car les Canadiens nous regardent. Il y a des attentes.

Ce n'est pas comme si nous avions un programme législatif de 25 projets de loi, du moins pas encore. Nous avons présenté les mesures législatives prioritaires qui découlent directement des élections, avec l'espoir que tous les députés collaboreront en vue de les faire adopter.

Aujourd'hui, je demande à tous les députés de considérer le projet de loi presque comme un ensemble de mesures que les Canadiens appuient sans réserve. Rien n'empêche les députés d'en face de s'adresser aux ministres compétents s'ils ont des préoccupations particulières. Par exemple, hier, durant le débat sur le projet de loi C-2, qui porte sur les frontières, il y a eu beaucoup de désinformation de la part des conservateurs au sujet du système postal et de la façon dont nous allons améliorer la sécurité des Canadiens en apportant des modifications législatives pour permettre aux agents d'application de la loi d'obtenir un mandat les autorisant, en gros, à inspecter le courrier, chose qu'ils n'auraient jamais pu faire auparavant.

Il y a beaucoup de points à examiner, je le reconnais. Cependant, je mets les députés au défi de soulever leurs préoccupations. Faisons en sorte que le projet de loi se rende au point où il puisse finalement être adopté. C'est ce que j'espère voir et ce que je vais continuer de préconiser.

Je voulais dire quelques mots au sujet du logement, car le logement est un enjeu très important qui est abordé dans le projet de loi dont nous parlons aujourd'hui. Je tiens à souligner le programme « Maisons Canada ». Je crois que le premier ministre met beaucoup l'accent sur les résultats. Nous verrons des résultats concrets, mais nous devons être prêts à faire adopter des projets de loi à la Chambre.

### *Ordres émanant du gouvernement*

Nous continuerons de travailler avec les différents pouvoirs publics. Le logement est une responsabilité des trois ordres de gouvernement, sans parler des nombreux intervenants au pays. Ottawa sera là pour soutenir le logement au Canada.

• (1350)

**Clifford Small (Central Newfoundland, PCC):** Madame la Présidente, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre vient de dire que les Canadiens nous regardent. Dans ce cas, ils regardent en boucle une émission vieille de 10 ans, la même émission avec le même gars d'en face, qui râle et qui rouspète sans jamais donner à ses collègues la chance de s'exprimer.

Le député a parlé des élections en se demandant ce que nous avons entendu en faisant du porte-à-porte. Je vais dire aux députés ce que j'ai entendu: les gens me disaient qu'ils n'allaient pas voter pour les libéraux. Je me demande bien pourquoi. Pourquoi mes concitoyens m'ont-ils dit qu'ils ne voteraient pas pour les libéraux?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, je ne suis ni mathématicien ni actuaire, mais je peux dire aux députés que 8,5 millions de personnes ont voté pour les libéraux et pour le premier ministre. Jamais auparavant un premier ministre ou un parti n'avait obtenu autant de votes, soit environ un demi-million de plus que les conservateurs, si je ne m'abuse. Encore une fois, je ne suis pas mathématicien. Je laisse le soin au député de déterminer quel chiffre est le plus élevé.

Au bout du compte, les députés de ce côté-ci de la Chambre ont apporté plus de changements que ceux de l'autre côté. Pour couronner le tout, le chef du député est un politicien de carrière qui siégeait à l'époque du gouvernement de Stephen Harper. Ce n'est pas ce que j'appelle du changement.

**L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Madame la Présidente, il est toujours intéressant d'écouter les interventions de mon collègue de Winnipeg.

Il y a eu beaucoup de chahut de l'autre côté de la Chambre. Les conservateurs ne cessent de répéter qu'on leur a volé leurs idées et que ce n'est pas juste. La réalité, c'est que s'ils avaient eu un meilleur plan de communication que les slogans à trois mots qu'ils nous servent année après année, ils auraient peut-être pu traduire ces idées en mesures concrètes. Les gens auraient alors pu les soutenir et voter pour eux. Or, ce n'est tout simplement pas le cas.

Je me demande si le secrétaire parlementaire pourrait expliquer à quel point il est exaspérant que les conservateurs, d'une part, refusent d'approuver ou d'appuyer les mesures législatives, mais, d'autre part, prétendent que nous leur volons toutes leurs idées. On serait tenté de penser que si nous volions vraiment leurs idées, ils seraient les premiers à les appuyer, mais ils ne font que se livrer à des petits jeux politiques.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, c'est vraiment intéressant, et je remercie le député pour sa question, car les conservateurs, sous la direction de Pierre Poilievre, ne jurent que par des slogans pouvant figurer sur un autocollant de pare-chocs. C'est ce que j'appelle des politiques sensationnalistes. Les conservateurs mènent des campagnes de courriels impressionnantes. J'ai même reçu certains de courriels à ma propre adresse électronique. Je ne sais pas du tout comment cela a pu se produire, mais ce sera pour un autre jour.

*Ordres émanant du gouvernement*

Quoi qu'il en soit, mon collègue a bien raison. Nous pourrions déclamer tous les slogans du monde, mais la réalité est que les Canadiens ont des attentes plus élevées. Ils attendent de leur gouvernement qu'il présente un plan concret. Ils veulent être rassurés. C'est pourquoi je crois que, lorsqu'ils ont été amenés à faire un choix en matière de leadership, ils ont vu un économiste, un ancien gouverneur tant à la Banque du Canada qu'à la Banque d'Angleterre, et ils l'ont comparé à un politicien de carrière qui n'a jamais vraiment travaillé en dehors de l'appareil gouvernemental. Je suis convaincu que les Canadiens ont fait le bon choix.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, je passe beaucoup de temps à écouter des discours du secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes depuis le début de cette législature, et elle ne fait que commencer. Il faut dire que je l'ai aussi entendu très souvent dans la législature précédente.

Ce qui me fascine, c'est à quel point il parle toujours avec beaucoup de conviction. Il est vraiment convaincu de ce qu'il nous dit. Je trouve ça intéressant, parce qu'il a passé les quatre dernières années à nous vendre le programme du NPD, la main sur le cœur et avec la plus grande conviction du monde. Là, il est en train de nous vendre le programme du Parti conservateur, la main sur le cœur et avec la plus grande conviction du monde.

Pourrait-il m'expliquer comment il fait pour passer d'un extrême à l'autre avec autant de conviction et aussi facilement que ça?

• (1355)

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, ce n'est pas un changement de position. J'aime tout simplement les bonnes idées. Au bout du compte, l'assurance-médicaments était une bonne idée, tout comme le programme de soins dentaires. J'aime aussi l'idée d'un programme d'alimentation en milieu scolaire. Par ailleurs, j'aime l'idée d'accorder un allègement fiscal à 22 millions de Canadiens. Une autre idée qui me plaît tout autant est celle d'offrir un allègement fiscal pour une première maison. Cela ne revient pas à changer constamment de position. Je pense qu'il s'agit de reconnaître que des changements s'imposent parfois. C'est ce que nous avons fait.

Nous avons un premier ministre fort qui a un plan pour faire du Canada le pays le plus dynamique du G7. J'attends avec impatience la mise en œuvre de ce plan dans les années à venir, car je crois que nous voulons être là pour bâtir un Canada plus fort et en meilleure santé dans toutes les régions de notre grand pays.

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, le député a parlé de slogans, et cela me fait penser aux slogans utilisés par le premier ministre. L'un de ses slogans les plus absurdes parle de réduire les dépenses et d'augmenter les investissements. Il est censé être l'homme qui a un plan, mais il n'a pas de budget et il affirme que les libéraux dépenseront moins tout en investissant plus, ce qui signifie qu'ils vont dépenser encore plus.

Nous pouvons voir, dans les dépenses des libéraux, qu'ils dépenseront encore plus que ce que Justin Trudeau avait prévu. Les Canadiens voulaient du changement, mais ils ne parlaient pas d'élargir l'appareil gouvernemental, d'ajouter des règlements, d'accroître le gaspillage et les dépenses ou de faire augmenter le taux de chômage. Aujourd'hui, nous pouvons voir les effets des slogans du pre-

mier ministre et de l'absence de plan, car le taux de chômage est à la hausse un peu partout.

Si le gouvernement a un plan, pourquoi ne le présente-t-il pas? Pourquoi ne présente-t-il pas un budget? S'il a un plan, pourquoi ne pouvons-nous pas le voir?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, je crois que le député d'en face était présent, du moins dans les couloirs du Parlement, lorsque Stephen Harper était premier ministre. M. Harper a été élu en février, et il lui a fallu des mois pour présenter un budget, qui n'a pas été déposé avant mai. Il y avait un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement, et il leur a fallu des mois pour préparer un budget. Nous avons un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement, et l'élaboration d'un budget qui nous permettra de mettre en œuvre notre plan exigera du temps.

Je fais remarquer au député que la motion de voies et moyens, qu'il a appuyée hier, contient de nombreux détails concernant la façon dont l'argent sera dépensé et où il sera affecté. Nous ne pouvons pas avoir le beurre et l'argent du beurre, sinon les gens nous traiteront d'hypocrites.

[Français]

**Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.):** Madame la Présidente, effectivement, j'adhère aux commentaires de mon collègue d'en face: mon collègue le député de Winnipeg-Nord est passionné par ce qu'il dit. C'est mon premier mandat, et j'en fais le constat. Je suis fier de son engagement à créer un Canada fort. Cette passion l'anime. Il parle avec aisance, amour et attachement.

Peut-il nous expliquer comment l'élimination de la TPS sur l'achat d'un premier logement peut faire du bien à des familles et à des jeunes?

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, je vous remercie de votre compliment et de vos paroles aimables.

Si l'on offrait un incitatif fiscal important aux acheteurs d'une première habitation, on construirait plus de logements. De plus, pour la première fois, les acheteurs d'une première habitation bénéficieraient d'un allègement fiscal important. Il s'agirait en effet d'une situation gagnant-gagnant qui ferait la différence.

En ce qui concerne la passion, je dirais que depuis la reprise des travaux, il y a deux semaines, j'ai remarqué la qualité du français parlé par les députés du Québec lorsqu'ils interviennent. Il est réellement très encourageant d'entendre autant de députés du Québec défendre une cause avec force.

• (1400)

**Jacob Mantle (York—Durham, PCC):** Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre au sujet du projet de loi sur lequel on nous demande de voter en tenant compte de l'intérêt supérieur des gens de nos circonscriptions et des Canadiens.

Je sais que ce projet de loi est censé porter sur l'abordabilité, mais si on y regarde de plus près, on constate qu'il est plutôt maigre. Beaucoup de gens ont demandé: « Si ce genre de mesures figurait dans le programme des conservateurs, alors pourquoi n'appuyez-vous pas le projet de loi? Allez-vous l'appuyer? Quelle est votre position? »

Je dirais que si les libéraux veulent nous voler nos idées, ils devraient toutes les voler et les appliquer, et pas seulement avec des demi-mesures. Si les libéraux veulent emprunter les bonnes idées, ils devraient le faire entièrement. S'ils n'en prennent que la moitié, eh bien, ils obtiendront la moitié des résultats, soit le genre de résultats qu'on peut attendre de la part des libéraux, je suppose.

Je suis désolé, je voulais mentionner que je partagerai mon temps de parole avec la députée de King—Vaughan. Comme les députés peuvent le constater, je suis encore en train d'apprendre les ficelles du métier.

Au cours de la première semaine, je crois, on a beaucoup parlé, surtout le secrétaire parlementaire, de ce projet de loi, de ce nouveau gouvernement et des nouveaux libéraux. C'est ce qu'ils prétendent, mais ils ont presque un sourire narquois, comme s'ils n'y croyaient pas eux-mêmes. C'est tout à fait compréhensible lorsqu'on sait qu'à peu près tous les députés des banquettes ministérielles étaient déjà là sous le gouvernement de Justin Trudeau, y compris le député de Winnipeg-Nord, que nous sommes toujours heureux d'écouter et de voir. Je commence à comprendre qu'il est souvent ici et qu'il parle toujours avec passion, et je lui en suis reconnaissant.

**Kelly McCauley:** Ou bien il vient ici par passion et il parle souvent.

**Jacob Mantle:** Cela se pourrait très bien.

Madame la Présidente, je ne suis pas certain que le nouveau gouvernement parvienne vraiment à duper qui que ce soit, même sur les banquettes libérales. Ce sont les mêmes ministres qui parlent des mêmes choses. Au lieu de se présenter devant les Canadiens avec un plan pour réparer les pots qu'ils ont eux-mêmes cassés, ils présentent des demi-mesures et offrent des miettes. On dirait que c'est la façon de faire des libéraux: ils surtaxent et réglementent à outrance, puis ils redonnent à la population un peu d'argent et lui demandent de les remercier. Ce n'est pas suffisant.

En fait, c'est la raison pour laquelle nous avons proposé, dans notre plateforme — et encore une fois, j'encourage les libéraux à ne pas faire les choses à moitié —, d'éliminer non seulement la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs, mais aussi la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel. Laisser entendre que nous pouvons maintenir la taxe sur le carbone pour le secteur industriel sans que cela se traduise par une hausse des prix pour les consommateurs trahit un manque de compréhension des principes économiques de base. C'est pourtant simple. Si un producteur a des coûts plus élevés, qu'il s'agisse de fournir des aliments, de raffiner de l'essence ou de fabriquer du béton pour la construction de maisons — comme les députés le savent probablement, la production de béton émet beaucoup de CO<sub>2</sub>, donc elle est fortement taxée —, ces coûts se reflèteront directement dans les coûts de construction et le prix des maisons.

Les libéraux prétendent que l'on peut supprimer la taxe sur le carbone et que tout ira bien. Soit dit en passant, il est ahurissant que, pendant 10 ans, on m'ait traité de mauvaise personne ou accusé de ne pas croire en la science parce que j'estimais qu'une taxe sur le carbone ne changerait pas la météo. Aujourd'hui, les libéraux semblent dire: « Quelle taxe sur le carbone? Ce n'était pas notre idée. De quoi parlez-vous? » Elle a été supprimée, et ils regrettent d'avoir fait un mauvais travail de relations publiques, car, à leur avis, il s'agissait d'une bonne politique. Ils ont fait un mauvais travail de relations publiques et doivent donc la supprimer, mais ils maintiendront la taxe sur le carbone pour les industries, en espérant

### *Ordres émanant du gouvernement*

que les Canadiens ne feront pas la distinction et qu'ils ne comprennent pas certains principes économiques fondamentaux.

Les Canadiens comprennent ces principes, car la plupart d'entre eux doivent établir un budget. Lorsqu'ils font leur budget, ils passent en revue les catégories de dépenses et déterminent les coûts pour chacune, par exemple, les coûts de cette année. Ils calculent leurs revenus et leurs dépenses et déterminent si leurs revenus leur permettront de couvrir leurs dépenses ou s'ils devront renoncer à certaines d'entre elles.

Les Canadiens comprennent ces concepts. Je ne sais pas pourquoi le gouvernement ne pige pas. Il n'y a pas de budget. Il n'y a pas de plan. Le secrétaire parlementaire et tous ceux qui veulent discuter de ce projet de loi doivent nous présenter un budget pour parler d'abordabilité, pas des demi-mesures qui ne règlent pas grand-chose.

Quant au nouveau gouvernement, il n'est pas vraiment nouveau, car ce sont les mêmes députés et les mêmes ministres. C'est presque pire. Le nouveau premier ministre semble être assez proche du gars au sud de la frontière. Ils ont l'air de deux bons copains. C'est intéressant. Au moins, dans le cas de M. Trudeau, il était clair qu'il n'y avait pas vraiment d'atomes crochus entre lui et le président des États-Unis. Je doute que l'incompatibilité soit la même entre le premier ministre actuel et le président. Si je le dis, c'est qu'il est bien connu que la plus belle forme de flatterie est l'imitation. Or, on a vu le premier ministre du Canada imiter les manières de M. Trump, notamment lorsqu'il a signé un document en public au moment d'éliminer la taxe sur le carbone pour les consommateurs. À ce jour, je ne sais toujours pas de quel document il s'agit.

• (1405)

Comme tout étudiant en première année de droit le sait, le premier ministre n'a pas le pouvoir d'adopter des lois. A-t-il signé ce document pour flatter le président? L'a-t-il signé pour imiter le président? Je n'en suis pas sûr, mais il continue à le faire. Le premier ministre l'a qualifié de président « transformationnel ». C'est un éloge assez fort de la part d'un premier ministre canadien. On nous accuse souvent d'être comme le président, mais il semble que le seul qui agit comme lui, le suit et s'inspire de son exemple, c'est le premier ministre.

Comme beaucoup de députés, j'ai frappé à de nombreuses portes pendant ma campagne. Le logement et le coût de la vie étaient bien sûr des questions prioritaires. Je viens d'une circonscription à l'extrémité nord de la région du Grand Toronto, à cheval sur les municipalités régionales de York et Durham. C'est un endroit où le logement est passablement dispendieux. Une réduction de la TPS qui ne s'applique qu'aux maisons dont la valeur est comprise entre 1 et 1,5 million de dollars ne serait pas vraiment suffisante dans ma région, car de nombreuses maisons valent plus de 1 million de dollars, voire plus de 1,5 million de dollars.

Qui plus est, cette proposition ne vise que les nouveaux acheteurs; elle ne vise pas les nouvelles maisons. N'oublions pas qu'il y a une différence ici. C'est pourquoi j'ai dit que si les libéraux veulent voler notre idée, ils devraient la voler dans son intégralité.

*Ordres émanant du gouvernement*

Je ne suis pas le seul à le dire; l'industrie le dit aussi. BILD, l'association de l'industrie, a dit que cette proposition ne toucherait qu'un petit nombre d'acheteurs. En fait, je crois qu'elle a dit que cette mesure n'améliorerait pas considérablement l'abordabilité. Si le projet de loi porte sur l'abordabilité, mais que l'industrie nous dit que cette proposition ne ferait rien à ce sujet, alors à quoi sert-il? Si les libéraux présentent une proposition qui a une incidence sur l'abordabilité, elle devrait au moins atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé. D'après leurs propres critères, ils échouent à cet égard.

Je suggère aux libéraux de relire notre programme. Je sais qu'ils l'ont lu, c'est évident. Ils pourraient proposer un amendement, ou nous pourrions le faire, pour corriger le projet de loi et l'harmoniser à notre programme. Je sais que les députés ont hâte d'entendre ce que nous avons à dire parce que nous avons de bonnes idées. Le projet de loi a été présenté, et c'est le temps d'en débattre.

Je dirai également que ceux qui achètent une maison ne sont pas nécessairement des acheteurs d'une première maison. Beaucoup de gens commencent par acheter une copropriété ou une petite maison lorsqu'ils se marient, avant d'avoir des enfants. Ensuite, quand ils passent à une autre étape de leur vie où ils ont besoin d'une maison plus grande qui compte davantage de chambres à coucher, peut-être pour avoir d'autres enfants, ils achètent une autre maison. Ces gens ne sont pas des acheteurs d'une première maison, mais ils sont tout de même de nouveaux acheteurs, dans la mesure où ils gravissent les échelons de l'accession à la propriété. Cette mesure ne ferait rien pour eux parce que, techniquement, ils ne seraient pas des acheteurs d'une première maison.

Le projet de loi ne va pas assez loin. Nous sommes ouverts aux propositions du gouvernement lorsqu'elles s'inspirent de nos bonnes idées. J'encourage le gouvernement libéral à se pencher de nouveau sur ces propositions et à peut-être modifier le projet de loi et ensuite le présenter de nouveau. Nous pourrions peut-être alors débattre de la question de savoir s'il est acceptable.

En ce qui concerne la taxe sur le carbone, je tiens à soulever une question importante qui a été portée à mon attention pendant la campagne électorale. Il y a deux formidables Premières Nations dans ma circonscription. L'une d'entre elles est la Première Nation des Chippewas de Georgina Island. Elle est située sur une île au milieu du lac Simcoe, qui est seulement accessible par traversier. Lorsque la taxe sur le carbone a été mise en œuvre, le coût du carburant diesel nécessaire au fonctionnement de ce traversier a augmenté. Même si on croit qu'une taxe sur le carbone changera les conditions météorologiques, il faut croire en l'élasticité de l'offre, c'est-à-dire qu'il est possible de remplacer tout carburant qu'on ne peut pas utiliser par un autre. Or, il est impossible pour tout exploitant d'un traversier de faire cela parce que le navire fonctionne au diesel, et c'est le seul moyen de se rendre jusqu'à la Première Nation.

J'aimerais que les députés d'en face nous disent ce qu'ils en pensent. S'ils examinent le projet de loi — et nous pourrions possiblement y proposer des modifications —, ils envisageront peut-être de rembourser des communautés comme les Chippewas de Georgina Island, qui n'ont pas de solutions de rechange et qui ne peuvent acheter que du carburant diesel. Je pense que cela contribuerait vraiment à rendre la vie plus abordable pour les Premières Nations.

• (1410)

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Madame la Présidente, je trouve cette discussion sur la taxe sur le carbone très intéressante. J'ai passé 10 ans à la Chambre à

écouter les libéraux dire à quel point la taxe sur le carbone était formidable et qu'on avait le choix entre soit cette taxe, soit l'apocalypse. Eh bien, s'ils y croyaient vraiment, je suppose qu'ils parlent maintenant de nous amener l'apocalypse. Malheureusement, ils n'y ont jamais cru. Ils ne faisaient que parler à tort et à travers. Les libéraux ont aussi maintenu la taxe sur le carbone pour les industries. Nous sommes témoins de la perpétuation des politiques, comme la taxe sur le carbone pour les industries, qui sont derrière le taux de chômage élevé et croissant.

Au Parti conservateur, nous sommes ici pour défendre les emplois et pour donner aux gens la possibilité de retourner sur le marché du travail. Les libéraux persistent à faire en sorte que les Canadiens, en particulier les jeunes, aient de plus en plus de difficulté à trouver un emploi.

Je me demande si le député pourrait nous parler un peu de sa réaction aux données d'aujourd'hui sur le chômage: 7 % et beaucoup plus dans les grandes villes de l'Ontario, en particulier à Toronto. Comment réagit-il à ces chiffres?

**Jacob Mantle:** Madame la Présidente, les données ont été publiées, et elles n'annoncent rien de bon. C'est ce qu'on dira, car, bien franchement, c'est la vérité. Le taux de chômage est particulièrement élevé dans les grands centres urbains, et surtout chez les jeunes. Je crois que les dernières données indiquent qu'il est supérieur à 20 %. C'est inquiétant, car lorsque les gens ne peuvent pas obtenir un premier emploi, ils ne peuvent pas acquérir d'expérience et ils ne peuvent pas prendre confiance en eux, ce qui leur causera des difficultés plus tard.

À ce sujet, le taux de chômage le plus élevé se trouve chez les jeunes, mais ce qui est intéressant, c'est que lorsque nous examinons le vote des jeunes, on constate qu'il est allé vers les conservateurs. Je trouve intéressant de pouvoir affirmer, pour la première fois de ma vie, que le Parti conservateur est le parti de la jeunesse et de l'énergie, ce qui est de très bon augure pour nous.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, j'aimerais simplement obtenir des précisions de la part du député. Lorsqu'il s'agit du remboursement pour l'achat d'une première habitation, je pensais que la loi actuelle tenait compte des immeubles en copropriété et, je crois, des coopératives d'habitation. Est-il en train de dire que ce n'est pas le cas? Je n'en suis pas tout à fait certain, mais je pensais avoir lu quelque chose qui indiquait que c'était le cas. Sait-il si c'est le cas?

**Jacob Mantle:** Madame la Présidente, je suis prêt à donner des précisions au député d'en face. Je ne parlais pas des premiers acheteurs, mais des acheteurs en général. Beaucoup de personnes achètent d'abord un condo et, bien sûr, s'il s'agit de leur premier achat, elles profiteront de la mesure, mais pas lorsqu'elles passeront à la prochaine étape de leur vie. Par exemple, une personne qui passe d'un petit condo, acheté peu de temps après son mariage lorsqu'elle n'avait pas besoin de beaucoup d'espace, à une maison parce qu'elle veut des enfants ne profiterait pas de la mesure proposée.

À l'opposé, la mesure que le Parti conservateur avait proposée aurait aussi profité à cette personne. C'est pour cette raison que les gens de l'industrie ont affirmé que la mesure proposée par les libéraux n'améliorera pas de façon marquée l'abordabilité. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est la Building Industry and Land Development Association.

**Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son excellent discours mûrement réfléchi. L'un des problèmes de cette soi-disant baisse d'impôt importante, comme se plaît à le répéter le député de Winnipeg-Nord, c'est qu'elle ne représente que 271 \$ cette année, selon les propres chiffres des libéraux tirés de leur plateforme électorale. C'est moins d'un dollar par jour. Or, selon l'Université Dalhousie, la famille moyenne dépensera plus de 600 dollars de plus pour se nourrir cette année.

Je me demande si mon collègue pourrait nous parler de la soi-disant baisse d'impôt importante alors que les libéraux ne couvriront même pas la moitié de l'augmentation du coût des aliments cette année pour une famille moyenne.

**Jacob Mantle:** Madame la Présidente, il n'y a pas que les statistiques sur l'emploi qui sont mauvaises, il y a aussi celles sur l'inflation alimentaire. Encore une fois, je ne demande pas qu'on me croie sur parole. Le grand spécialiste de l'alimentation, qu'on surnomme le « Food Professor », a publié les statistiques à cet égard cette semaine. On y apprend notamment que le prix des oranges a augmenté de 26 % et celui du bœuf, de 33 % ou 34 %, selon la coupe.

Les coûts montent en flèche, et les libéraux adoptent l'attitude suivante: « Nous allons vous jeter quelques miettes, et vous nous en serez reconnaissants. » Je pense que les Canadiens ne seront pas dupes. Ils comprendront que, si les gens perdent leur travail et n'ont plus les moyens de payer l'épicerie qui coûte de plus en plus cher, c'est à cause des règlements néfastes pour l'emploi et des plafonds d'émissions qui dévastent l'industrie.

• (1415)

**Anna Roberts (King—Vaughan, CPC):** Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier sincèrement ma famille, les habitants de King—Vaughan et l'équipe dévouée qui m'a soutenue de m'avoir une fois de plus accordé leur confiance pour les représenter à la Chambre.

Je prends la parole aujourd'hui non seulement pour parler du projet de loi C-4, mais aussi pour parler au nom de ceux qui n'y sont pas mentionnés, de ceux qui sont trop souvent exclus de notre conversation nationale. Je prends la parole pour nos aînés. En tant que ministre du cabinet fantôme responsable des aînés, je dois souligner à quel point ce projet de loi n'est pas à la hauteur des difficultés uniques auxquels les aînés sont confrontés et pourquoi cette omission revient à ne pas soutenir ceux qui ont posé les fondements de notre pays.

Le projet de loi C-4, Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, est une occasion manquée. Il offre des réductions d'impôt et des remboursements pour les habitations, mais nulle part dans ses pages, pas une seule fois, il ne mentionne le mot « aînés », pas dans le contexte du logement, pas dans le contexte des soins de santé, pas dans le contexte des pensions et même pas dans le contexte de l'abordabilité. Les voix, les contributions et les besoins des aînés méritent d'être reconnus, et il y a des mesures à prendre.

Les aînés constituent la tranche de la population qui connaît la croissance la plus forte au pays. D'ici 2030, près d'un Canadien sur quatre aura plus de 65 ans. Ce sont nos parents, nos grands-parents et nos voisins. Ils ont bâti ce pays, mais, à l'heure actuelle, beaucoup trop d'entre eux sont laissés pour compte.

Ce qu'offre le projet de loi C-4 en matière d'abordabilité est largement insuffisant. Les libéraux négligent de façon flagrante les aî-

### *Ordres émanant du gouvernement*

nés à revenu fixe qui ont du mal à suivre la montée en flèche des coûts des produits essentiels comme les médicaments, le logement et les soins. La taxe sur le carbone pour les industries, une taxe qui gonfle les prix dans tous les secteurs et qui alourdit le fardeau de tous les consommateurs, frappe très durement les aînés, car leurs revenus fixes n'arrivent pas à suivre le rythme. Cette omission révèle une approche inadéquate qui consiste à accorder la priorité à certaines tranches de la population tout en laissant tomber les aînés vulnérables qui croulent sous les pressions financières incessantes, sans soutien adéquat.

Les aînés se retrouvent devant des défis de taille aujourd'hui. Un grand nombre d'entre eux vivent avec un revenu de pension fixe qui ne suffit pas à couvrir les coûts en constante augmentation des médicaments, du loyer ou de l'épicerie. Les personnes handicapées et les aînés qui n'ont pas les moyens de se nourrir se tournent de plus en plus vers les banques alimentaires. Je suis bénévole dans des foyers pour personnes âgées depuis plus de 10 ans et, lorsque je parle à des aînés de ma collectivité, ils me disent jour après jour qu'ils ne comprennent pas pourquoi leurs taxes et leurs factures de services publics continuent d'augmenter.

Au Canada, les personnes âgées sont confrontées à diverses difficultés qui sont souvent ignorées. L'accès aux soins de santé et aux soins de longue durée demeure un problème de taille, aggravé par la pénurie croissante de médecins de famille et de spécialistes. Par conséquent, de nombreuses personnes âgées se retrouvent sans soutien médical régulier et développent des complications qui pourraient être évitées. Ces personnes sont souvent obligées de se rendre aux urgences, ce qui accroît le fardeau des hôpitaux déjà débordés et accapare des ressources essentielles.

Les maladies chroniques, telles que l'arthrite, le cancer, les maladies cardiaques, le diabète et les maladies respiratoires, touchent les personnes âgées de manière disproportionnée et ont une incidence considérable sur leur qualité de vie. Parallèlement, l'augmentation du coût des produits de première nécessité, tels que les denrées alimentaires et l'électricité, est particulièrement difficile à gérer pour les personnes disposant d'un revenu fixe. Peut-on imaginer une situation où l'on doit choisir entre chauffer son logement et acheter de quoi manger?

Le problème le plus déchirant est peut-être celui de la solitude et de l'isolement social. De nombreuses personnes âgées passent leurs journées dans la solitude. Des études ont montré qu'environ 41 % des Canadiens âgés de 50 ans et plus risquent d'être isolés socialement. Jusqu'à 58 % d'entre eux ont déjà connu la solitude. Il ne s'agit pas seulement d'une statistique. Il s'agit plutôt d'une épidémie silencieuse qui a de graves répercussions sur la santé mentale et physique de ces personnes.

Permettez-moi de vous parler de Philip et Angela, un couple âgé de ma circonscription. Ce sont des retraités qui, depuis des mois, vivent dans leur voiture, non pas parce qu'ils le souhaitent, ni parce qu'ils ont fait de mauvais choix, mais parce que le loyer de leur modeste appartement a augmenté de 700 \$ par mois.

*Ordres émanant du gouvernement*

• (1420)

Ils ont vendu leurs meubles, donné leurs livres et entassé leur vie dans le coffre d'une Toyota Camry 2008. Désormais, ils se garent chaque soir derrière une épicerie, en espérant qu'on ne les remarque pas. Ils dorment à tour de rôle sur la banquette arrière. Ils se lavent dans les toilettes publiques. Ils mangent des repas froids en conserve. Ce n'est pas le Canada pour lequel ils ont travaillé. Ce n'est pas la retraite qu'ils attendaient, et pourtant le projet de loi C-4ne leur offre rien.

Les personnes âgées de la région du Grand Toronto ressentent une grande colère. Elles envisagent maintenant de quitter leur domicile et d'essayer de vivre avec leurs enfants ou de trouver un campement parce qu'elles n'ont pas les moyens de rester chez elles. Quiconque a fait du bénévolat auprès de personnes âgées sait que quand ces personnes quittent leur environnement habituel, elles ne survivent pas. C'est la triste réalité de la mauvaise gestion qu'ont faite les libéraux de l'argent des contribuables et qui est à l'origine de la situation inflationniste à laquelle le Canada est confronté.

Ce projet de loi est un amas de demi-mesures. Ce n'est pas un plan. Ce n'est pas une vision. Les conservateurs ont promis pendant la campagne que les personnes âgées qui choisissent de travailler pourraient gagner jusqu'à 34 000 \$ en franchise d'impôt, ce qui est supérieur de 10 000 \$ au seuil actuel. Nous avons proposé un assouplissement du REER afin de permettre aux personnes âgées d'y conserver leur épargne jusqu'à l'âge de 73 ans, alors qu'elles sont actuellement obligées de retirer leurs fonds à l'âge de 71 ans. Les personnes âgées auraient ainsi plus de temps pour faire fructifier leur épargne-retraite.

En ce qui concerne la protection des prestations de retraite, nous sommes également engagés à maintenir l'âge de la retraite à 65 ans et à protéger les prestations telles que la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et le Régime de pensions du Canada. Le gouvernement libéral a volé un grand nombre de nos politiques, mais il les a affaiblies. Je les invite à prendre cette politique-ci et à la mettre en œuvre telle quelle pour aider nos aînés. Pourquoi pas? Ces mesures s'inscrivent dans de plus vastes efforts visant à donner aux aînés plus de contrôle sur leurs finances et à faire en sorte qu'ils ne soient pas pénalisés s'ils choisissent d'aller travailler.

Alors que nous avons besoin de mesures audacieuses en matière de logement, on nous propose une réduction d'impôt qui couvre à peine une semaine d'épicerie. Alors que nous avons besoin d'une stratégie nationale pour mettre fin à l'itinérance, nous avons eu droit à un discours du Trône qui n'offrirait aucun plan en matière de logement pour les aînés.

Le Parti conservateur croit en une véritable abordabilité. Cela signifie qu'il faut construire plus de logements abordables, en particulier pour les aînés, afin qu'ils puissent s'installer dans des collectivités confortables et économiques. En plus d'améliorer leur qualité de vie et de réduire l'isolement, cela aura pour effet de libérer des maisons existantes pour les acheteurs d'une première maison. En créant des logements réservés aux aînés, nous pourrions bâtir des collectivités dynamiques où les aînés vivent dans la dignité et bien entourés, tout en ouvrant les portes du marché immobilier aux jeunes générations.

Une voiture n'est pas une maison. Un stationnement n'est pas un plan de retraite. Nous devons donner la priorité au coût de la vie pour que les aînés puissent se procurer des aliments nutritifs et dis-

posent de moyens de subsistance assurés. Un soutien en ce sens pourrait contribuer à réduire l'isolement et à restaurer la dignité des aînés.

J'ai rencontré une dame âgée de ma circonscription qui saute des repas pour pouvoir payer ses médicaments; sa pension ne suffit pas. Des histoires comme celle-là sont courantes, et pourtant le projet de loi C-4 n'offre ni soutien ni espoir. Il ne s'agit pas seulement d'une erreur; cela montre que les priorités du gouvernement ne sont pas les bonnes. La seule façon pour les aînés à faible revenu d'avoir les moyens de subsister, c'est de réduire la taxe sur le coût de la vie. En tant que ministre du cabinet fantôme responsable des aînés, j'affirme que le gouvernement libéral doit faire mieux. Les aînés ne demandent pas la charité; ils veulent l'équité et la dignité. Après avoir contribué pendant des années à la prospérité du Canada, ils sont laissés en plan par ce projet de loi. Je demande que des changements soient apportés pour inclure une aide réelle aux aînés, ou qu'il y ait un nouveau projet de loi qui les mette au premier plan.

J'aimerais que mes collègues imaginent ceci: après avoir travaillé toute notre vie, nous avons hâte de prendre une retraite bien méritée, mais nous nous apercevons que nous n'en avons pas les moyens. Nous nous efforçons discrètement de joindre les deux bouts pour ne pas accabler nos proches avec nos difficultés. Que se passe-t-il lorsque notre carrière est derrière nous et que nos revenus ne suffisent plus à couvrir nos besoins essentiels?

• (1425)

Telle est la réalité pour beaucoup trop d'aînés. Nous devons rendre leur dignité à ceux qui nous ont ouvert la voie. Veillons à ce que...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Le temps est écoulé.

Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire a la parole.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Madame la Présidente, avant, j'hésitais un peu, mais à présent, j'en suis totalement convaincu. En ce qui concerne le projet de loi, il prévoit bel et bien un allègement fiscal pour les particuliers qui achètent leur première maison en copropriété ou en coopérative d'habitation. C'est une suggestion qui a été faite par le Parti conservateur. Voilà pourquoi j'aurais pensé que le Parti conservateur se sentirait à l'aise d'appuyer les dispositions de ce projet de loi.

La députée appuie-t-elle les principes du projet de loi? Peut-elle nous expliquer quelle est la position du Parti conservateur?

**Anna Roberts:** Madame la Présidente, j'aimerais que mon collègue parle à Angela et à Phillip et leur explique pourquoi ils en sont réduits à vivre dans leur voiture. Leurs économies de 800 \$ ne suffiront même pas à payer l'augmentation du prix de leur loyer pour un mois. Comment expliquer cela aux aînés qui vivent dans leur voiture et qui doivent se cacher pour ne pas être perçus comme un boulet pour leur famille?

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Madame la Présidente, comme de nombreux députés du Parti conservateur, ma collègue parle beaucoup de la fameuse taxe sur le carbone. C'est évidemment un sujet inévitable dans le contexte de ce projet de loi, puisqu'il contient un volet qui élimine la taxe sur le carbone pour les particuliers.

Justement, le gouvernement a éliminé la taxe sur le carbone pour les particuliers, mais il a quand même émis des chèques pour rembourser aux Canadiens une taxe qu'ils n'ont pas payée. Cela veut dire que le chèque a été payé à même les fonds du gouvernement fédéral, c'est-à-dire par les Québécois.

Que pense ma collègue du fait qu'on a donné des chèques pour acheter des votes dans le reste du Canada et que ce sont les Québécois qui ont payé pour ça?

[Traduction]

**Anna Roberts:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son excellente question. Il vient de prouver ce que nous disons de ce côté-ci de la Chambre depuis le début. Les libéraux n'ont ni budget ni plan. Ils n'ont aucune idée de la façon dont ils vont rendre la vie plus abordable, et ils doivent revoir le projet de loi C-4 pour s'assurer que tous les Canadiens peuvent vivre dans la dignité.

**Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Madame la Présidente, je tiens à remercier ma collègue de King—Vaughan de son excellent discours et, surtout, de défendre les aînés comme elle le fait. Au cours de la 42<sup>e</sup> législature, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire visant à éliminer complètement les retraits obligatoires des Fonds enregistrés de revenu de retraite. Voilà qui aiderait les aînés. Je tiens à souligner que tous les députés du Parti libéral ont voté contre cette mesure et, ce faisant, contre l'abordabilité pour les aînés.

Pour en revenir au projet de loi C-2, l'un de ses défauts, c'est que chaque cent de ces réductions d'impôt provient d'argent emprunté. Les conservateurs avaient, pour leur part, proposé un plan chiffré; nous allions limiter le recours aux cabinets d'experts-conseils amis des libéraux, au lieu de nous endetter.

Ma collègue n'est-elle pas d'avis que, au lieu d'alourdir la dette, les libéraux devraient peut-être réduire les milliards de dollars qu'ils versent à leurs amis de McKinsey et d'autres sociétés d'experts-conseils en gestion?

*Ordres émanant du gouvernement*

**Anna Roberts:** Madame la Présidente, c'est une excellente question, et je suis d'accord. L'espérance de vie est passée, d'après mon expérience dans le secteur financier, de 73 ans pour les hommes et 75 ans pour les femmes, à plus de 85 ans, de sorte que la suggestion d'un REER est logique. Nous devrions donner aux gens plus de temps pour épargner de l'argent et pour réduire la possibilité qu'ils aient à vivre avec un revenu fixe plus tard dans leur vie.

En ce qui concerne le budget, pourquoi avons-nous tant de fonctionnaires pour nous aider à faire notre travail si les libéraux doivent tout de même dépenser des milliards de dollars pour faire appel à des consultants et qu'au bout du compte, nous n'obtenons rien en retour?

• (1430)

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, la députée peut-elle m'expliquer pourquoi les conservateurs devraient avoir une quelconque crédibilité sur la question des aînés alors que Stephen Harper et Pierre Poilievre ont tenté de faire passer l'âge de la retraite et de la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans?

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** La députée de King—Vaughan peut répondre très brièvement.

**Anna Roberts:** Madame la Présidente, je vais répondre rapidement.

Mon collègue d'en face doit savoir que, dans ma circonscription, les gens travaillent jusqu'à ce qu'ils soient âgés, en moyenne, de presque 80 ans, car ils n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins. Comment explique-t-il...

**La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès):** Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne à lundi prochain, à 11 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 30.)



# TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 6 juin 2025

<b>ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT</b>		<b>L'emploi</b>	
<b>Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens</b>		Duncan .....	561
Projet de loi C-4. Deuxième lecture .....	549	<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
Champagne .....	549	Mingarelli .....	561
Moore .....	551		
Barsalou-Duval .....	551	<b>QUESTIONS ORALES.</b>	
Albas .....	551	<b>L'emploi</b>	
Fergus .....	552	Genuis .....	561
Van Popta .....	552	Champagne .....	561
Chagger .....	552	Genuis .....	561
Genuis .....	552	Champagne .....	561
Lamoureux .....	555	Genuis .....	562
Barsalou-Duval .....	555	MacKinnon .....	562
McCauley .....	556	Tolmie .....	562
Chagger .....	556	Long .....	562
Idlout .....	556	Hardy .....	562
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan) .....	557	Champagne .....	562
		Hardy .....	562
		Champagne .....	562
<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>		<b>Le secteur de l'acier et de l'aluminium</b>	
<b>Serge Dion</b>		Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan) .....	562
Chenette .....	557	LeBlanc .....	562
<b>Le registre des agents d'influence étrangers</b>		<b>L'industrie forestière</b>	
Cooper .....	558	Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan) .....	563
<b>L'économie des Maritimes</b>		Freeland .....	563
Hirtle .....	558	DeBellefeuille .....	563
<b>Un colloque citoyen sur l'amélioration de la santé</b>		MacKinnon .....	563
Hardy .....	558	<b>Les finances</b>	
<b>Les remerciements d'un député</b>		Kronis .....	563
St-Pierre .....	558	MacKinnon .....	563
<b>Dufferin—Caledon</b>		Kronis .....	563
Seeback .....	559	MacKinnon .....	563
<b>Terrebonne</b>		Bexte .....	564
Auguste .....	559	Long .....	564
<b>Le système d'immigration</b>		Bexte .....	564
Rempel Garner .....	559	Long .....	564
<b>La Voix de l'Est</b>		Wagantall .....	564
Larouche .....	559	Long .....	564
<b>Le Tibet</b>		Vien .....	564
Bardeesy .....	559	MacKinnon .....	564
<b>L'économie</b>		Vien .....	564
Wagantall .....	560	Champagne .....	565
<b>Le jour des Clubs BGC</b>		<b>La justice</b>	
Kelloway .....	560	Barsalou-Duval .....	565
<b>La sécurité publique</b>		Fraser .....	565
Williamson .....	560	Barsalou-Duval .....	565
<b>Un acte de bravoure remarquable</b>		Guilbeault .....	565
Gerretsen .....	560	<b>L'industrie pétrolière et gazière</b>	
		Stubbs .....	565
		Hodgson .....	565
		Stubbs .....	565
		MacKinnon .....	566

Rowe.....	566
Thompson.....	566
Rowe.....	566
Hodgson.....	566
Viersen.....	566
MacKinnon.....	566
<b>La tarification du carbone</b>	
Fergus.....	566
Dabrusin.....	566
<b>Le logement</b>	
Van Popta.....	567
Robertson.....	567
Groleau.....	567
Lightbound.....	567
Roberts.....	567
Robertson.....	567
Roberts.....	567
Robertson.....	567
<b>La sécurité publique</b>	
Lloyd.....	568
Sahota.....	568
Lloyd.....	568
Sahota.....	568
Mantle.....	568
Sahota.....	568
Mantle.....	568
Fraser.....	568
<b>Les armes à feu</b>	
Lawton.....	568
Anandasangaree.....	569
<b>L'aide aux sinistrés</b>	
Carr.....	569
Olszewski.....	569
<b>La sécurité publique</b>	
Williamson.....	569
Anandasangaree.....	569
<b>Les pêches et les océans</b>	
Small.....	569
Thompson.....	569
Small.....	569
Thompson.....	570
<b>Le sport</b>	
Fanjoy.....	570
van Koeverden.....	570
<b>Les finances</b>	
Lefebvre.....	570
MacKinnon.....	570
<b>Les ressources naturelles</b>	
Johns.....	570
Hodgson.....	570
<b>Les affaires du Nord</b>	
Idlout.....	570
Chartrand.....	571

## AFFAIRES COURANTES

### L'identité et la culture canadiennes

Guilbeault.....	571
-----------------	-----

### Loi sur l'unité de l'économie canadienne

LeBlanc.....	571
Projet de loi C-5. Présentation et première lecture.....	571
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi.....	571

### Pétitions

#### Les langues autochtones

Johns.....	571
------------	-----

#### Les organismes de bienfaisance

Genuis.....	571
-------------	-----

### Questions au Feuilleton

Guilbeault.....	571
-----------------	-----

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

### Loi visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens

Projet de loi C-4. Deuxième lecture.....	572
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan).....	572
Lamoureux.....	572
Barsalou-Duval.....	572
Van Popta.....	573
Barsalou-Duval.....	573
Kayabaga.....	575
Wagantall.....	575
Johns.....	575
Chagger.....	576
McCauley.....	577
DeBellefeuille.....	577
Wagantall.....	578
Ntumba.....	578
Viersen.....	578
Johns.....	578
Barsalou-Duval.....	579
Mantle.....	579
Cooper.....	579
Lamoureux.....	580
McCauley.....	580
Idlout.....	581
Wagantall.....	581
Van Popta.....	581
Lamoureux.....	582
Viersen.....	582
Barsalou-Duval.....	582
Cooper.....	583
Lamoureux.....	583
Small.....	585
Gerretsen.....	585
Barsalou-Duval.....	586
Genuis.....	586
Ntumba.....	586
Mantle.....	586
Genuis.....	588
Lamoureux.....	588
McCauley.....	589

Roberts.....	589	Barsalou-Duval.....	590
Lamoureux.....	590	McCauley.....	591

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>